

Afrique : le bout du tunnel est-il en vue ?

Herman J. Cohen

Fissures dans le Jihad

Thomas Rid, PhD

Le maintien de la paix par des organisations régionales

Général de corps d'armée indienne (2s) Vijay Kumar Jetley, PVSM, UYSM

Dimension culturelle de la stratégie et de la politique

Colonel (ER) Jiyul Kim, USA

Une symétrie de la peur : Comment peut-on atteindre une même volonté pour tous les acteurs ?

Rumu Sarkat, PhD

Réforme du secteur de la sécurité et services de renseignements en Afrique subsaharienne : Saisir toute l'histoire

Dustin Dehéz

En marche vers la démocratie au Maroc ?

John Hursh



VOLEZ, COMBATTRE ET GAGNER... DANS L'AIR, L'ESPACE ET LE CYBERSPACE



Chef d'état-major de l'armée de l'air américaine

Général Norton A. Schwartz

Commandant, commandement de l'éducation et de la formation de la force aérienne

Général Stephen R. Lorenz

Commandant de *Air University*

Général de corps d'armée aérienne Allen G. Peck

Directeur, *Air Force Research Institute*

Général John A. Shaud (c.f.), USAF

Éditeur

Rémy M. Mauduit

Marvin Bassett

Éditeur contribuant

James Howard

Éditeur du site web

L'équipe

Colonel Robyn S. Read (c.f.), USAF,

chef de la division Outreach

Colonel John Conway (c.f.), USAF,

analyste en défense militaire

Daniel M. Armstrong, *Illustrateur*

L. Susan Fair, *Illustratrice*

Nedra O. Looney, *Manager mise en pages et pré-production*

Air and Space Power Journal (ISSN 1931-728X) est publié trimestriellement. Cette revue est conçue pour servir de forum ouvert à la présentation et à la stimulation de réflexions innovatrices sur la doctrine militaire, la stratégie, la tactique, la structure de force, la préparation et d'autres sujets de la défense nationale. Les points de vue et les opinions exprimés ou implicites dans cette revue sont ceux des auteurs et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la Défense, de l'armée de l'Air, du Commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, de l'*Air University*, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des États-Unis.

Dans cette édition, les articles sans notice de copyright peuvent être reproduits entièrement ou partiellement sans permission au préalable. Les articles ayant une notice de copyright peuvent être reproduits sans permission par les agences du gouvernement des États-Unis. S'ils sont reproduits, nous demandons à ce que *Air & Space Power Journal* soit référé. Pour obtenir la permission de reproduire des articles ayant une notice de copyright en dehors du gouvernement des États-Unis, contactez l'auteur directement plutôt que *Air & Space Power Journal*.



<http://www.af.mil>



<http://www.aetc.randolph.af.mil>



<http://www.au.af.mil>

ASPJ—Afrique et Francophonie

155 N. Twining Street

Maxwell AFB AL 36112-6026

U.S.A.

Télécopieur : 1 (334) 953-6739

courriel aspjrench@maxwell.af.mil

Visitez *Air and Space Power Journal* en ligne
à <http://www.airpower.au.af.mil>

<http://www.af.mil/subscribe>

Editorial

- L'Afrique, est-elle à la croisée des chemins ?* 3
Rémy M. Mauduit

Articles

- Afrique : le bout du tunnel est-il en vue ?* 6
Herman J. Cohen

- Fissures dans le Jihad* 16
Thomas Rid

- Le maintien de la paix par des organisations régionales* 24
Général de corps d'armée indienne (2s) Vijay Kumar Jetley, PVSM, UYSM

- Dimension culturelle de la stratégie et de la politique* 34
Colonel (ER) Jiyul Kim, USA

- Une symétrie de la peur*
Comment peut-on atteindre une même volonté pour tous les acteurs ? 46
Rumu Sarkat, PhD

- Réforme du secteur de la sécurité et services de renseignement en Afrique
subsaharienne : Saisir toute l'histoire* 57
Dustin Dehéz

- En marche vers la démocratie au Maroc ?* 64
John Hursh

Revue de livres

- Constructing a Democratic Developmental State in South Africa:
Potentials and Challenges* 79
Omano Edigheji, editor

<i>Evaluating Climate Change and Development</i>	79
Rob D. van den Berg and Osvaldo Feinstein, editors	
<i>America and Europe after 9/11 and Iraq: The Great Divide</i>	84
Sarwar Kashmeri	
<i>Cultural Contestation in Ethnic Conflict</i>	85
Marc Howard Ross	
<i>The U.S. Nuclear Arsenal: A History of Weapons and Delivery Systems since 1945</i>	87
Norman Polmar and Robert Norris	
<i>Forgotten Continent: The Battle for Latin America's Soul</i>	88
Michael Reid	
<i>Democracy and War at NATO: The Secretary General and Military Action after the Cold War</i>	89
Ryan C. Hendrickson	
<i>The Torture Debate in America</i>	91
Karen J. Greenberg, editor	
<i>U.S. Competitiveness in Science and Technology</i>	91
Titus Galama and James Hosek	
<i>Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam</i>	92
Zahid Hussain	
<i>Alliance Management and Maintenance: Restructuring NATO for the 21st Century</i>	93
John R. Deni	
<i>Wolfpack Warriors: The Story of World War II's Most Successful Fighter Outfit</i>	94
Roger Freeman	



L'Afrique, est-elle à la croisée des chemins ?

Personne ne connaît l'histoire de la prochaine aube

Pensée Yoruba

Du début des années soixante aux années quatre-vingt-dix, la croissance rapide et l'industrialisation des premières régions en voie de développement en Asie – Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan (les « Tigres Asiatiques ») – a fasciné le monde. Au début du XXI^e siècle, cependant, l'attention s'est tournée vers les nouvelles puissances économiques en gestation, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Tout comme les Tigres Asiatiques, les pays BRIC sont non seulement en bonne voie dans leur expansion économique mais, de surcroît, ils ont des marchés locaux énormes.

Par contre, les trainées des SIDA, guerres civiles, génocide, corruption, coups d'état, inégalité et insécurité, ainsi que les taux élevés de pauvreté infestent le continent et, de ce fait, projettent une lueur négative sur l'Afrique. Néanmoins, les changements vertigineux des dernières années nous donnent de bonnes raisons d'être optimistes quant au futur de l'Afrique. En effet, nous sommes peut-être en train d'assister à la naissance des « Lions Africains ».

Plusieurs des 53 pays dans ce continent hétérogène affrontent des défis politiques, sociaux, et économiques considérables. Certains connaissent encore une sévère pauvreté, des maladies et des guerres civiles. Dans ce contexte, quel est le futur de l'Afrique dans la mondialisation ? Comment le continent peut-il devenir économiquement viable et compétitif ? Le continent peut-il produire sa part de Tigres Asiatiques et de pays semblables à ceux du BRIC – les Lions Africains ?

Quelques chiffres publiés dans une étude récente éditée par *McKinsey Global Institute* peuvent nous éclairer sur les progrès de l'Afrique¹ :

- * \$1.6 trillions : Le PIB (produit intérieur brut) collectif de l'Afrique en 2008, grosso modo égal à celui du Brésil ou de la Russie.... Le continent est parmi les régions à croissance la plus rapide au monde.
- * \$860 milliards : Les dépenses de consommation combinées de l'Afrique en 2008.
- * 316 millions : Le nombre d'inscriptions de nouveaux abonnés au téléphone portable en Afrique depuis 2000.
- * 60 pour cent de la superficie mondiale des terres non-cultivées et arables [en Afrique].... Avec [cette superficie de] terres arables, à bas rendements de récolte du monde, l'Afrique est mûre pour « une révolution verte », comme celles qui ont transformé l'agriculture en Asie et au Brésil.... [Une telle révolution] serait colossale, elle relèverait les revenus agricoles, elle stimulerait la croissance du PIB, et créerait de nouvelles opportunités commerciales.
- * 52 : Les villes africaines avec plus d'un million de personnes chacune.
- * 20 : Le nombre de compagnies africaines avec des revenus d'au moins \$3 milliards.

* \$2.6 trillions : Le PIB collectif [projection] de l'Afrique en 2020.

* \$1.4 trillions : Les dépenses de consommation de l'Afrique [en] 2020.... Les cinq plus grands marchés de consommations du continent en 2020 – Alexandrie, le Caire, Cape Town, Johannesburg et Lagos – aurait chacun plus de \$25 milliards de dépense par année. Ces villes sont comparables en grandeur à Mumbai et à New Delhi.

* 1.1 milliards : Le nombre d'Africains en âge de travailler [en] 2040.... La main-d'œuvre africaine augmente plus rapidement que n'importe où dans le monde. Le continent a plus de 500 millions de personnes en âge de travailler (15 à 64 ans). D'ici à 2040, il est projeté que ce nombre dépassera les 1.1 milliards – plus qu'en Chine ou en Inde.

* 128 millions : Le nombre de ménages africains avec un revenu discrétionnaire [en Afrique]. L'Afrique a déjà plus de ménages de classe moyenne (définis par des ménages avec des revenus de \$20.000 ou au-dessus) que l'Inde. L'essor du consommateur urbain africain sert comme un nouveau moteur de croissance domestique.

* 50 pour cent : Le nombre d'Africains [qui vivraient] dans les villes en 2030.... En 2030, les 18 villes principales du continent pourraient avoir un pouvoir d'achat combiné de \$1.3 trillions....

* En 1980, à peine 28 pour cent d'Africains vivaient dans les villes. Le nombre d'Africains habitant les villes aujourd'hui est de 40 pour cent, un nombre proche de celui de la Chine, et plus grand que celui de l'Inde – cet écart ne fera que grandir².

D'ailleurs, selon l'Institut,

Tandis que les politiques insuffisantes des gouvernements, les guerres et d'autres événements pourraient perturber la croissance de certains pays, notre analyse suggère que les perspectives économiques à long terme de l'Afrique soient tout à fait fortes.... propulsées par des tendances externes de l'économie globale et des changements internes des sociétés et des économies du continent.

Pour commencer, l'Afrique continuera à profiter de la demande globale en hausse du pétrole, du gaz naturel, des minerais, des produits alimentaires, des terres arables, et d'autres ressources naturelles. Le continent s'enorgueillit de son abondance de richesse, y compris 10 pour cent des réserves du monde de pétrole, 40 pour cent de son or et 80 à 90 pour cent du chrome et des métaux du groupe de platine.... L'investissement direct étranger en Afrique a augmenté de \$9 milliards en 2000 à \$62 milliards en 2008 – presque aussi grand que le flux vers la Chine, mesure relative au PIB³.

D'une manière encourageante, la croissance économique de l'Afrique vient non seulement des matières premières et des ressources naturelles, pour lesquelles le continent est bien connu, mais également d'autres secteurs :

Les ressources naturelles n'ont été que de 24 pour cent de la croissance du PIB de l'Afrique de 2000 à 2008. Le reste venait d'autres secteurs, y compris le commerce de gros et de détail [(13 pour cent)], agriculture (12 pour cent), transport et communication [(10 pour cent)], et fabrication [(9 pour cent)]. Dans 27 des 30 plus grandes économies, la croissance économique a été accélérée à travers le continent. En effet, nous constatons que le PIB s'est développé à des taux semblables dans les pays avec ou sans des exportations significatives de ressources naturelles....

Les raisons principales derrière la montée subite de la croissance de l'Afrique incluent les décisions des gouvernements de mettre fin aux conflits armés, l'amélioration des conditions macro-économiques et l'adoption des réformes micro-économiques pour créer un meilleur climat économique. Dans chaque pays où ces changements ont été effectués, ils se sont soldés par une croissance plus rapide de PIB⁴.

Pour analyser la croissance en Afrique, *McKensy Global Institute* rejette la division traditionnelle du continent en Afrique sub-saharienne et Afrique du Nord en faveur d'une classification de l'Afrique sur la base des économies de ses plus grands pays :

1. Les économies diversifiées : Moteurs de croissance de l'Afrique qui incluent quatre économies les plus avancées – l'Égypte, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Elles ont des entreprises significatives de fabrication et de secteur tertiaire....

2. Les exportateurs de pétrole : Amélioration de la croissance par la diversification. Les exportateurs du pétrole et du gaz de l'Afrique ont le PIB le plus élevé du continent par habitant mais les moindres économies diversifiées.... Les trois plus grands producteurs [sont] l'Algérie, l'Angola et le Nigéria.... Ces pays ont des perspectives fortes de croissance s'ils peuvent utiliser la richesse du pétrole pour financer le développement de leurs économies....

3. Les économies de transition : Construire sur les gains récents. Les économies de transition de l'Afrique, comprenant le Ghana, le Kenya et le Sénégal, ont un PIB par habitant inférieur à celui des pays dans les deux premiers groupes, mais leurs économies se développent rapidement....

4. Les économies de pré-transition : Renforcez les gains acquis. Les économies de pré-transition [(la République démocratique du Congo, l'Éthiopie et le Mali)] sont très pauvres, avec un PIB annuel par habitant d'à peine \$353, mais certains sont en train de se développer très rapidement.... Bien que les différentes économies en pré-transition diffèrent considérablement, leur problème commun est un manque d'éléments basiques, tels qu'un gouvernement fort et stable ainsi que d'autres institutions publiques, de bonnes conditions macro-économiques et un développement agricole durable⁵.

Comme la démocratie, cependant, l'économie est une denrée fragile dans l'ensemble de l'Afrique. Nelson Mandela a souligné l'interdépendance de la liberté et de l'économie en Afrique, en déclarant que la « liberté est dénué de sens si les gens n'ont rien à manger⁶ ». Dans l'environnement africain, la transformation institutionnelle doit se faire en tandem avec la transformation économique. L'Afrique, peut-elle tirer profit de son récent sursaut de croissance et profiter en même temps d'un stimulus économique ? Évidemment, plusieurs des 53 différentes économies font face à des obstacles sérieux mais le continent dispose de capitaux considérables : de talentueux Africains et de vastes ressources. Si l'Afrique maintient sa stabilité politique et macro-économique durement gagnée, développe des stratégies saines de croissance, crée un environnement commercial plus attrayant, améliore son infrastructure et ses systèmes de régulation et institutionnalise une bonne gouvernance, les Lions Africains pourraient rugir à travers tout le continent et le monde entier.

Rémy M. Mauduit, Éditeur
Air and Space Power Journal—Afrique et Francophonie
Maxwell AFB, Alabama

Notes

1. Les extraits de *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies* sont traduits en français par l'éditeur.
2. Roxburgh, Charles et al., (juin 2010), *Lions on the Move: The Progress and Potential of African Economies*, Washington, DC: McKinsey and Company, voir les pages non-numérotées, précédent immédiatement « Contents » ainsi que les pages 1, 3, 7, 19, 22, 24, http://www.mckinsey.com/mgi/publications/progress_and_potential_of_african_economies/pdfs/MGI_african_economies_full_report.pdf.
3. *Id.*, 1, 3.
4. *Id.*, 2, 11.
5. *Id.*, 5–6.
6. Cité dans Bratton, Michael et Mattes, Robert (juillet 2001) « Support for Democracy in Africa: Intrinsic or Instrumental? », *British Journal of Political Science* 31, no. 3, p 447.

Afrique : le bout du tunnel est-il en vue ?

HERMAN J. COHEN*

Tout le monde désire le succès de l'Afrique.

Les pays africains n'ont, au sens large, aucun adversaire stratégique pas plus que la plus grande partie du territoire africain n'est menacée par les ambitions hégémoniques des grandes puissances, à l'exception de la Corne orientale qui est géographiquement proche des états pétroliers du Moyen Orient. La plupart des autres pays du monde se réjouiraient d'une participation des états africains comme partenaires à part entière dans l'économie mondiale. Les principales puissances industrielles seraient heureuses de voir l'Afrique mettre fin à sa dépendance vis-à-vis aussi bien de l'aide au développement économique qu'à l'assistance humanitaire. Aucune d'elles ne recherche des sphères d'influence en Afrique.

Vues à l'horizon 2020, les perspectives restent médiocres, dans le meilleur des cas, pour la majorité des états africains en l'absence de réformes majeures de leurs politiques à tous les niveaux. Pratiquement rien n'indique aujourd'hui (2010) que les réformes nécessaires aient de fortes chances d'être mises en œuvre, à quelques exceptions près. La principale raison de ces prédictions décourageantes est le fait que les grands pays africains riches en ressources naturelles n'ont fait preuve d'absolument aucune volonté politique de prendre les mesures nécessaires pour arriver à une croissance économique vigoureuse et durable. Ces

pays sont au contraire totalement prisonniers du *statu quo* et des intérêts particuliers qui veulent les maintenir exactement où ils sont. Ces pays, qui devraient normalement être les locomotives de la croissance pour toute l'Afrique sub-saharienne, sont le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Soudan et l'Angola. On doit ajouter à cette liste regrettable deux états africains plus petits, le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire, qui promettaient beaucoup jusqu'au début du siècle mais succombèrent à la guerre civile qui leur a coûté à tous les deux plusieurs décennies, sans redressement en vue pour le moment.¹

La seule lueur d'espoir parmi les plus grands états africains est représentée par la République sud-africaine. La majorité noire n'ayant acquis le pouvoir qu'en 1994, l'Afrique du Sud a pu éviter la plupart des erreurs commises par les pays devenus indépendants entre 1957 et 1974. Elle est une vraie démocratie qui a encore quelques progrès à faire avant d'être consolidée mais qui semble irréversible.² Elle a également su préserver une économie de marché, la règle de droit et une vigoureuse capacité de commerce international. L'avenir politique incertain de l'Afrique du Sud et l'absence d'une opposition viable aux détenteurs du pouvoir ont conduit néanmoins les investisseurs potentiels à hésiter. L'Afrique du Sud a en outre l'un des taux de délinquance les plus élevés du monde, ce qui a tendance à décourager les investisseurs. Le

*Herman J. Cohen est un diplomate américain en retraite. Le dernier poste qu'il occupa avant de prendre sa retraite fut celui de secrétaire d'État adjoint chargé des affaires africaines dans le gouvernement de George H.W. Bush, de 1989 à 1993. De 1993 à 1998, il fut conseiller principal de la Coalition mondiale pour l'Afrique, un forum intergouvernemental de dialogue sur la réforme économique entre les gouvernements africains et ceux des pays donateurs. Il est actuellement maître de conférences à l'école d'Études internationales supérieures de l'université Johns Hopkins et associé du cabinet Cohen & Woods International, où il conseille des entreprises américaines opérant en Afrique.

marché naturel de l'Afrique du Sud est en fin de compte le reste de l'Afrique et l'absence de pouvoir d'achat au nord continue de ralentir la croissance de l'Afrique du Sud elle-même.

Les causes premières de la stagnation

Pourquoi l'Afrique est-elle en retard sur le reste du monde en voie de développement ? Il y a à cela des raisons historiques qui apportent une certaine perspective et qui continuent de freiner le progrès soixante ans plus tard. Le fait que le Nigeria, le Ghana, le Kenya, la Côte d'Ivoire et la Guinée avaient chacun un produit national brut (PNB) par habitant supérieur en 1950 à celui de la Corée du Sud, de la Malaisie et de l'Indonésie donne à réfléchir. Que s'est-il passé ?³

La première génération de dirigeants africains, ceux qui avaient été à la tête du mouvement anti-colonial, prit en matière d'institutions et de politique économique certaines décisions importantes qui se révélèrent grandement dommageables pour les pays en question et continuent à ce jour de les hanter.⁴ Pratiquement tous les dirigeants africains rejetèrent le modèle occidental de démocratie dont ils héritèrent des puissances coloniales européennes. Ils décidèrent que la démocratie multipartite était incompatible avec les normes culturelles africaines. Cette démocratie, telle que la pratiquent l'Europe et les États-Unis, implique des débats contradictoires. En Afrique, la tradition exige que les questions politiques soient résolues via la lente réalisation d'un consensus d'où émergent des solutions.

Le régime politique préféré était appelé l'« état africain à parti unique ». Tous les citoyens devenaient membres du parti à leur naissance. La société civile, le pouvoir compensateur particulièrement important qui constitue la clé de voûte de la démocratie, fut incorporée par cooptation à la structure du parti unique. Dans la mesure où aucune opposition politique n'est tolérée, tous les moyens d'information doivent être la propriété de l'état-parti. La structure du parti

devint une énorme bureaucratie qui constituait un état dans l'état. Aucune opposition n'étant tolérée, le parti politique unique devint la voie la plus importante menant à la célébrité et à la fortune. Sans élections multipartites, le parti unique ne pouvait être défait. Les carrières au sein du parti unique offraient par conséquent aussi bien la sécurité que le pouvoir.

Il va sans dire que l'état africain à parti unique ne pouvait aux niveaux national, provincial et municipal reproduire les exercices traditionnels de réalisation de consensus menés par les chefs de village. Avec autant de groupes ethniques différents et leurs langues différentes, et avec autant d'intérêts concurrents basés sur la géographie et les ressources économiques, le gouvernement par consensus n'avait aucun sens. Une opposition politique devait fatalement se dresser. Des conflits réels devaient être résolus sans violence. Aucune opposition n'étant tolérée dans le cadre du système de consensus à parti unique, les personnes qui exprimaient un mécontentement à l'égard du parti au pouvoir devaient être incarcérées. C'est ainsi que les prisonniers politiques devinrent une réalité de la vie. L'opposition politique devait en outre être étouffée dans l'œuf. C'est ainsi que la police secrète devint un secteur en plein essor. Les gens avaient peur d'avoir des conversations dans les lieux publics par crainte d'être entendus. Pour connaître la vérité sur leur propre pays, les citoyens devaient écouter les émissions sur ondes courtes de la BBC, de la Voix de l'Amérique ou de Radio France.

N'ayant pas à craindre de perdre des élections et exerçant un contrôle total des administrations, les partis uniques étaient condamnés à s'enfoncer dans la corruption et les méfaits. Pour paraphraser Lord Acton, le pouvoir absolu conduit toujours à des abus. Les entorses graves à la règle de droit tendaient en outre à être monnaie courante, rendant ainsi ces sociétés peu attirantes pour les investisseurs, aussi bien locaux qu'étrangers.⁵

Le socialisme à visage africain

Les décisions initiales prises dans le domaine économique compromirent les perspectives de prospérité future tout autant que celles prises dans le domaine politique. Fortement influencée par ses meilleurs amis britanniques et français, dont la majorité étaient animés par l'idéologie socialiste, la première génération de dirigeants africains ayant suivi l'indépendance opta pour un « socialisme africain », la contrepartie économique de l'« état africain à parti unique ». Cela se traduisit par la « domination de l'économie » par l'état. Dans les cinq premières années ayant suivi l'indépendance, la plupart des grandes plantations, banques, compagnies d'assurances, sociétés de télécommunications, entreprises agro-alimentaires, mines et usines furent nationalisées avec indemnisation des propriétaires, étrangers pour la plupart.

Les entreprises nationalisées ne sont pas nécessairement condamnées à l'avance à l'échec. En Afrique, un certain nombre de ces entreprises se sont révélées rentables et se sont développées. Ethiopian Airways et la SNIM, qui exploite le minerai de fer de Mauritanie, sont de bons exemples des quelques entreprises nationalisées africaines dont la gestion dégage un profit. Malheureusement, la grande majorité des entreprises nationalisées africaines n'ont pas été gérées dans une optique de rentabilité et de croissance prioritaires. Ces entreprises ont au contraire servi à créer des emplois pour les partisans du parti au pouvoir et de leur famille, dont beaucoup étaient originaires de zones rurales où les emplois salariés sont rares.

L'hypertrophie croissante de ces entreprises transforma la rentabilité en déficits. Le gouvernement fut obligé de subventionner les entreprises pour les maintenir à flot. Alors que des fonds croissants étaient consacrés à des subventions aux entreprises, il en restait de moins en moins pour financer les services publics vitaux traditionnels tels que l'enseignement, la santé publique et l'entretien des infrastructures. Les emprunts des gouvernements auprès des banques centrales évincèrent les demandeurs privés de crédits ban-

caires. Tous ces développements rendirent pratiquement impossible l'obtention d'un financement pour le secteur privé autochtone. Le résultat net fut un cercle vicieux économique caractérisé par des subventions aux entreprises nationalisées affectant négativement les services publics, une situation à la suite de laquelle il fut plus difficile pour les sociétés privées existantes de continuer à fonctionner. Un désinvestissement croissant entraîna une contraction correspondante des rentrées fiscales de toute nature, et ainsi de suite.

Dans la plupart des pays africains, les cercles vicieux économiques furent masqués entre 1957 et 1975, une période pendant laquelle l'économie mondiale connut un boom des produits de base. Les nombreux produits tropicaux et minerais exportés sur les marchés internationaux par les pays africains profitaient de prix élevés. Il était possible d'éviter les déficits budgétaires, ce qui permettait au moins de payer les salaires. Lorsque les liquidités restaient insuffisantes, certains gouvernements africains pouvaient utiliser leurs gains élevés à l'exportation comme garantie pour obtenir des prêts commerciaux auprès de banques londoniennes et new-yorkaises. Malheureusement, un pourcentage significatif des revenus à l'exportation et des emprunts fut dépensé pour des réalisations coûteuses et peu rentables plutôt que pour l'adduction d'eau, les routes et l'électrification dans les zones rurales où résidait la majorité de la population.

Entre 1975 et 1980, les prix des produits de base connurent une chute brutale sur les marchés mondiaux. Le prix des diodes en cuivre électrolytique exportées par la République démocratique du Congo, par exemple, baissa de 1,40 à 0,75 dollar la livre. Cela représenta une perte catastrophique de revenus sur des exportations de 400 000 tonnes de cuivre par an. Il en fut de même pour le caoutchouc naturel, l'huile de palme, le café et les arachides. La raison en fut un tassement de la demande des pays industrialisés après la montée initiale due à la reconstruction ayant suivi la 2^{de} guerre mondiale, combinée à l'augmentation des exportations des nouveaux producteurs d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est. Les gouvernements africains ayant négligé l'en-

retien des infrastructures et les nouveaux investissements dans ce secteur en faveur des subventions aux entreprises nationalisées, leurs exportations devinrent de moins en moins concurrentielles et ils finirent par perdre une substantielle part de marché au profit de pays tels que le Brésil, l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie. La République du Togo, pour citer un autre exemple, fournissait autrefois 5 pourcent des aliments du bétail consommés dans l'Union Européenne grâce à ses exportations de manioc. Le Togo perdit la totalité de sa part du marché européen au profit de la Thaïlande dans les années 70 parce qu'il n'était plus compétitif.

La Banque mondiale à la rescousse

En 1980, la majorité des économies africaines étaient considérées par la Banque mondiale comme étant « en chute libre », accablées de dettes, incapables de payer les salaires des fonctionnaires et souffrant d'un déclin des infrastructures et des services essentiels. Entre 1980 et 1990, la majorité des pays africains s'engagèrent à appliquer des programmes rigoureux de réforme économique préparés par la Banque mondiale en échange d'un rééchelonnement de la dette et d'une aide au développement substantiels. Ils n'avaient pas le choix. La Banque mondiale leur accorda un répit considérable sur le chemin du redressement économique. En 1990, les pays africains qui avaient accepté les programmes de redressement de la Banque mondiale (qualifiés d'« ajustement structurel ») avaient touché le fond et avançaient régulièrement sur la voie du retour à la stabilité financière. Les taux de croissance de 2,5 à 3,5 pourcent étaient médiocres comparés à ceux de l'Asie du Sud-Est mais donnèrent l'espoir à quelques économies en triste état.⁶

Pour améliorer encore plus les perspectives de l'Afrique, la démocratie multipartite commença à fleurir sur tout le continent au début des années 90. Deux générations nouvelles d'Africains instruits qui n'avaient pas connu le colonialisme demandèrent la fin des emprisonnements politiques, de la censure

des médias, des monopoles gouvernementaux de l'information et, tout simplement, de la dictature. Elles désiraient des démocraties multipartites et commençaient à les obtenir.

Nous en sommes là aujourd'hui, deux décennies plus tard. Où va l'Afrique ? Eh bien, la réponse est que peu de progrès ont été accomplis en termes de réduction de la pauvreté. La part de l'Afrique dans le commerce internationale a baissé pendant cette période (1990-2009) de 3 à 1 pourcent. La croissance annuelle moyenne du PNB continue d'être comprise entre 2,5 et 5 pourcent. La plupart des pays africain étant partis de bas – le taux de croissance nécessaire pour arriver à un développement durable est de 10 à 20 pourcent – l'Afrique n'a pas encore produit un seul équivalent des « Tigres » asiatiques. Quels sont les problèmes et ont-ils des solutions ?

Les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, le FMI et les donateurs internationaux établirent un plancher macroéconomique pour la plupart des pays africains. La chute libre des années 70 fut renversée mais cela n'était que le début du processus d'atteinte d'un développement durable. Un effort encore plus grand fut nécessaire pour s'élever au-dessus de ce point mais il rencontra malheureusement de trop nombreux écueils, y compris des guerres civiles, la perte de part de marché dans le commerce international par suite d'un manque de compétitivité, la négligence avec laquelle continue d'être traitée l'agriculture alors qu'elle emploie la majorité de la population à un niveau de subsistance et les caprices des marchés mondiaux.

L'agriculture est la clé

Parmi les diverses raisons des progrès terriblement lents du développement africain, la négligence de l'agriculture est probablement la plus importante. Comme un chef d'état africain me l'a fait remarquer récemment, « en négligeant l'agriculture, nous avons tué la poule aux œufs d'or. »

Au moment de l'indépendance au début des années 60, le continent africain était un

exportateur très important de produits tropicaux et la plupart des pays africains étaient autosuffisants en matière de produits alimentaires. Malheureusement, hormis les notables exceptions de la Côte d'Ivoire, du Malawi et du Zimbabwe, la plupart des gouvernements africains donnèrent la plus haute priorité à la satisfaction des besoins des villes, qui constituaient les centres de l'activité politique. Cela eut pour résultat l'imposition des producteurs de richesses dans les zones rurales au profit des populations urbaines. Un corollaire de cette politique était le maintien de taux de change artificiellement élevés de façon à faire bénéficier les populations urbaines de produits importés bon marché. L'un des résultats fut une hausse artificielle des prix des exportations agricoles qui causa une perte de part de marché au profit de producteurs d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est offrant des prix plus bas. Il va sans dire que ces politiques ne firent rien pour inciter les agriculteurs à produire pour commercialiser et réduisirent considérablement les revenus à l'exportation. La réduction des possibilités offertes aux jeunes dans l'agriculture entraîna une migration accrue vers les villes, ce qui accrut la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils déshabillent Pierre (les agriculteurs) afin d'habiller Paul (les citoyens).⁷

Les programmes de stabilisation de la Banque mondiale éliminèrent les taux de change artificiels. La dévaluation de la devise CFA commune (Communauté Financière d'Afrique) dans 13 pays francophones en 1994 soulagea grandement les agriculteurs, en particulier dans les quelques pays où existaient des programmes actifs de soutien de l'agriculture, tels que la Côte d'Ivoire.⁸ Les gouvernements africains et la communauté internationale de donateurs ne réussirent toutefois pas à faire suivre ces premières mesures de programmes de modernisation agricole qui auraient pu tripler les rendements de grains, stabiliser les marchés intérieurs et accroître les exportations. Rien n'incitait les donateurs à venir en aide à l'agriculture africaine en raison du protectionnisme agricole qui régnait chez eux.

En termes de satisfaction des besoins alimentaires locaux, les agriculteurs africains réussirent assez bien à adapter la production agricole à l'expansion démographique mais ils s'essoufflèrent aux alentours de 1995, lorsque les importations de produits alimentaires commencèrent de s'accroître de façon significative. Les prix mondiaux des produits alimentaires connurent une augmentation spectaculaire entre 2006 et 2008, ce qui causa de grandes difficultés dans un certain nombre de pays africains importateurs qui durent rivaliser avec les populations chinoise et indienne, énormes et plus riches. Nous pouvons observer des signes d'une nouvelle attention prêtée à l'agriculture africaine, avec des allusions à des variétés de semences améliorées, à une plus grande disponibilité des engrais et à l'élaboration de programmes locaux d'irrigation. Mieux vaut tard que jamais.⁹

L'entrepreneur africain échappe au radar

Après la négligence de l'agriculture, l'obstacle le plus important au développement africain a été l'absence d'un environnement encourageant l'investissement privé. Les entrepreneurs africains sont réticents à investir. Si un homme ou femme d'affaires n'entretient pas des relations étroites avec les élites au pouvoir, il n'y a pas de règle de droit ; très peu de crédits bancaires sont disponibles ; les obstacles à la création d'une entreprise sont nombreux ; la corruption endémique est extrêmement suffocante. Pour quiconque a de l'argent, le laisser hors d'Afrique est considéré comme étant plus sûr. En fin de compte, l'entrepreneur africain qui n'entretient pas de relations étroites avec les détenteurs du pouvoir et ne peut se voir accorder des privilèges spéciaux ne jouit pas de préjugés favorables auprès de la classe dirigeante. En Asie du Sud-Est, l'entrepreneur est considéré comme un partenaire dans le développement. En Afrique, l'entrepreneur indépendant représente souvent une menace pour le pouvoir.¹⁰

Pour ne rien arranger, le manque d'investissement dans l'entretien et la modernisation

des infrastructures au fil des ans a accru considérablement le coût des activités industrielles et commerciales pour les investisseurs aussi bien locaux qu'étrangers. L'électricité est chère et sa distribution peu fiable. Les opérations portuaires sont lentes et peu rentables. Il est fréquent que les employés n'aient pas les connaissances requises, ne sachant par exemple pas lire, écrire ni compter. Les routes venant des ports et des pays voisins ont grand besoin de réparations, ce qui rend le transport très coûteux et lent. Toutes choses égales d'ailleurs, l'Afrique n'est toujours pas compétitive pour les investisseurs qui en veulent pour leur argent.

Un grand nombre de pays africains ont payé un lourd tribut aux guerres civiles. Celles qui font rage en Somalie, au Soudan, au Tchad et en Ethiopie continuent d'entraver le développement, ainsi que de créer des courants de réfugiés et d'armements illégaux. Les pays sortant d'un conflit ont un chemin ardu à franchir pour réparer les infrastructures détruites, rapatrier les réfugiés et rétablir les services de base. Un certain nombre d'états africains sont gouvernés par une minorité et, pour cette raison, une guerre civile est prête à éclater à tout moment. Lorsqu'une ethnie minoritaire monopolise le pouvoir, il en résulte une absence de capital social et une désaffection à l'égard du gouvernement parmi les ethnies qui sont exclues. Une telle situation est potentiellement explosive. Un certain nombre de pays africains continuent d'être gouvernés par des minorités ethniques qui exercent avec une poigne de fer un pouvoir coercitif qu'elles n'ont aucune intention de partager.

La malédiction des ressources naturelles reste bien vivante

Il y a aussi la malédiction des ressources naturelles. Les pays bordant la côte occidentale de l'Afrique, connue sous le nom de golfe de Guinée, sont devenus des producteurs plus ou moins importants d'hydrocarbures. L'argent facile produit par les contrats de partage de production signés par les gouvernements

et les compagnies pétrolières a conduit à un déclin de toutes les autres activités économiques. **Pourquoi faire un effort dans le domaine des infrastructures, de l'agriculture ou de l'industrie manufacturière lorsqu'un gros chèque arrive chaque mois de Houston, Paris, Rome ou Londres ?** La malédiction des ressources naturelles a frappé particulièrement fort le Nigeria, le Gabon, le Cameroun, l'Angola et les deux républiques du Congo. Peut-être le seul pays africain qui a utilisé judicieusement une ressource naturelle abondante est le Botswana, le plus grand producteur mondial de diamants de haute qualité.¹¹

Les quatre grands de la misère

Il y a une raison particulière pour laquelle les perspectives pour l'Afrique dans son ensemble restent décourageantes. La cause de ce pessimisme est liée aux résultats lamentables obtenus par les quatre états les plus peuplés, les plus étendus et les plus chanceux quant à l'abondance de leurs ressources naturelles : Nigeria, République démocratique du Congo, Angola et Soudan. Ces quatre pays sont en proie à une guerre civile, une corruption débilante et un dysfonctionnement du gouvernement.

Le Nigeria, dont la population est d'au moins 120 million d'habitants, souffre d'obstructions causées par de puissants intérêts particuliers. L'intérêt dans l'importation de produits pétroliers raffinés empêche la réparation de quatre raffineries de pétrole nationalisées. De nouvelles centrales électriques privées ne peuvent recevoir leur part assignée de gaz naturel parce que des intérêts particuliers tirent profit des importations de groupes électrogènes diesel destinés aux résidences et aux entreprises. Un lien a été établi entre le vol de pétrole brut dans les oléoducs des compagnies pétrolières et des politiciens de haut rang qui en retirent des profits personnels et financent leurs appareils politiques grâce à ces actions criminelles. Lorsque la démocratie réapparut au Nigeria en 1999 après deux décennies de régime militaire, la production d'électricité était de 6000 mégawatts. Au-

jourd'hui, dix ans plus tard, elle est inférieure à 3000 mégawatts. Les perspectives globalement négatives semblent être irréversibles au Nigeria. Il en est de même pour l'Angola, la République démocratique du Congo et le Soudan. Ces pays sont ceux qui devraient être les locomotives du développement pour l'ensemble de l'Afrique. Ils restent malheureusement des forces économiques négatives.

Espoirs africains et acteurs potentiels sur la scène mondiale

Si nous passons du général au particulier, il existe des pays individuels ou groupes de pays africains qui se présentent comme pouvant être capable d'arriver à un développement durable. Leurs gouvernements font des efforts. Quelques gouvernements africains peuvent en outre exercer une certaine influence sur la scène internationale.

En Afrique australe, l'Afrique du Sud sait comment produire des richesses et s'efforce d'en faire profiter la population. Dans les économies étroitement liées à l'économie sud-africaine que sont celles du Botswana, de la Namibie et du sud du Mozambique, des politiques intelligentes encouragent l'activité du secteur privé.

En Afrique de l'Est, les pays de plus en plus intégrés que sont le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda présentent des signes de percée en termes de développement. La gouvernance est généralement bonne, sinon brillante, et l'esprit d'entreprise devient politiquement acceptable.

En Afrique occidentale, la République du Ghana est devenue un modèle pour les transitions vers la démocratie, la règle de droit et la réceptivité aux activités industrielles et commerciales.¹² Il n'est pas surprenant que le président Obama ait choisi de ne visiter que le Ghana lors de sa première visite sur le continent africain en juillet 2009.

Dans le secteur des opérations internationales de maintien de la paix et de la résolution diplomatique des conflits, certains pays africains commencent à se faire remarquer. Le Nigeria, l'Angola et le Sénégal ont des armées de métier aguerries qui jouent le premier rôle

dans les activités de stabilisation menées dans les zones de conflit. Le Nigeria, dont la population est la plus nombreuse et les revenus pétroliers sont les plus élevés du continent africain, est reconnu comme un médiateur diplomatique clé dans des pays en proie aux conflits tels que le Soudan, le Tchad et la République centrafricaine, en dépit de la gravité de ses propres problèmes intérieurs.

L'Afrique du Sud participe en tant que membre à part entière aux réunions des puissances économiques du G-20, ce qui témoigne de son influence croissante dans les domaines des échanges commerciaux et des investissements. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce, les Africains négocient avec une sophistication croissante, demandant que soit mis fin aux subventions à l'agriculture qui rendent la production agricole africaine moins compétitive.

Aux Nations Unies, l'Afrique conserve trois sièges par rotation au Conseil de sécurité. Les votes des trois Africains sont décidés par consensus au sein du groupe africain complet à l'ONU à New York. Les Africains ont apporté de façon répétée la preuve de leur capacité de faire pencher la balance vers les membres occidentaux ou vers la Chine et la Russie.

Il est clair que, en dépit de la faiblesse des états individuels, l'Afrique ne peut être collectivement traitée comme si elle n'existait pas sur la scène mondiale. L'Afrique commence à se tailler sa propre identité.

Un nouveau paradigme est nécessaire

Que faire ? Que peut faire la communauté internationale de donateurs pour faire la différence en Afrique ? Un nouveau paradigme est-il nécessaire ?

La communauté internationale de donateurs, ce qui est tout à son honneur, s'est montrée très novatrice en Afrique. Après une décennie de discussions passionnées, les donateurs acceptèrent aux environs de 1995 d'annuler ou de réduire la dette due aux institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international et

banques régionales de développement) par les pays les plus pauvres et les plus endettés, dont la plupart sont africains. Le gouvernement américain, sous la présidence de George Bush (41), se montra particulièrement créatif à l'égard de l'Afrique. Il persuada les autres donateurs de se tourner vers les dons plutôt que les prêts de la Banque mondiale. Il établit la *Millennium Challenge Corporation*, qui sélectionne les pays africains offrant le meilleur potentiel de croissance et met à leur disposition des fonds substantiels pour mettre en application leurs propres plans de développement. Elle obtint des dotations importantes du Congrès pour lancer un vaste programme en Afrique visant à combattre le VIH, le paludisme et la tuberculose. Elle élargit l'entrée hors taxes pour les produits africains sans exiger de réciprocité dans le cadre d'un programme autorisé lors de la dernière année du gouvernement Clinton.

La question qui se pose aux partenaires donateurs est : « Que pouvons-nous faire maintenant pour aider les Africains à prendre les décisions qui permettront des percées dans le domaine de la croissance économique ? » Y a-t-il un nouveau paradigme ?¹³

Quels sont les éléments essentiels ?

L'agriculture doit faire son retour. Seuls 15 pourcent des terres de l'Afrique sont arables mais 15 pourcent seulement des terres arables sont en fait consacrés à l'agriculture moderne. Quand nous parlons de 15 pourcent des terres de l'Afrique, nous parlons d'une superficie qui équivaut à 45 pourcent des États-Unis sur un continent peuplé de moins d'un milliard d'habitants. On ne peut par conséquent pas accepter que l'Afrique ne puisse pas s'autoalimenter et doit perdre une partie de ses avoirs limités en devises étrangères pour importer des produits alimentaires du monde entier. Un autre élément clé de la modernisation de l'agriculture en Afrique est la réforme agraire. On s'attend en outre à ce que la Chine et l'Inde augmentent grandement leur consommation de protéines et de céréales au fur et à mesure de la croissance de leurs classes

moyennes. Cela a déjà provoqué une montée des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial, ce qui exige impérativement que l'Afrique devienne autosuffisante. Le revers de la médaille est naturellement le fait que l'Afrique peut gagner de l'argent comme exportateur de produits alimentaires, comme elle l'était avant la vague d'accès à l'indépendance.¹⁴

Le **secteur privé** doit être le premier à stimuler la croissance économique et le plus important sous-ensemble de ce secteur est le secteur privé africain. Les investisseurs étrangers sont toujours les bienvenus mais ils ne créent pas nécessairement des emplois. L'entrepreneur africain, si on lui permet d'investir en sécurité, sera le moteur de l'économie.¹⁵

La clé d'un renouveau de l'agriculture et de l'ascension du secteur privé est représentée par les **infrastructures** et leur effet multiplicateur. Dans les zones rurales, des infrastructures sont nécessaires pour fournir l'eau destinée à l'irrigation, les routes desservant les marchés et les communications en temps réel dont a besoin l'agriculteur moderne. Pour l'entrepreneur, des infrastructures sont nécessaires pour assurer un approvisionnement fiable en électricité et en eau, des services portuaires efficaces et de bonnes communications routières et ferroviaires. Tant que l'agriculture, le secteur privé et les infrastructures connexes ne deviendront pas des priorités en Afrique, l'ascension de « tigres » économiques africains continuera d'être fugace.

Qu'en est-il de la communauté internationale de donateurs ? Ont-ils besoin d'un nouveau paradigme pour l'Afrique ? Je pense que oui. En instituant son *Millennium Challenge Account*, le gouvernement Bush adopta une politique de sélectivité : identifier les pays qui ont fait preuve d'une capacité de croissance rapide et leur donner un avantage financier significatif au départ. Il s'agit de pays qui ont fait des progrès en mettant en application diverses réformes et ont satisfait un ensemble de critères aux dires d'observateurs indépendants. On a essentiellement laissé l'idée selon laquelle tous les pays en voie de développement devraient recevoir une aide quelque soit le degré de réforme politique mis à exécution tomber en désuétude.

La fin de la dépendance

L'étape logique suivante consisterait, à mon avis, à annoncer que l'aide au développement serait éliminée progressivement au cours d'une période relativement raisonnable, de 15 ans par exemple. La plupart des pays africains recevant actuellement une aide de l'étranger la font figurer dans leur budget annuel. Les pays africains recevant une aide manifestent une dépendance qui tend à émousser d'autres efforts nécessaires pour encourager une croissance rapide. L'aide de l'étranger aux pays africains les plus pauvres est comme les ressources pétrolières maudites des pays producteurs de pétrole du Golfe de Guinée.

Au cours de ces 15 années, l'aide de l'étranger devrait mettre l'accent sur l'autosuffisance en produits alimentaires et les exportations

agricoles, un environnement favorisant l'épanouissement du secteur privé africain et des infrastructures ciblées conçues pour rendre les pays africains compétitifs sur le marché international. Le compte à rebours de la fin de l'aide de l'étranger servira d'incitation à un effort bien supérieur de la part des Africains eux-mêmes. L'aide humanitaire par des donateurs resterait en place indéfiniment pour les pays africains qui sont au bord de la faillite.

Certains qualifieraient ce nouveau paradigme d'« amour vache ». C'est exactement le terme qui convient. Le président Barack Obama, un fils de l'Afrique, a lancé cette politique aux États-Unis. Il parle franchement de la corruption sans crainte de s'aliéner les Africains auxquels il s'adresse. Il insiste également sur la sécurité alimentaire et le développement des infrastructures.¹⁶ □

Notes

1. UN News Centre (9 Juin 2005), « *Sub-Sahara Africa Lags Rest of World on Track to Meet Poverty Goals* », <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=14550&Cr=millennium&Cr1=development>. Voir également United Nations Development Programme, UNDP Poverty Report (2000), *Overcoming Human Poverty*, New York: UNDP.

2. L'élection présidentielle de mai 2009 en Afrique du Sud fut jugée libre et honnête sur la base des conclusions unanimes de tous les observateurs internationaux.

3. Collier, Paul et Gunning, Jan (mars 1999) « Explaining African Economic Performance », *Journal of Economic Literature* 37, no. 1, pp 64-111.

4. Etunga-Manguelle, Daniel (2000), « Does Africa need a cultural adjustment program? » in *Culture Matters: How Values Shape Human Progress*, Harrison, Lawrence E. et Huntington, Samuel P., ed., New York: Basic Books, pp 65-77.

5. Le Vine, Victor T. (2004), « *Politics in Francophone Africa* », Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers. Voir chapitre 7, « *Experiments in Power 1958-2003* ».

6. Zoellick, Robert B. (2 avril 2008), président du groupe de la Banque mondiale, « *A challenge of Economic Statecraft* ». Discours prononcé au Center for Global Development, Washington DC.

7. Hugon, Philippe (mars 2009), « Hunger riots and the food crisis in Africa », *Passages*, pp 74-78.

8. Communauté Financière d'Afrique : Le CFA est une devise commune indexée sur l'euro et dont la convertibilité

est garantie par le ministère français de l'Économie et des Finances.

9. Sachs, Jeffrey D. (8 mai 2008), « Top Economist Calls for Massive Increase in Aid for Agriculture in Africa », *International Herald Tribune*. Voir également Gavin, Michelle D. (2009), « Africa's Looming Mega Challenges » in *U.S. Africa Policy beyond the Bush Years : Critical Challenge for the Obama Administration*. Cooke, Jennifer G. et Morrison, J. Stephen, ed., Washington, DC: Center for Strategic and International Studies, pp 181-201.

10. Hubbard, R. Glen et Duggan, William (été 2008), « Forgotten Lessons of the Marshall Plan: To combat poverty » in Africa, government should redirect aid to foster local business. *Strategy+Business*, no. 51. <http://www.strategy-business.com/article/08203?gko=7a7ab>

11. Faris, Stephan (31 juillet 2007), « Fools Gold », *Foreign Policy*, 31. http://www.foreignpolicy.com/articles/2007/07/30/fools_gold

12. « African economies: Lion cubs? An Up-Beat Assessment of Africa » (19 avril 2008), *Economist.com*, p 131. <http://www.docstoc.com/docs/2085362/TheEconomist20080419>

13. Dambisa, Moyo (2009), « *Dead Aid : Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa* », New York: Farrar, Strauss and Giroux. Voir Chapitre 5 : « *Radical Rethink of the Dependency Model* ».

14. Communiqué de presse du CCA (4 mars 2009), « *African Farmland: Investing for the Long-Term* », Corporate Council on Africa (CCA) Business Report 2009, Volume 6, n° 2.

15. Corporate Council on Africa (CCA), « *CCA sends private sector's policy recommendations for Africa to the Obama Administration* ». <http://emailwire.com/release/20197->

[The-Corporate-Council-on-Africa-Sends-Private-Sectors-Policy-Recommendations-for-Africa-to-the-Obama-Administration.html](http://www.ccafrica.com/press-releases/2009/03/04/cca-sends-private-sectors-policy-recommendations-for-africa-to-the-obama-administration.html)

16. Collier, Paul (21 septembre 2008), « *A Measure of Hope* » *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2008/09/22/opinion/22collier.html>.

Fissures dans le Jihad

THOMAS RID, PH.D*

Attendez-vous à ce que tous les musulmans s'unissent en une guerre sainte contre vous. Ainsi le leader jihadi Abd el-Kader avertit ses ennemis occidentaux. C'était en 1839 et après neuf ans d'occupation de l'Algérie par la France, la résistance était devenue sûre d'elle. Seulement quelques semaines auparavant, les combattants arabes avaient détruit un convoi de 30 soldats français en route de Boufarik à Oued-el-Aleg. Les attaques par les insurgés sur les lentes colonnes françaises augmentaient avec régularité et les fortins fortifiés de l'armée dans les montagnes de l'Atlas étaient fréquemment attaqués.

Paris confia ses espoirs à un général énergique qui avait déjà servi avec succès un tour de service en Algérie, Thomas-Robert Bugeaud. En janvier 1840, peu avant de prendre le commandement à Alger, il fit un discours à la Chambre des députés : « En Europe, Messieurs, nous ne faisons pas la guerre contre des armées seulement ; nous faisons la guerre contre des intérêts. » La

clef de la victoire en Europe, expliqua-t-il, était de pénétrer dans l'intérieur du pays ennemi. Saisir les centres de population, de commerce et d'industrie, « et bientôt les intérêts sont forcés de capituler ». Ce n'est pas le cas au pied de l'Atlas, admit-il. Il faut concentrer au contraire les efforts de l'armée sur la population tribale.

Plus tard cette même année, un penseur militaire prussien bien connu est allé en Algérie pour observer la nouvelle approche de Bugeaud. Le général de division Carl von Decker, qui avait enseigné sous le célèbre Carl von Clausewitz à l'École de guerre de Berlin, était plus catégorique que son homologue Français. Il prévoyait que la guerre contre les guerriers tribaux fanatiques « mettrait à la poubelle toutes les théories européennes de la guerre. »

Cent soixante-dix ans plus tard, le jihad est à nouveau un danger majeur – et l'analyse grave de Decker est plus pertinente que jamais. La guerre, suivant la théorie célèbre de Clausewitz, était un conflit de volontés

*Thomas Rid, détient un doctorat en sciences politiques de Humboldt Universität zu Berlin, travaille au Shalem Center à Jerusalem et au Richard Koebner Minerva Center pour l'histoire allemande à Hebrew University. Il est aussi un « fellow » non résident au Center for Transatlantic Relations et à School for Advanced International Studies, Johns Hopkins University. De 2006 à 2009, il était un postdoctorat « fellow » au Woodrow Wilson Center et à la Rand Corporation à Washington, DC, ainsi qu'à l'Institut français des relations internationales à Paris. De 2005 à 2006, il a dirigé le programme de politique étrangère à l'American Academy de Berlin. Il est l'auteur de *War and Media Operations* (Routledge) et *War 2.0: Irregular Warfare in the Information Age* (Praeger), ainsi que coéditeur de *Understanding Counterinsurgency Warfare* (Routledge). Ses articles ont apparu dans des journaux comme *Die Zeit*, *Neue Züricher Zeitung*, *Der Tagesspiegel*, *Merkur*, *Policy Review*, *Military Review*, et le *Wilson Quarterly*. Les domaines de recherche qui intéressent le plus Thomas Rid sont les relations civil-militaire, particulièrement l'émergence de la population civile locale en tant que concept dans la pensée militaire et l'impact de la technologie de télécommunication sur les états fragiles et les conflits armés. Il travaille aussi sur la politique étrangère et de sécurité européenne et allemande.

Réimprimé avec la permission du *Wilson Quarterly*, Hiver 2010, 40-47, publié par le Woodrow Wilson International Center for Scholars. Copyright © 2010 par Thomas Rid.

collectives, « la continuation de la politique par d'autres moyens ». Quand les états allaient en guerre, l'adversaire était un état politique pouvant agir comme une seule entité, pouvant mettre fin aux hostilités en déclarant la victoire ou en admettant la défaite. Même Abd el-Kader finit par capituler. Mais le jihad au XXI^e siècle, particulièrement au cours de ces dernières années, a changé son anatomie de façon fondamentale : al-Qaeda n'est plus un acteur politique collectif. Il n'est plus un adversaire qui peut articuler une volonté, capituler et être battu. Mais la nouvelle faiblesse du jihad est aussi sa nouvelle force : du fait de sa transformation, le militantisme islamique est politiquement diminué, mais assez fort pour survivre sa crise présente.

Depuis la fin de 2001, quand les forces des États-Unis et de la coalition renversèrent le régime Taliban et détruisirent quasiment l'organisation de base d'al-Qaeda en Afghanistan, la marque bin Laden n'a pas cessé de perdre de sa popularité dans le monde musulman. Le jihad global, de ce fait, a été déchiré par des tensions internes ascendantes. La guerre sainte aujourd'hui est prête à se fractionner en trois catégories organisationnelles et idéologiques distinctes. La poussée des États-Unis en Afghanistan, qu'elle réussisse ou non, ne va probablement affecter ce développement que d'une façon marginale.

La première catégorie est occupée par les insurrections islamiques locales, alimentées par des griefs contre les régimes « apostats » qui sont autoritaires, corrompus ou soutenus par des puissances étrangères « infidèles » (ou une combinaison des trois). Dans la seconde catégorie, on trouve le terrorisme, avec gangs criminels, plus visible en Afghanistan et en Indonésie, mais rencontré aussi en Europe, alimenté par la drogue, l'extorsion et d'autres activités illécites courantes. Dans la dernière catégorie se trouvent des individus qu'on peut à peine qualifier de groupe : de jeunes musulmans de la deuxième et troisième génération dans la diaspora qui sont engagés dans une guerre sainte au caractère plus

amateur, mais persistante, alimentée par leurs mécontentements personnels complexes. Le challenge d'al-Qaeda est de rassembler les jihadis qui dérivent dans la frange criminelle et excentrique tout en gardant en vie son appel au grand public musulman ainsi qu'une rhétorique de hautes aspirations et promesses.

La division la plus visible sépare les jihadis locaux des mondiaux. Historiquement, les groupes islamiques tendaient à bourgeonner localement et ne prenaient une attitude globale que plus tard, si en fait ils la prenaient. Tous les groupes qui ont été affiliés à al-Qaeda sont soit antérieurs à la naissance du jihad global du début des années 1990 ou se renforcèrent plus tard du fait de causes et de difficultés locales, n'attachant que plus tard le logo bin Laden. Dans le Maghreb islamique par exemple, al-Qaeda a commencé en 1998 comme le Groupe salafiste pour la prédication et le combat, un rejeton d'un autre groupe militant dont on trouve les racines dans la cruelle guerre civile algérienne du début des années 1990. *Lashkar-e-Taiba* du Pakistan, la force alléguée derrière les attaques de 2008 à Mumbai en Inde, qui tua plus de 170 personnes, fut formée dans les années 1990 dans le but d'unir le Cachemire sous gouvernement pakistanais. En Somalie, Égypte, Arabie Saoudite et dans d'autres pays, la marque al-Qaeda a attiré des groupes nés de problèmes locaux.

En joignant al-Qaeda et en décuplant la violence, ces insurgés locaux se voient placer sur la liste des cibles des gouvernements et des autorités policières. Plus récemment, cependant, ils ont couru un risque encore plus sérieux, celui d'abandonner le courant social dominant et de perdre le soutien du peuple. C'est ce qui est arrivé à al-Qaeda en Irak pendant le Réveil sunnite qui commença en 2005 dans la province belliqueuse d'al-Anbar et sa ville principale, Ramadi. Al-Qaeda avait déclaré Ramadi future capitale de son « califat » irakien et, vers la fin de 2005, contrôlait la ville tout entière. Mais même les aînés conservateurs sunnites furent aliénés par la brutalité et la violence du

groupe. Plusieurs frères et le père d'un leader local proéminent, le Cheik Sattar Abdul Abu Risha, furent assassinés. D'autres étaient concernés par la perte de prestige et de pouvoir au profit d'insurgés dans leurs terres traditionnelles. Au début de 2006, Sattar et ses Cheiks décidèrent de coopérer avec les forces américaines et à la fin de l'année avaient aidé à recruter presque 4000 hommes dans les unités de police locale. Sattar expliqua : « Ils ne nous ont apporté rien d'autre que la destruction et nous avons finalement dit assez ».

La prise de conscience (*Sahwa* en arabe) ne fut pas limitée à al-Anbar. Les uns après les autres, les imams exaltés, dans ce qu'on appela « des révisions », ont commencé à questionner les justifications théoriques de la guerre sainte. La tendance a pu commencée avec *Gamaa al-Islamiya*, le groupe terroriste le plus brutal d'Égypte, responsable de l'assassinat du président égyptien Anwar el-Sadat en 1981 et du massacre de 58 touristes étrangers à Louxor en 1997. Alors que la guerre d'Irak s'intensifiait pendant l'été 2003, plusieurs leaders de *Gamaa al-Islamiya* conseillèrent aux jeunes hommes de ne pas participer aux opérations d'al-Qaeda et accusèrent l'organisation de « diviser les rangs musulmans » en provoquant des réactions hostiles à l'Islam et « en interprétant incorrectement le sens de jihad d'une façon violente ».

Une autre révision notable eut lieu en septembre 2007 quand Salman al-Awda, un religieux saoudien influent qui avait auparavant déclaré que combattre les Américains en Irak était un devoir religieux, s'éleva contre al-Qaeda. Il accusa bin Laden dans une lettre ouverte de « faire de la terreur un synonyme d'Islam » dans une émission de télévision populaire saoudienne lors du sixième anniversaire du 11 septembre, al-Awda a demandé : « Mon frère Osama, combien de sang a été répandu ? Combien d'enfants, de femmes et de vieillards innocents ont été tués, au nom d'al-Qaeda » ?

D'autres idéologues suivirent, y compris Sajjid Imam al-Shareef, l'un des fondateurs

d'al-Qaeda qui utilisait le nom de guerre de Dr. Fadl. Il écrivit dans le journal *Asharq Al Awsat* basé à Londres « Chaque goutte de sang qui a été versée ou est versée maintenant en Afghanistan et en Irak est la responsabilité de bin Laden et de Zawahiri et de ceux qui les suivent ».

En Afghanistan, les soldats de la coalition voient le clivage mondial-local comme une fissure entre ce qu'ils appellent le Taliban avec un « Grand T » et le Taliban avec un « petit t ». Les Talibans « grand T » combattent pour des raisons spirituelles et politiques ; les opportunistes « petit t » combattent pour le pouvoir, l'argent ou simplement pour survivre, pour couvrir leur pari. Une famille peut avoir un fils qui se bat pour le Taliban et un autre dans l'Armée nationale afghane ; quel que soit le côté qui gagne, il y aura toujours un fils bien placé. Les *US Marines* de la Province du Helmand évaluent que 80 à 85 pourcent de ceux qu'ils combattent sont des Talibans « petit t ». La campagne américaine de contre-insurrection vise à coopter et à réintégrer ces rebelles en créant des centres de population sécurisés et de nouvelles opportunités économiques, élargissant les zones libérées comme des « taches d'encre ». Mais le Taliban est occupé depuis longtemps à étendre ses propres taches d'encre, avec un raisonnement similaire : attirer de plus en plus de guérilleros « accidentels », dans la phrase célèbre du spécialiste de contre-insurrection, David Kilcullen, pas seulement les purs et les durs.

Pourtant même les Talibans « grand T » ne peuvent pas être simplement amalgamés à al-Qaeda. L'automne dernier, Abu Walid, autrefois un complice d'al-Qaeda et maintenant un propagandiste du Taliban, a ridiculisé bin Laden dans le magazine mensuel officiel taliban, *al-Sumud*. Il lui reprochait, entre autres, son approche « bricolage » à la jurisprudence islamique, comme l'a observé Vahid Brown du Centre de combat du terrorisme à West Point. De nombreux anciens combattants ont critiqué bin Laden dans le passé. Parmi ceux-ci des figures imposantes comme Abu Mus'ab al-Suri, l'un

des architectes clefs du jihad mondial. Mais les critiques d'Abu Walid étaient plus mordantes. L'organisation de bin Laden manque de vision stratégique et compte sur des « slogans qui brillent » a-t-il dit à Leah Farrall, une spécialiste australienne du contreterrorisme, dans un dialogue notoire qu'elle a rapporté dans son blogue. Conséquemment, le Taliban n'accueillerait plus les terroristes en Afghanistan, dit-il, parce que la « majorité de la population est contre al-Qaeda. »

À la source du désaccord entre les deux groupes est la question d'une base populaire locale ou même nationale. En septembre dernier, Mullah Omar, le fondateur et chef spirituel de Taliban publia un message en plusieurs langues. Il appelait le Taliban un « mouvement nationaliste et islamique tenace » qui « avait pris la forme d'un mouvement populaire ». Réalisant probablement que le pragmatisme et une certaine dose de modération offraient la meilleure chance de retourner au pouvoir, Omar a promis « de maintenir de bonnes relations positives avec tous ses voisins, basé sur le respect mutuel ».

La réaction d'al-Qaeda a été rapide et brutale. Transformer le jihad en une « cause nationale », dans l'opinion des puristes, était en fait se compromettre. Des radicaux proéminents, dans un acte remarquable, comparèrent la volte-face du Taliban aux efforts d'Hezbollah au Liban et d'Hamass à Gaza de se distancer d'al-Qaeda. Hamass en particulier, peut-être parce qu'il est, comme al-Qaeda, une organisation sunnite, a été l'objet de critiques « implacables » dans les cercles d'al-Qaeda a indiqué Thomas Hegghammer de l'Institut pour les études avancées de Princeton University, New Jersey.

Quand une faction autoproclamée d'al-Qaeda fit son apparition à Gaza, Hamass exécuta un de ses principaux imams et un nombre important de ses disciples armés. Les idéologues Jihadi étaient atterrés. Les globalistes tremblèrent à la pensée que des intérêts locaux pourraient compromettre leurs ambitions panislamiques. Le « nationalisme » a déclaré Ayman al-Zawahiri, le

numéro deux d'al-Qaeda, « doit être rejeté par la *umma* (la communauté musulmane) parce que c'est un modèle qui soumet le jihad au marché des compromis politiques et distrait la *umma* de la libération des terres islamiques et de l'établissement du Califat ».

Quelques semaines plus tard, Mullah Omar réitéra de façon ostensible sa promesse de bon voisinage et de future coopération avec les voisins de l'Afghanistan, y compris la Chine, l'Ouzbékistan et le Turkménistan – tous devant faire face à leur insurrection jihadi et sur la liste des cibles d'al-Qaeda.

Les nouvelles tactiques du Taliban est de bâtir un « pont idéologique », non seulement avec les pays proches, mais avec certaines sections de l'élite de Kaboul, plus particulièrement les étudiants universitaires mobilisés politiquement, note Thomas Ruttig du Réseau d'analystes d'Afghanistan. Même les nouvellement modérés Talibans, il ne faut pas l'oublier, demeurent liés à des principes moraux inhumains et médiévaux. Pourtant le pragmatisme d'Omar affecte immédiatement la question de savoir qui et quoi offre une cible désirable pour des attaques.

Les plus grandes tensions entre le niveau local et le niveau global du jihad proviennent peut-être du différent sur les cibles et tactiques appropriées. La doctrine légale islamique classique voit le jihad armé comme un combat défensif contre la persécution, l'oppression et les incursions dans les terres musulmanes. Pour essayer de mobiliser les musulmans dans le monde entier pour combattre les Soviétiques en Afghanistan, Abdallah Azzam, un religieux radical influent assassiné en 1989 a contribué à étendre la doctrine du jihad en un combat transnational en déclarant que le jihad afghan était un devoir individuel pour tous les musulmans. Azzam a aussi préconisé le *takfir*, une pratique consistant à désigner des musulmans comme infidèles (*kaffir*) par excommunication à distance pour justifier leur exécution. Les idéologues d'al-Qaeda ont accru le potentiel agressif de ces

arguments et ont étendu le jihad défensif en un combat global, estompant la différence entre l'ennemi « proche », les régimes arabes considérés comme des « apostats » illégitimes par les puristes, et les ennemis « lointains », les occidentaux qui soutiennent ces régimes.

Dans les régions isolées du Pakistan et d'Afghanistan qui produisent une grande partie des radicaux d'aujourd'hui, les loyautés locales et tribales sont puissantes. Un conseiller politique américain qui a travaillé dans la province de Zabul en Afghanistan, un des foyers de l'insurrection, décrit le sentiment local prédominant comme du *valléeisme* plutôt que du nationalisme. C'est une force qui amène les tribus à combattre tout ce qui menace leur base de pouvoir, étranger ou pas, un problème non seulement pour le Taliban et al-Qaeda, mais pour n'importe quel gouvernement afghan. Al-Zawahiri s'est plaint dans une lettre après l'invasion de l'Afghanistan « Même les étudiants (*talib*) ont une loyauté plus forte envers leur tribu et leur village... qu'envers l'émirat islamique. » Les valléeistes provinciaux, au grand dam des agitateurs plus cosmopolites d'al-Qaeda, considèrent égoïstement leurs propres intérêts, avec peu d'appétit pour l'agression internationale et les opérations terroristes s'étendant sur tout le globe.

Le contraste avec le caractère du Jihad dans la diaspora musulmane ne pourrait pas être plus prononcé. Pour les islamistes radicaux en Europe, le jihad local n'existe pas. Et ils comprennent que renverser le gouvernement à Londres ou Amsterdam par exemple est une fantaisie. Ces radicaux sont moins menés par les intérêts que par l'identité. De nombreux musulmans européens ont perdu le contact avec leurs pays ancestraux, mais ne se sentent pas complètement chez eux en France, en Suède ou au Danemark. Pour certains, la crise d'identité qui en résulte crée un appétit pour des directives spirituelles claires. L'idéologie d'un jihad global, d'après un rapport d'EUROPOL, le service de police de l'Union Européenne, « donne un sens au sentiment

d'exclusion » prévalent parmi les descendants de la deuxième et troisième génération d'immigrants musulmans. Pour ces jeunes qui se sentent aliénés, l'idée de devenir des « citoyens » d'une communauté islamique mondiale virtuelle peut être plus attrayante qu'elle ne l'est pour la première génération d'immigrants qui tend à garder des racines profondes dans son pays natal.

Les problèmes d'identité de ces jeunes gens semblent avoir affecté le caractère du jihad lui-même. Comme la jeunesse musulmane désorientée de la diaspora, le jihad global a des racines résidentielles peu profondes et un manque de doigté politique. Un signe de cette déconnexion est que les membres d'al-Qaeda n'incluent pas beaucoup de personnes qui veuillent se joindre au jihad dans leur pays. Il semble y avoir peu de Palestiniens, Tchétchènes, Irakiens ou Afghans parmi les jihadis internationaux. Ceux qui rejoignent al-Qaeda viennent souvent de pays où le jihad a échoué : Egypte, Arabie Saoudite, Lybie et Syrie.

La crise d'identité d'al-Qaeda est aussi illustrée par la façon dont il traite les convertis radicalisés, souvent des gens sans instruction religieuse et sans personnalité affirmée. Olivier Roy, l'un des plus grands spécialistes français de l'islamisme radical a montré que les groupes de convertis assument des responsabilités « bien supérieures en comparaison avec toute autre organisation islamique. » Roy place la proportion de convertis dans al-Qaeda à entre 10 et 25 pourcent, un indicateur de la déculturation du mouvement.

Ces tendances contraires, de leur côté, créent des failles dans le système de recrutement d'al-Qaeda. Les Salafistes parmi les plus extrêmes, privés d'identité et d'orientation culturelle, ont faim d'utopie, parce que les opinions extrêmes plaisent à ceux en marge de la société, que ce soit en Hollande ou en Helmand. Le recrutement dans la diaspora, de ce fait, suit un modèle distinct, non pas partisan et politique, mais décalé et *outré*. Les griefs et les motivations des extrémistes européens et des rares mili-

tants américains tendent à être idiosyncrasiques, le produit de personnalités instables et d'une histoire de discrimination personnelle. Beaucoup prennent l'initiative de rejoindre le mouvement sans être recrutés par les membres d'une organisation, d'où des liens relâchés avec l'organisation. En 2008 seulement, 190 individus furent condamnés pour activités terroristes islamistes en Europe, la plupart en Grande-Bretagne, France et Espagne. « Une majorité des individus arrêtés appartenaient à des petites cellules autonomes plutôt qu'à des organisations terroristes connues » rapporte EUROPOL.

Du fait de changements dans la nature de ses membres, le mouvement al-Qaeda global doit faire face à de fortes forces centrifuges. Les membres ordinaires et le centre perdent le contact entre eux. La vision d'Abu Mus'ab al-Suri, qui fournit une grande partie de la fondation idéologique du jihad global d'al-Qaeda, mélange une concentration inspirée du marxisme sur le soutien des masses populaires avec des idées du vingt-et-unième siècle d'action individuelle liée à un réseau. L'objectif d'Al-Suri était de trouver une méthode pour

transformer d'excellentes initiatives individuelles, mises en œuvre lors des dernières décennies, à partir de battements de cœur émotionnels et de réactions dispersées, en un phénomène guidé et utilisé où le projet du jihad est avancé de façon à ce qu'il devienne la bataille de la nation islamique et non pas le combat d'une élite.

Le jihad global devait fonctionner comme un « système fonctionnel » sans hiérarchies organisationnelles à l'ancienne mode. Cette méthode est intuitivement attrayante pour une génération *Facebook* de jeunes sympathisants bien branchés, mais la théorie contient une contradiction interne. Les terroristes auto-recrutés et « sur place » présentent un problème particulièrement redoutable à al-Qaeda. En tant que type bizarre d'élite auto-désignée, ils affaiblissent

l'ambition du mouvement de représenter les « masses » musulmanes.

Le problème trouve son application dans le jihad en ligne. Pour al-Qaeda, les forums *Web* opérés par les islamistes non affiliés ont constitué la plate-forme de distribution la plus importante pour les documents jihadi. Mais après l'arrestation, il y a deux ans d'un activiste en ligne de rang supérieur à Londres, la connexion entre les forums et le centre de presse officiel d'al-Qaeda, *al-Sahab* commença à se relâcher. Al-Qaeda a perdu de plus en plus le contrôle du jihad en ligne. Et, comme les autres en ligne, les administrateurs du *Web* jihadi rencontrent une concurrence de plus en plus dure pour la visibilité. Au sein des forums, le ton est devenu plus âpre. Brynjar Lia, un expert sur le Salafisme à l'Établissement de recherche pour la défense norvégienne déclare que « les querelles interjihadis semblent être devenues plus fréquentes et moins "fraternelles" dans leur ton au cours de ces dernières années. »

Certains groupes jihadis distants profitent de leur nouvelle indépendance d'une autre façon du fait d'activités criminelles établies pour fonder leurs efforts. Cela renforce aussi les forces centrifuges au sein du mouvement global. Certains groupes tendent vers un mode plus criminel.

Une *cause* est ce qui distingue une insurrection du crime organisé, comme l'a noté il y a plusieurs décades David Galula, un auteur influent français sur la contre-insurrection. Le crime organisé n'est pas forcément incompatible avec le jihad. On peut même le justifier en termes religieux : Baz Mohammed, un grand trafiquant d'héroïne afghan et le premier criminel extradé d'Afghanistan s'est vanté auprès de ses conspirateurs que vendre l'héroïne aux États-Unis était le jihad parce qu'il tuait des Américains tout en prenant leur argent.

Une insurrection bourgeonnante n'a qu'un créneau limité pour se développer en une force politique sérieuse. Si la cause dépérit et perd son vernis populaire, ce qui reste n'est rien d'autre qu'une organisation criminelle, attirant des membres par son

énergie criminelle plutôt que par son zèle religieux, endommageant encore plus le statut de jihad aux yeux du grand public. Pour certains groupes, il semble que cela se produise déjà. Al-Qaeda dans le Maghreb islamique se finance par la drogue, la contrebande, l'extorsion et le kidnapping en Algérie du sud et au nord du Mali. Le groupe *Abu Sayyaf* en Indonésie et le groupe *Jamiah islamiyah* aux Philippines sont engagés dans une gamme d'activités criminelles y compris la fraude à la carte de crédit. La cellule terroriste derrière les attentats de Madrid de 2004 a gagné la plus grande partie de son argent grâce à des activités criminelles ; quand la police espagnole perquisitionna dans la maison de l'un des comploteurs, elle saisit près de deux millions de dollars en stupéfiants et en argent liquide, y compris plus de 125 000 pilules d'ecstasy, d'après *U.S. News and World Report*. Les attentats de Madrid ne coûtèrent aux terroristes que 50.000 dollars.

L'objectif des principaux islamistes a toujours été de transformer leur bataille en une « bataille de la nation islamique », comme l'a écrit al-Suri. Loin d'avoir atteint son but, le jihad est en train de faire le contraire. Huit ans après le 11 septembre, le soutien de l'extrémisme islamique dans le monde musulman est à son point le plus bas. Le soutien pour al-Qaeda a diminué de la façon la plus remarquable en Indonésie, au Pakistan et en Jordanie. En 2003, plus de 50 pour cent de ceux sondés dans ces pays conviennent que bin Laden « faisait ce qu'il fallait concernant les affaires du monde » a remarqué le *Pew Global Attitudes Project*. En 2009 le niveau global de soutien a diminué de moitié, à environ 25 pour cent. Au Pakistan, traditionnellement un bastion de l'extrémisme, seulement 9 pour cent des musulmans ont une vue favorable d'al-Qaeda qui était à 25 pour cent en 2008. Même l'échec américain de stabiliser l'Afghanistan et ses quartiers soumis à la terreur n'améliorerait vraisemblablement pas la crise de légitimité d'al-Qaeda.

Il serait pourtant naïf de conclure que les fissures dans la carapace idéologique l'al-

Qaeda signifient que la fin du mouvement est proche. Loin de là. L'idéologie islamiste peut perdre son attrait populaire, et la dernière moisson mondiale d'extrémistes peut être désunie et s'orienter vers différentes directions. Pourtant, selon l'opinion même des fanatiques, l'idéologie demeure une force cohérente cruciale qui lie une élite extrémiste extraordinairement diverse. Le Salafisme, malgré sa crise, continue d'attirer ceux qui vivent en marge de la société. L'une des fonctions les plus vitales de l'idéologie semble être de résoudre les contradictions du jihad au XXI^e siècle : être un musulman pieux et pourtant attaquer les femmes et les enfants, affirmer l'autorité du Coran et pourtant profiter du crime ; dépendre de l'état-providence occidental et pourtant comploter contre lui ; n'avoir aucun lien personnel avec un groupe islamique quel qu'il soit et pourtant croire faire partie d'un.

Le design altéré d'al-Qaeda a un nombre de conséquences immédiates. Le jihad global est en train de perdre ce que Galula appelait une cause solide, et avec elle son caractère politique. Ce changement rend encore plus difficile de distinguer le jihad du crime organisé d'un côté et le fanatisme sans direction de l'autre. Cela met en question la notion que la guerre est toujours, comme Clausewitz l'a dit, « la continuation de la politique par d'autres moyens » et donc si elle peut être arrêtée politiquement. Deuxièmement, forcé par des adversaires et facilité par l'Internet, le mouvement jihadi global a démantelé et perturbé sa propre capacité d'agir comme une entité cohérente. Aucun leader n'est en mesure d'articuler la volonté du mouvement, encore moins de l'imposer. Il est douteux, pour citer à nouveau Clausewitz, que la guerre puisse être toujours « un acte de violence pour obliger l'ennemi à faire ce que nous voulons ». Comme le jihad n'a pas un centre de gravité unique, il n'a pas de vulnérabilité critique unique. Quel que soit le résultat des opérations menées par les États-Unis en Afghanistan et ailleurs, un risque général

d'attaques terroristes va persister dans un avenir prévisible.

En combattant le terrorisme, la quantité est aussi importante que la qualité. Mais certains chiffres sont plus importants que d'autres. Le nombre de troupes supplémentaires américaines et européennes envoyées en Afghanistan est moins important que le nombre de complots terroristes qui ne se produisent pas. On trouvera sans doute des succès subtils dans les statistiques, dans des courbes de données qui baissent ou se nivelent, pas dans une action particulière, une capitulation ou même la mort d'un leader. Il sera marqué non par des campagnes mili-

taires ou d'autres évènements, mais par des décisions non prises et des attaques non lancées. Parce que la participation à la guerre sainte sous sa forme locale ou globale est une décision individuelle, ces choix doivent être l'unité d'analyse et les influencer doit être l'objectif de la politique et de la stratégie. Comme dans la prévention des crimes, la mesure du succès – combien de terroristes politiques n'ont pas rejoint un groupe armé ou commis un acte terroriste – est pratiquement impossible. Le succès contre le militantisme islamique pourrait bien porter un voile. □.

Le maintien de la paix par des organisations régionales

GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE INDIENNE (2s) VIJAY KUMAR JETLEY, PVSM, UYSM*

La conclusion de la deuxième guerre mondiale s'accompagna d'un sentiment général de fin des troubles et des conflits qui annonçait un âge d'or de paix. Ce fut peut-être une des raisons pour lesquelles on ne trouve dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU) nouvellement créée aucune mention de « maintien de la paix ». L'ONU ne prévoyait alors pas qu'elle devrait un jour intervenir dans un endroit quelconque pour rétablir une situation. Cette euphorie ne dura toutefois pas longtemps car, à la suite de la décolonisation, l'ONU se vit assaillir de demandes d'aide dans des points chauds du monde entier.

Le fait que les ressources dont disposait l'ONU n'étaient jamais suffisantes pour satisfaire la demande donna naissance à de nombreuses initiatives régionales. Ces initiatives entreprirent de résoudre des problèmes épineux locaux par elles-mêmes ou sous l'égide de l'ONU. Malheureusement, leur *modus operandi* d'exécution de missions qui relèvent de l'ONU reste une zone floue pour la plupart d'entre nous.

Pour mieux comprendre les forces régionales, il est essentiel d'être familiarisé avec le rôle joué par les organisations régionales dans le maintien de la paix, en particulier quant à la nature et à l'ampleur de l'intervention des forces régionales, aux formes de coopération

entre ces dernières et l'ONU, ainsi qu'aux avantages et aux inconvénients de l'emploi de forces régionales comparé au recours à l'ONU.

Dans l'après-guerre froide, le concept du maintien régional de la paix sous les auspices du Conseil de sécurité de l'ONU est devenu de plus en plus courant. Les conflits inter- et intra-étatiques n'ont épargné pratiquement aucune région du monde, ce qui a obligé l'ONU à élaborer difficilement de nombreuses initiatives de paix simultanément. Le cadre opérationnel et le niveau de ressources existants de l'ONU ne lui ont pas permis d'accorder en même temps toute son attention à toutes les régions du monde en proie à des conflits. On fut bien obligé d'accepter la réalité que mirent en lumière les crises qui éclatèrent dans le monde entier lors des années 1990. Ce furent la complexité même et l'ampleur de ces conflits qui obligèrent souvent le Conseil de sécurité à adopter une position controversée de sélectivité ou d'indifférence.

Sur le continent africain, de nombreux conflits inter- et intra-étatiques ont été provoqués par un manque de coïncidence entre la nation et l'état, une répression à l'encontre des minorités et des tensions ethniques, des régimes corrompus et dictatoriaux très souvent soutenus de l'extérieur par des marchands d'armes internationaux et les intérêts particuliers des pays constituant la société soit-disant civilisée, une pauvreté chronique condui-

*Le général de corps d'armée (2s) VK Jetley, PVSM, UYSM fut promu officier au régiment Dogra le 25 décembre 1965. Il commanda la brigade du Siachen puis un corps d'armée dans le Nord-Est. Il fut commandant de la force opérant dans le cadre la mission de l'ONU en Sierra Leone. Il prit sa retraite comme général commandant l'arme du matériel le 30 novembre 2004. Il est membre du United Service Institution Council.

sant au sous-développement et un lourd endettement.

Pour combattre les problèmes chroniques auxquels elle était confrontée sur le continent africain, l'organisation de l'unité africaine (OUA) prit sur elle de trouver une solution. Le Secrétaire général de l'OUA (aujourd'hui union africaine - UA), le docteur Salim Ahmed Salim, déclara lors d'une réunion qui se tint en 1998 que « les états membres de l'OUA ne peuvent plus se permettre de garder leurs distances et d'attendre de la communauté internationale qu'elle se préoccupe de nos problèmes plus que nous le faisons nous-mêmes ou qu'elle trouve effectivement des solutions à ces problèmes qui ont été, dans bien des cas, de notre propre fait. La simple vérité à laquelle nous devons aujourd'hui faire face est que le monde ne nous doit pas des moyens d'existence et que nous devons rester au cœur des efforts d'action, et d'action sans délai, visant à empêcher les conflits d'échapper à notre contrôle. »

Le fond du problème pour toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU lors des phases initiales était qu'elles avaient affaire à des conflits internationaux faisant intervenir des gouvernements. De telles opérations étaient autorisées par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans des cas exceptionnels par l'Assemblée générale de l'ONU (UNEF-1), et étaient toujours dirigées par le secrétaire général. Les opérations menées dans le cadre de telles missions de l'ONU étaient régies par les principes fondamentaux du consentement, de l'impartialité et du non recours à la force, sauf en cas de légitime défense.

Le dernier demi-siècle a vu une augmentation du nombre des conflits. Ceux-ci sont devenus plus intenses et brutaux, la violation des droits de l'homme y est devenue la norme. L'ONU s'est montrée incapable de faire face à la montée de tels conflits et a dû par conséquent avoir recours à des forces régionales de maintien de la paix pour rétablir la situation dans les limites géographiques de leurs régions respectives. L'emploi fréquent de telles forces devient la règle plutôt que l'exception.

Nature et ampleur de l'intervention des organisations régionales

Les membres fondateurs de l'ONU avaient prévu la naissance d'organisations régionales de maintien de la paix et dûment incorporé les dispositions correspondantes à la charte de l'ONU. Le chapitre VIII définit clairement le rôle des organisations régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'article 52 de la charte de l'ONU encourage les arrangements ou groupements, voire mêmes les organismes régionaux à faire tous les efforts visant à obtenir la résolution des conflits locaux avant de déférer ceux-ci au Conseil de sécurité. L'article 53 dispose en outre que, lorsque les circonstances s'y prêtent, le Conseil de sécurité doit utiliser de tels arrangements régionaux pour la prise de mesures d'exécution sous son autorité mais qu'aucune mesure de ce type ne sera prise sans l'autorisation du Conseil de sécurité. L'article 54 dispose d'autre part que le Conseil de sécurité devra rester en permanence parfaitement informé des activités menées ou envisagées dans le cadre d'arrangements régionaux.

Le rapport Brahimi souscrit à cette opinion en déclarant que, « lorsque des mesures d'exécution s'avèrent nécessaires, elles ont invariablement été confiées à des coalitions d'états disposés à agir dans les limites de l'autorisation donnée par le Conseil de sécurité agissant conformément aux dispositions du chapitre VIII de la charte. »

Les opérations de maintien de la paix de deuxième génération de l'ONU ont pris la forme de mesures d'exécution dans lesquelles le consentement des parties au conflit fut en tout ou partie ignoré. La plupart du temps, la force ne disposait pas de la puissance de combat nécessaire pour être considérée comme crédible par les parties au conflit. Dans de telles situations, les organisations régionales offrant le potentiel de combat et l'endurance nécessaires pourraient prendre les mesures d'exécution dans un délai plus court. Dans les cas où les organisations régionales assurent la couverture militaire, l'ONU pourrait se

charger de la tâche de construction de la nation avec l'aide d'autres organisations régionales non militaires.

Formes de coopération entre l'ONU et les organisations régionales

Le supplément à l'Agenda pour la paix, publié le 3 janvier 1995, décrit dans leurs grandes lignes les formes de coopération entre l'ONU et les organisations régionales. Elles peuvent essentiellement être classées comme suit :

- a. *Consultation.* Cette forme de coopération a pour objet un échange de vues sur les conflits que l'ONU et les organisations régionales peuvent s'efforcer de résoudre. Dans certains cas, la consultation est protocolaire, s'accompagnant de la transmission de rapports réguliers à l'Assemblée générale ; dans d'autres cas, elle l'est moins, le secrétaire général se contentant de convoquer des réunions consultatives avec les responsables des organisations et arrangements exclusivement régionaux engagés dans la coopération avec l'ONU.
- b. *Soutien diplomatique.* Des organisations régionales ont participé à des activités de rétablissement de la paix de l'ONU qui conduisirent à l'établissement d'opérations de maintien de la paix et les ont soutenues par des initiatives diplomatiques. L'OUA, la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) jouèrent ce rôle pour appuyer les efforts de l'ONU en Somalie. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a joué ce rôle, par exemple, à l'égard des questions constitutionnelles qui se posèrent en Géorgie et au Tadjikistan, de même que l'ONU a soutenu l'OSCE sur la question du Haut-Karabakh.
- c. *Soutien opérationnel.* Cette coopération varie en fonction des exigences de la si-

tuation sur le terrain. Un exemple en fut la couverture aérienne assurée par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au profit de la force de protection des Nations Unies (FORPRONU) dans l'ancienne Yougoslavie. Un autre fut le soutien apporté par la force multinationale de mise en œuvre/stabilisation (IFOR/SFOR) sous la direction de l'OTAN à l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) afin d'établir un environnement sûr dans la région de Croatie et le soutien opérationnel apporté par les forces de la Communauté d'états indépendants (CEI) à la mission d'observation de l'ONU au Tadjikistan. L'Union européenne a apporté son soutien en Slavonie orientale, en Bosnie et au Libéria, alors que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) a apporté le sien aux activités de déminage des forces de maintien de la paix de l'ONU en Irak et au Koweït.

- d. *Codéploiement.* Des missions ont été déployées sur le terrain par l'ONU conjointement avec les forces de maintien de la paix de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Libéria et en Sierra Leone et avec celles de la CEI en Géorgie et au Tadjikistan. Ce modèle a également été appliqué en Bosnie-Herzégovine où l'ONU et des organisations régionales furent codéployées avec des mandats différents. La Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine inclut le Groupe international de police qui, entre autres tâches, surveille la police locale. La force multinationale de maintien de la paix sous la direction de l'OTAN (IFOR/SFOR) aide à maintenir un environnement sécurisé. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) aide à organiser les élections ; alors que l'Union européenne se charge de l'aide au développement et le Bureau du Haut Représen-

tant est responsable de la coordination générale.

- e. *Opérations conjointes.* En Haïti, l'ONU et l'Organisation des États américains (OEA) lancèrent conjointement la Mission civile internationale en Haïti dont le personnel, la direction et le financement devaient être partagés entre l'ONU et l'OEA. A proprement parler, il s'agissait initialement d'une opération purement américaine qui fut convertie plus tard en opération onusienne.

Quand et si les organisations régionales prennent en charge les activités de maintien de la paix régionale, la nature et l'ampleur de leur intervention devront se cristalliser. Il est nécessaire d'analyser les expériences des organisations régionales à cet égard afin d'identifier les forces et les faiblesses et de recommander des mesures susceptibles de rationaliser le processus. Une évaluation critique des perspectives futures d'arrangements régionaux dans le domaine du maintien de la paix aidera à décider ce que seront le type de rapports et l'ampleur de la coopération / intégration entre l'ONU et les groupements régionaux.

Analyse de certaines organisations régionales de maintien de la paix

Forces et faiblesses

Afrique

L'Afrique abrite un nombre relativement important d'organisations régionales efficaces – l'OUA (aujourd'hui UA) et un certain nombre d'organisations sous-régionales dont certaines ont contribué au maintien de la paix dans leur propre région. L'Afrique peut être divisée en cinq sous-régions principales dont chacune accueille une organisation sous-régionale :

Union du Maghreb arabe — UMA (Nord)
 Communauté de développement SADC (Sud) de l'Afrique australe ou SADC, acronyme de l'anglais *Southern African Development Community*

Communauté d'Afrique de l'Est – EAC (Est) ou EAC, acronyme de l'anglais *East african community*

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest – CEDEAO (Ouest)

Communauté économique des États de l'Afrique centrale – CEEAC (Centre)

L'OUA a apporté une contribution positive à divers processus de paix en Afrique, parmi lesquels un certain nombre de négociations diplomatiques et d'arbitrages couronnés de succès. Toutefois, confrontée à l'énormité d'une crise telle que celle à laquelle on assista au Rwanda, l'OUA ne put pas faire grand chose pour contenir la violence contre l'humanité. Parmi les organisations sous-régionales, la CEDEAO et la SADC ont obtenu des résultats honorables dans leur secteur respectif. Les organisations régionales africaines n'ont pourtant pas développé des moyens suffisants pour pouvoir agir sans un soutien considérable de l'ONU. Cela est principalement dû à un manque de fonds et de ressources. En outre, dans bien des cas, les troupes participant à de telles opérations étaient mal nourries et peu motivées, devenant elles-mêmes dans certaines circonstances part du problème.

Europe

Les autres arrangements régionaux et sous-régionaux pour la résolution des conflits en Europe sont l'Union européenne (UE), l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le point essentiel à noter est que les organisations et arrangements régionaux n'agissent plus isolément mais plutôt de concert dans le cadre d'une coordination étroite et d'un renforcement mutuel.

L'action de l'OTAN au Kosovo se débattit dans de nombreuses controverses liées au fait qu'elle maintint sa guerre aérienne sans obtenir l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette situation est le plus grand danger que présente la dépendance croissante des organisations régionales. Si le Conseil de sécurité avait donné le feu vert avant le lancement des

opérations, il est probable que l'action de l'OTAN aurait été plus acceptable pour la communauté internationale dans la mesure où elle aurait été légitimée comme ayant été engagée dans l'intérêt du plus grand bien que représentait la protection de milliers de personnes terrorisées. L'OTAN continue à rester la plus puissante force régionale en Europe et s'élargit.

Asie occidentale

Au Moyen Orient, la Jordanie a participé activement à tous les groupes de travail de la composante multilatérale, qui offre un cadre général pour l'avenir de la région. Elle est destinée à compléter la composante bilatérale. En décembre 1994, toutes les parties décidèrent d'établir un centre de sécurité régionale à Amman ayant des annexes au Qatar et en Tunisie. Le concept de l'établissement d'un centre de prévention des conflits et de sécurité régionale fut introduit pour la première fois et présenté par la Jordanie. Le processus de contrôle des armements et de sécurité régionale a toutefois été supplanté parce que les deux pays coparrainant le processus de paix (les États-Unis et la Russie), ne purent obtenir l'accord de toutes les parties sur l'introduction d'un contrôle structurel des armements.

Asie

Les expériences menées en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est en termes de puissances ou organisations régionales prenant la direction d'efforts de maintien de la paix n'ont pas connu jusqu'ici de succès significatifs. Les interventions de la force indienne de maintien de la paix au Sri Lanka, dans le cadre d'un accord purement bilatéral, à l'invitation et avec le consentement du pays hôte, n'ont pu obtenir le résultat souhaité. Le Pakistan joua un rôle en Afghanistan mais cet effort s'est révélé globalement douteux et tragiquement contre-productif.

Les moyens dont disposent les organisations régionales telles que la fondation de l'Asie du sud (ou SAF, acronyme de l'anglais *South Asia Foundation*), l'Association sud-asiatique pour la

coopération régionale (ou ASACR, acronyme de l'anglais *South Asian Association for Regional Co-Operation*) ainsi que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est – ANSEA (ou ASEAN, acronyme de l'anglais *Association of Southeast Asian Nations*) et la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (ou APEC, acronyme de l'anglais *Asia-Pacific Economic Cooperation*) pour essayer de maîtriser une situation conflictuelle dans leurs régions respectives prouvent qu'ils se sont montrés inadéquats. La raison en est que de telles organisations régionales ont essentiellement mis l'accent sur le développement économique, même si de telles organisations s'efforcent de plus en plus d'assumer un rôle de diplomatie préventive.

Il existe en Asie centrale plusieurs arrangements régionaux relativement récents qui pourraient éventuellement jouer un rôle de maintien de la paix :

Communauté d'États indépendants – CEI

Communauté économique d'Asie centrale – CAEC

Les « Cinq de Shanghai », ou « Forum de Shanghai » – SF

Le Forum de Shanghai a succédé aux pourparlers frontaliers sino-soviétiques. Il regroupe la Chine et les quatre états nouvellement indépendants : Kazakhstan, Russie, Tadjikistan et Kirghizstan (suite à la dissolution de l'URSS). Toutefois, dans l'optique de la charte de l'ONU, le Forum de Shanghai n'est pas un arrangement ou organisme régional au sens du chapitre VIII.

La CAEC, composée de quatre anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale en dehors du Turkménistan, a certains des attributs protocolaires d'une organisation régionale. Toutefois, le manque de moyens de défense adéquats combiné à une confiance mutuelle insuffisante réduit à néant toute tentative d'arriver à une position commune permettant des efforts audacieux de maintien de la paix. Les bataillons de maintien de la paix d'Asie centrale constitués à l'origine de troupes du Kazakhstan, du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan sont payés par l'OTAN via le programme de partenariat pour la paix. L'ob-

jectif déclaré de cet effort est d'encourager la coopération entre les forces armées des pays participants et d'offrir des moyens qui seraient mis à la disposition des opérations de maintien de la paix de l'ONU lorsque le besoin s'en fait sentir.

Avantages et inconvénients des arrangements régionaux par rapport aux forces de l'ONU

Qu'on le veuille ou non, la situation dans notre monde en proie aux conflits va rester la même, si même elle ne s'aggrave pas, dans l'avenir prévisible. Les ressources de l'ONU vont se révéler de plus en plus insuffisantes. Dans de telles circonstances, l'ONU serait obligée de dépendre d'arrangements régionaux. Examinons par conséquent dans les paragraphes qui suivent les avantages et inconvénients de ces arrangements par rapport aux forces de l'ONU.

Avantages

- a. *Vue plus claire des conflits locaux.* Les forces régionales tendent à mieux comprendre l'histoire de la région et ont, par conséquent, une claire perception des causes premières des conflits locaux. En outre, les parties au conflit considèrent parfois les forces venant de l'extérieur comme étrangères à la situation, alors qu'une force régionale pourrait être vue différemment et avoir ainsi plus de chances de succès.
- b. *Absence d'inhibition quant aux missions d'imposition de la paix.* Certains des conflits régionaux exigent des mesures d'exécution. Celles-ci sont couvertes par la définition de l'imposition de la paix et de nombreux fournisseurs de contingents à l'ONU hésitent à prendre part à de telles opérations. Dans ce type de scénario, les organisations régionales disposant des moyens politiques et

militaires nécessaires peuvent se révéler très utiles.

- c. *Similarité des normes d'entraînement.* Un autre aspect est la similarité des normes d'entraînement, ainsi que celle de l'état physique et mental du personnel prenant part aux opérations dans le cadre d'arrangements régionaux.
- d. *Légitimité et crédibilité.* La clé du succès pour une organisation ou une force dans les opérations de maintien de la paix ou d'aide humanitaire se résume en deux mots : légitimité et crédibilité. Une force de l'ONU composée de pays totalement étrangers au contexte du conflit ou de la crise ne jouit pas d'une grande légitimité comparée à une force régionale qui, en vertu de son implantation régionale et des préoccupations en matière de sécurité, peut comprendre et sentir la crise. Le soutien et la confiance dont une telle force peut bénéficier de la part des factions qui s'opposent et de la population surpassent de loin celles dont jouirait une force multinationale étrangère à la région.
- e. *Désir d'une stabilité régionale.* Les pays voisins de celui en proie au conflit désirent plus intensément garantir la stabilité régionale, animés qu'ils sont par la crainte de voir ce conflit s'étendre et déstabiliser toute la région. Dans la mesure où les affinités ethniques et religieuses prennent largement le pas sur l'identité nationale, l'élargissement des conflits à toute la région représente un danger potentiel. Cela agit comme une incitation puissante à participer aux initiatives de paix dans la région et constitue un facteur de motivation pour les organisations régionales.
- f. *Réaction réfléchie.* Les pays de la région sont mieux familiarisés avec le problème et les causes premières du conflit. Les affinités culturelles et ethniques, ainsi que la proximité, ont un rôle à jouer dans la compréhension des problèmes. La réaction de ces pays a par conséquent

- plus de chances d'être plus réfléchie et juste que celle de forces multinationales ou d'organisations étrangères à la région.
- g. *Rôle des autorités régionales.* Venant s'ajouter à la compréhension des problèmes est le fait que les autorités régionales connaîtraient personnellement les chefs des factions qui s'opposent, ce qui faciliterait l'interaction, la négociation et l'intervention dans la prévention ou la résolution des conflits.
- h. *Alerte rapide aux points chauds potentiels.* La proximité de la source d'un conflit et une interaction régulière avec le pays visé aident les organisations régionales à recevoir une alerte rapide leur permettant d'identifier un point chaud potentiel, ainsi que d'informer l'ONU et de la tenir au courant de la situation avant que celle-ci ne dégénère en crise. Cela pourrait aider à prévenir les conflits au lieu de réagir à ceux-ci.
- i. *Base de données et de renseignement élargie.* Le renseignement est crucial avant le lancement de toute opération de ce type. La base de données et de renseignement des acteurs régionaux serait beaucoup plus vaste que celle d'autres organisations. C'est la raison pour laquelle la participation et la coopération de ces acteurs sont extrêmement importantes.
- j. *Interopérabilité.* L'interopérabilité est un facteur essentiel de la réussite des opérations militaires ou de maintien de la paix. Les communications, la langue et les méthodes d'exécution des opérations sont vitales pour le succès d'une mission. Une force régionale qui s'est entraînée et a opéré antérieurement comme une force cohésive peut se montrer plus performante qu'une force composée de troupes d'un groupe de pays qui se sont rassemblées pour la première fois dans la zone de conflit.
- k. *Diplomatie et déploiement préventifs.* Même si la résolution des conflits représente une fonction importante de l'ONU, son aspect le plus important serait leur prévention. Une organisation régionale jouissant d'un niveau élevé d'acceptabilité de la part de toutes les parties concernées pourraient contribuer aux efforts diplomatiques et déploiements préventifs. L'acceptabilité d'une force de l'ONU lors des premières phases du conflit, lorsque des négociations restent possibles, est bien inférieure à celle d'une organisation régionale.
- l. *Sensibilité culturelle.* La langue, les coutumes et traditions, les affinités ethniques et religieuses jouent un rôle essentiel dans l'acceptabilité d'une force dans le pays. Le besoin d'interprètes, la communication, la compréhension des normes religieuses, des coutumes et traditions sont des inhibiteurs pour la force. L'utilisation d'une force régionale peut atténuer ce facteur dans une très large mesure.
- m. *Reconstruction facilitée après un conflit.* Même si l'intervention de l'ONU dans un pays en crise représente un point de convergence pour le soutien et les ressources internationaux, les organisations / arrangements régionaux et sous-régionaux peuvent se révéler très utiles pour lancer des activités de consolidation de la paix. La coopération entre l'ONU et de telles organisations peut faciliter la reconstruction après un conflit. Une telle coopération offre en outre aux deux entités une stratégie de désengagement en permettant à l'une ou l'autre de mettre en place ou de gérer de futurs arrangements qui peuvent poursuivre la tâche entamée par l'opération de maintien de la paix.

Inconvénients

L'intervention d'organisations régionales dans les opérations de maintien / imposition de la paix peut également présenter certains inconvénients, dont les principaux sont les suivants :

- a. *Manque de volonté politique.* Un manque de volonté politique de la part des organisations peut menacer les opérations de maintien de la paix.
- b. *Intérêts contradictoires.* Des intérêts nationaux contradictoires et un manque de confiance réciproque parmi les pays membres des organisations régionales peuvent vicier le cadre fragile du processus de paix.
- c. *Manque de moyens militaires et de ressources.* Cela peut entraîner des impasses lorsque les organisations régionales sont mises en action sans préparatifs suffisants.
- d. *Intentions cachées/influence de la ou des principales puissances régionales.* Même dans le cadre des arrangements régionaux, on ne peut exclure les intentions cachées ni l'influence excessive de la ou des principales puissances régionales dans le processus de prise de décisions.
- e. *Risque de marginalisation de l'ONU.* Une dépendance excessive vis-à-vis de puissantes organisations régionales dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU peut conduire de telles organisations à devenir présomptueuses et à essayer parfois de marginaliser l'ONU elle-même. L'OTAN et la Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO (ou ECOMOG, acronyme de l'anglais *Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group*) sont des exemples typiques. Les dangers que présentent de puissantes organisations régionales sont mis en lumière par Brahimi dans son rapport récemment publié, dans lequel il déclare : « M. [...] une organisation régionale puissante manifeste un empressement de grande puissance à engager ses propres troupes ainsi qu'un financement massif pour imposer la paix même sans autorisation du Conseil de sécurité en Europe, tout en refusant d'envoyer des troupes ou de contribuer financièrement à des opérations de l'ONU visant à résoudre des conflits plus brutaux et intenses en Afrique. »
- f. *Problèmes de commandement et de contrôle.* Aussi efficace qu'il puisse être, l'effort conjoint mené par l'ONU et une ou des organisations régionales risque toujours de piétiner à la suite de problèmes de commandement et de contrôle ainsi que d'impasses rencontrées dans le processus de prise de décisions dans des situations cruciales. La Sierra Leone en représente un exemple flagrant.
- g. *Réduction de la crédibilité de l'ONU.* L'ONU continue d'être la principale organisation de prévention et de résolution des conflits. Elle pourrait toutefois perdre son utilité et la confiance de certains pays si les organisations régionales jouaient des rôles importants. Le rôle de l'OTAN dans les Balkans, bien qu'il présente des avantages apparents, donne l'impression que l'ONU a disparu.
- h. *Domination d'un seul état / montée des puissances hégémoniques régionales.* Les organisations régionales sont confrontées au danger inhérent que représente leur domination par un seul état. Une telle organisation peut inclure un membre prédominant qui pourrait compromettre les efforts afin d'atteindre ses propres objectifs et finir par exercer une hégémonie régionale si ses intérêts nationaux prennent le pas sur les intérêts régionaux. L'exemple du Nigeria en Sierra Leone en est une illustration.
- i. *Manque d'acceptabilité.* Même si l'acceptabilité des organisations régionales est un facteur important, elle peut être inhibitrice. Au Rwanda, les pays francophones du Sénégal, du Mali, du Tchad et de la Guinée souffraient d'un bas niveau d'acceptabilité de la part du gouvernement du Front patriotique rwandais, par suite de ce que ce dernier considérait comme leurs liens avec le gouvernement Hutu. Le gouvernement du Front insista pour que ces pays soient les premiers à partir lors de la dissolution progressive de La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Certaines

réserves furent émises à l'encontre des troupes zambiennes pour des motifs ethniques.

- j. *Retrait prématuré de troupes.* Cette crainte existe toujours, ce qui risque de compromettre la totalité de l'effort. Les organisations régionales peuvent se retirer si elles estiment que leurs intérêts sont mal servis ou que leur opinion quant à l'aboutissement du conflit est rejetée par l'ONU, et cela peut mettre la totalité de l'effort en péril. Le retrait imprévu de l'ECOMOG de Sierra Leone, où les gains enregistrés furent neutralisés par le retrait, constitue un exemple d'une telle situation.
- k. *Manque de compétence et de matériel.* Les forces d'organisations régionales n'ayant jamais mené auparavant d'opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU risqueraient de manquer de la compétence et du matériel nécessaires pour exécuter des opérations de circonstance complexes.
- l. *Impact socioculturel.* Les affinités ethniques, culturelles et régionales pourraient avoir un impact socioculturel sur la population locale, en particulier lors d'opérations où prédominent les violations des droits de l'homme et les mouvements massifs de réfugiés et de personnes déplacées. Ces impacts doivent être examinés avant le déploiement de forces régionales.

Recommandations de rationalisation des procédures d'utilisation des organisations régionales de maintien de la paix

Les mesures suivantes pourraient être adoptées en vue de surmonter les inconvénients présentés par les arrangements régionaux pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU :

- a. *Aucun compromis en matière de choix d'une organisation régionale.* Les critères utilisés pour confier l'opération de maintien de

la paix sous l'égide de l'ONU à une organisation régionale doivent être déterminés soigneusement et observés par l'ONU. Tout compromis dans ce domaine sapera la réputation de l'organisation, tout en mettant la totalité de la mission en péril.

- b. *Mécanisme infaillible de prise de décisions.* Le mécanisme de prise de décisions doit être absolument infaillible dans le cas d'opérations menées conjointement par l'ONU et les organisations régionales.
- c. *Encouragement des initiatives régionales.* L'ONU devrait s'efforcer de continuer à soutenir l'initiative des organisations régionales en termes de direction politico-stratégique, ainsi que d'apporter l'assistance technique et le soutien logistique requis. Il est toutefois indispensable de concentrer de tels efforts sur les pays qui ont la volonté politique, la puissance militaire et la réputation dans la région nécessaires pour être à la hauteur de la tâche quand on leur demande de l'accomplir.
- d. *Maintien de la conscience régionale.* Il convient que les organisations régionales profitent d'une familiarité avec les conditions locales, ainsi qu'avec les environnements socio-économique, culturel et politique, à laquelle ne peut prétendre l'ONU pour éliminer les obstacles et confirmer leur statut de leader pour relever ce défi.
- e. *Participation des grandes puissances.* Il convient que les pays membres s'efforcent de faire la preuve de leur engagement à être toujours prêts à participer activement aux opérations aux côtés de forces régionales en apportant leur soutien et en fournissant des contingents. Malheureusement, les pays industrialisés ne le font jamais.
- f. *Soutien financier.* Des contributions financières régulières devraient compléter le financement par les organisations régionales de futures opérations.

g. *Prévention des interférences indésirables.* Il convient que les plus grands pays participant aux opérations n'influencent pas outre mesure les délibérations portant sur l'effort de paix. Les pays restant sur la touche, c'est-à-dire qui n'engagent pas de troupes, sont ceux qui font généralement le plus de bruit.

Conclusion

A côté de bien d'autres facteurs, l'une des raisons principales du transfert du maintien de la paix à une organisation régionale est que les états donateurs ne sont plus désireux d'engager leurs troupes dans des opérations dangereuses. Ce syndrome s'est manifesté en Somalie lors du massacre de soldats de la paix américains. Le meurtre sauvage de dix soldats belges au Rwanda scella probablement le sort de tels engagements aux pays du tiers-monde.

Il est évident que, compte tenu du fait que l'ONU est toujours à court de ressources et que les états donateurs, en particulier les pays industrialisés, sont peu disposés à engager leurs troupes, sauf à leur porte, le maintien de la paix tendra probablement à l'avenir à être caractérisé par une plus grande participation des organisations régionales.

Les nouveaux concepts de paix penchent vers un rôle plus important des organisations

régionales en association avec l'ONU. L'OUA a mené des opérations de maintien de la paix au Libéria, au Congo et en Sierra Leone, comme l'ont fait l'OEA en Haïti, la CEI en Géorgie, l'ASEAN au Timor oriental, alors que l'OTAN a accompli des tâches comparables dans l'ancienne Yougoslavie.

Il n'existe actuellement dans le monde que quelques organisations régionales participant à des opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU (OTAN, CEI, SADC, CEDEAO, etc.) mais il y en a beaucoup qui pourraient être utilisées pour une assistance en temps de crise. Certaines organisations régionales furent formées pour des raisons de sécurité collective, d'autres pour des raisons économiques et d'autres encore pour encourager les échanges commerciaux et le développement. Quelles que soient les intentions auxquelles ait pu répondre leur formation, elles ont des responsabilités communes et peuvent apporter une contribution immense à l'établissement de la paix et de la stabilité dans leurs régions respectives.

Les avantages que présente le recours aux organisations régionales doivent être évalués correctement en prenant en considération les inconvénients intrinsèques de cet arrangement. L'ONU a un rôle important à jouer dans le renforcement des efforts que font les organisations régionales pour surmonter leurs faiblesses. □

Dimension culturelle de la stratégie et de la politique

COLONEL (ER) JIYUL KIM USA*

Deux ensembles de facteurs déterminent les pensées, les décisions, le comportement, les actions et les réactions humaines : les facteurs biologiques et les facteurs culturels. Les facteurs biologiques sont plus importants dans la détermination des pensées et du comportement individuel qu'ils le seraient dans ceux des collectivités humaines. Au niveau collectif, le niveau auquel la stratégie et la politique sont concernées (comme un État-nation), les facteurs culturels dominent. Il est donc impératif que la formulation de la stratégie et de la politique, la façon dont elles sont mises en œuvre et le résultat à attendre, prennent la dimension culturelle en considération.

Les responsables politiques et les stratèges ont tendance à voir la situation au travers du « prisme » de leur propre stratégie et de leur propre culture, sans considérer ni calculer de façon suffisante la perspective et les intérêts de « l'Autre ». *Analytical Cultural Framework for Strategy and Policy* – ACFSP (Cadre culturel analytique pour la stratégie et la politique) est une approche systématique et analytique de la tâche vitale *de voir le monde au travers de nombreux prismes*. La communauté de sécurité nationale s'intéresse aux caractéristiques culturelles ou aux dimensions qui gouvernent l'action politique et stratégique ainsi que le comportement. L'ACFSP identifie les dimensions culturelles de base qui semblent être

d'une importance fondamentale dans la détermination de ce comportement et ont donc leur importance dans la formulation de la politique et de la stratégie ainsi que dans ses résultats. Ces dimensions culturelles sont : Identité, Culture politique et Résilience. *L'identité* est la plus importante parce qu'elle détermine en fin de compte les valeurs et les intérêts qui forment la fondation de la politique et de la stratégie pour atteindre ces objectifs ou conserver ces intérêts. L'ACFSP n'est peut-être pas l'approche finale et ne prétend pas l'être, mais le cadre fournit une façon spécifique d'appréhender la question complexe de la place de la culture dans le comportement stratégique et politique.

Les points clefs à retenir sont ceux-ci :

1. La stratégie et la politique sont gouvernées par des objectifs.
2. Ces objectifs sont déterminés par des intérêts.
3. Les intérêts proviennent des buts précis et des valeurs fondamentales qu'une collectivité particulière considère comme étant la fondation de ce qu'elle est.
4. Le sens des buts précis et des valeurs fondamentales proviennent des éléments qui constituent l'Identité de la collectivité.

*Le Colonel (ER) Jiyul Kim est le directeur des Études asiatiques et le coordinateur des Études régionales à l'École de guerre de l'armée de Terre américaine. Il a été officier de renseignements puis, lors de ces dernières 20 années, un officier de Zone étrangère pour le Japon et la Corée, assumant plusieurs fonctions aussi bien militaires que politiques. Il a publié des écrits sur la politique asiatique, l'histoire et l'archéologie. Il possède un BA de l'Université de Pennsylvanie en Anthropologie et Biologie, un MA de l'Université de Harvard en Études régionales d'Extrême-Orient et finit à l'heure actuelle un doctorat en Histoire et Langues d'Extrême-Orient à Harvard.

5. L'Identité est la fondation de la mobilisation collective.
6. Une telle collectivité mobilisée peut se mettre à agir pour des raisons politiques au travers de sa forme particulière de culture politique qui fournit les voies et les moyens.
7. La résilience de la culture du groupe peut déterminer le degré de souplesse de la collectivité quand il s'agit de résister, de succomber, ou de s'adapter aux forces qui menacent les buts et valeurs partagés.

Pourquoi la culture ?

Nous faisons aujourd'hui face à un monde sans la dichotomie simple et réconfortante de la guerre froide. C'est un monde rendu de plus en plus complexe par les forces du nationalisme et de la globalisation libérées par la fin de la guerre froide. Depuis le début des années 1990, l'après-guerre froide, les experts ont reconnu de façon croissante que la culture devenait de plus en plus un facteur dans la détermination du parcours du monde complexe et interconnecté d'aujourd'hui.

Les chercheurs universitaires l'avaient peut-être reconnu, mais au début les praticiens ne l'avaient pas fait. Une critique que l'on peut faire de la politique de sécurité nationale et de la politique étrangère des États-Unis pendant les années 1990 est qu'elle n'ont pas reconnu et traité les changements politiques et culturels au potentiel immense de déstabilisation et de génération de conflit relâchés par la fin de la guerre froide. Une grande partie de cette force est due à la libération de demandes comprimées d'autodétermination par un nombre de groupes culturels définis par l'ethnicité, la religion et la langue. Les groupes dominés ont trouvé l'espace pour émerger et se sont transformés rapidement en forces politiques et en mouvements poursuivant des intérêts anciennement impossibles à atteindre (séparation, indépendance, domination) définis par des identités

antérieurement non viables (nationalisme ethnoreligieux).

La réapparition de la contre-insurrection en tant que tâche majeure a alerté les praticiens de la politique et de la stratégie de l'importance de la culture au niveau tactique et opérationnel. On peut appeler ceci le « virage culturel » du ministère de la Défense, c'est-à-dire l'importance donnée à la culture comme un facteur important et peut-être déterminant dans la contre-insurrection¹.

On s'aperçoit aussi de plus en plus au sein de la communauté de sécurité nationale que la culture est un facteur important au niveau des politiques et de la stratégie bien que la plus grande partie des efforts et ressources actuels du « virage culturel » soit affectée au combat tactique et opérationnel. Considérer l'effet de la culture sur nos actes politiques et stratégiques et sur notre comportement ainsi que sur le comportement d'autres est devenu une tâche stratégique vitale.

Dimensions culturelles du leadership, des opérations et de la stratégie

Il est trop facile de voir le rôle de la culture dans le monde de la stratégie de sécurité nationale et des opérations militaires comme un phénomène unidimensionnel. C'est-à-dire que considérer la culture est trop souvent amalgamé en un ensemble global qui est conçu et perçu comme largement applicable dans la longueur, la largeur et la profondeur de l'espace que nous appelons sécurité nationale et opérations militaires.

Une approche pour obtenir une meilleure résolution du rôle de la culture est de considérer trois dimensions distinctes de l'intersection de la culture avec la sécurité nationale et les opérations militaires : *les considérations culturelles au niveau individuel ; les considérations culturelles dans les opérations militaires au niveau tactique et opérationnel et les considérations culturelles au niveau politique et stratégique*. Ce n'est pas pour sous-entendre que ces dimensions sont séparées et distinctes parce qu'il y a des zones importantes de chevauchement et de

support mutuel ainsi que des relations hiérarchiques parmi elles. La distinction est cependant utile.

Les considérations culturelles au niveau individuel comprennent les dimensions culturelles de leadership, de gestion et de communications et de relations interpersonnelles. Les langues, les choses culturelles à faire et à ne pas faire et les talents de négociateur sont des exemples que cette dimension pourrait considérer. L'accent que l'on met à l'heure actuelle sur « la compréhension culturelle », la « sensibilisation aux cultures » et les langues dans les forces armées américaines a largement pour but de prendre en compte cette dimension.

Les considérations culturelles au niveau tactique et opérationnel des opérations militaires examinent les facteurs qui peuvent influencer le succès ou l'échec des actions tactiques et des campagnes. Au niveau tactique, les tactiques, l'entraînement, le leadership des petites unités, la conception de l'armement et autres sont quelques aspects du champ de bataille tactique ayant des composantes culturelles. Au niveau opérationnel, pour concevoir des campagnes avec la plus grande chance de succès, on doit considérer l'interaction et l'harmonisation de facteurs culturels tels que la culture organisationnelle des branches et des services et la culture des alliés en formant une force multinationale, multi-services et multi-branches capable opérant dans un pays étranger. En outre, les chefs militaires doivent considérer la dimension culturelle de l'adversaire comme les relations entre le civil et le militaire (contrôle politique), les liens entre la société et les forces armées (soutien populaire), et la force militaire (style des généraux, doctrine au niveau opérationnel et philosophie de l'entraînement, culture militaire) parmi d'autres facteurs².

Les considérations culturelles au niveau politique et stratégique traitent de l'impact des facteurs culturels dans la formulation, la mise en œuvre et le résultat de la politique et de la stratégie. Elles sont concernées par les facteurs qui touchent les décisions, actions et comportements politiques et stratégiques. C'est cette dimension qui nous concerne le plus et l'ACFSP nous fournit une approche

pour considérer cette dimension d'une façon systématique³.

Qu'est-ce que la culture ?

La culture est un facteur fondamental, bien que n'étant pas le seul, dans la définition et la compréhension de la condition humaine⁴. La culture a un effet sur la façon dont les gens pensent et agissent. On peut la considérer comme la façon dont les êtres humains et les sociétés donnent une signification au monde qui les entoure et définissent leur place dans ce monde. Cela se manifeste de nombreuses façons y compris par des langues et des mots ; des idées et des idéologies, des coutumes et des traditions ; des croyances et des religions ; des rituels et des cérémonies, des types de peuplement, l'art et la musique, l'architecture et l'ameublement ; l'habit et la mode, les jeux, les images, en bref tout ce qui symbolise ou représente les valeurs, les normes, les perceptions, les intérêts et les préjugés d'une culture⁵.

L'économiste et sociologue allemand Max Weber (1864-1920) a vu l'homme comme un animal suspendu dans des réseaux de signification tissés par lui. L'anthropologue américain Clifford Geertz (1926-2007) a étendu la notion en assimilant culture et les « réseaux de signification » de Weber⁶. Selon la conception de Weber et Geertz, l'homme est comme une araignée au centre de sa toile sauf que les fils ne sont pas composés de soie, mais de ces valeurs, perceptions et normes qui sont significatives et importantes pour lui. La tâche principale dans l'analyse de la culture est donc ainsi de comprendre les données particulières qui sont significatives et importantes, les significations représentées par les fils des « réseaux de signification ». Mener à bien cette tâche demande l'interprétation des formes et systèmes symboliques pour en tirer le sens qu'ils contiennent.

Il est important de reconnaître que les êtres humains ne sont pas nés avec une culture particulière (« les réseaux de signification »), mais que la culture est construite par un processus de socialisation et d'accultu-

ration conscient et inconscient (interactions humaines) au sein de la situation particulière dans laquelle est né l'individu. Cette « situation particulière » peut comprendre une grande gamme de facteurs allant de l'individualiste et biologique comme sexe et race à un cercle toujours grandissant de niveaux sociaux, économiques, religieux, organisationnels et ethniques d'organisation humaine (famille, communauté, communauté ethnique, ordre religieux, classe économique, village/ville/cité, État/province, nation, région, le monde). De ce fait, quand nous essayons de comprendre la façon dont fonctionne une culture, il nous faut reconnaître d'énormes variations dans le temps et l'espace. La variation dans l'espace est indiquée par la variété des cultures du monde à un moment donné dans le temps. La variation dans le temps se voit mieux par l'histoire. L'histoire est donc, en partie, un enregistrement de changements culturels dans le temps.

La culture fonctionne à différents niveaux, allant de l'individu à divers niveaux de collectivité. La culture à chaque niveau est rarement la somme des cultures des niveaux inférieurs. Au niveau individuel, la culture affecte les communications et les relations interpersonnelles alors qu'au niveau collectif elle affecte les communications et relations entre collectifs (comme à l'intérieur du clan, de la ville, de l'État). Il est clair qu'il existe un chevauchement entre culture au niveau individuel et culture au niveau collectif, particulièrement si nous considérons les preneurs de décision. Mais une structure qui fait la différence entre les deux pourrait aider dans l'étude de la dimension culturelle de la politique et de la stratégie.

Le cadre culturel analytique pour la stratégie et la politique ou l'ACFSP

Les politiciens et les stratèges tendent à voir les situations au travers de leur propre prisme culturel et stratégique avec une considération et un calcul insuffisants de la perspective et des intérêts de « l'Autre ». Com-

ment devrions-nous approcher la tâche d'apprécier et de comprendre les différents prismes au travers desquels les autres personnes, groupes, sociétés, nations et régions se voient et voient le monde ? L'ACFSP est une approche à la tâche vitale de *voir le monde au travers de nombreux prismes*. La communauté de sécurité nationale est surtout intéressée dans les caractéristiques ou dimensions culturelles qui entraînent l'action et le comportement politique et stratégique. L'ACFSP identifie les dimensions culturelles de base qui semblent être d'une importance fondamentale dans la détermination de l'action et du comportement politique et stratégique et sont donc importantes dans la formulation et les résultats de politique et de stratégie. Ces dimensions sont :

- **L'identité** : la base pour définir l'identité et son lien avec les intérêts.
- **La culture politique** : La structure du pouvoir et de la prise de décision.
- **La résilience** : la capacité ou l'aptitude à résister, à s'adapter ou à succomber à des forces externes.

Examinons ces dimensions dans un contexte américain pour comprendre comment elles touchent les valeurs et les intérêts américains et, de ce fait, la politique et la stratégie américaine. Considérons d'abord les circonstances révolutionnaires de l'origine nationale américaine et les documents fondateurs (Déclaration d'indépendance, Constitution, Déclaration des droits, Essais fédéralistes). Les États-Unis ont une origine révolutionnaire unique qui a redéfini la façon dont la société devait être organisée. Démocratie et républicanisme, liberté, égalité, destinée manifeste, et autres concepts fondamentaux de l'homme et de la société, combinés avec l'esprit pionnier, l'individualisme et l'esprit d'entreprise ont établi de bonne heure une identité américaine unique et durable.

Le protestantisme s'est combiné avec le capitalisme pour attiser un énorme appétit d'innovation, d'adaptation et de progrès⁷. L'Amérique est devenue un synonyme et un

symbole d'un pays à population innovante et adaptative. Avec une prospérité croissante est venue la domination des moyens d'existence, des valeurs et des façons de faire de la classe moyenne qui formait l'épine dorsale de la société américaine. Ces idées et valeurs ont interagi avec l'histoire, entraînant un développement plus riche, certains diraient plus « positif », de la société et de l'identité américaine.

Qu'est-ce que cela signifie en termes d'identité, de culture politique et de résilience américaine ? *D'abord*, la citoyenneté et l'identité américaines sont basées sur le lieu et, de façon encore plus importante, sur l'idée d'être américain plutôt que sur le sang⁸. Cela forme la fondation de l'identité américaine et marque la différence entre les citoyens américains et ceux de la plus grande partie du monde où la lignée est privilégiée. *Ensuite*, la culture politique américaine a évolué à partir d'un manque de confiance révolutionnaire envers l'autorité centrale (rois et tyrans) et a donc mis l'accent sur la protection de l'individu et les droits et privilèges locaux ainsi que sur le principe des freins et contrepoids par rapport au fonctionnement efficace du gouvernement. Le résultat est une culture politique particulièrement complexe. *Finalement*, un test de la résilience américaine est la relation de l'Amérique avec la globalisation. Peut-être plus que toute autre société, les États-Unis ont été capables d'innover et de s'adapter aux forces de la globalisation. En fait, l'Amérique a été et demeure l'un des moteurs de la globalisation. Un autre test de résilience est la façon dont l'Amérique approche son intégration dans les institutions transnationales (comme l'Organisation des Nations-Unies [ONU] ou l'Organisation mondiale du commerce [OMC]). Elle le fait avec la détermination de protéger les prérogatives individuelles et nationales tout en demeurant ouverte aux institutions qui soutiennent ses idées de démocratie libérale, d'ouverture économique, de droits universels de l'homme.

Ces considérations culturelles ont un effet sur la politique et la stratégie américaine. La plupart des Américains ont une vue du monde et des croyances distinctes sur la place de l'Amérique dans le monde. Cette vue a été

bien fondée par l'influence des Lumières du XVIIIe siècle qui a aussi animé la révolution fondatrice américaine. Un monde démocratique avec un système économique capitaliste basé sur le libre échange est l'utopie idéalisée de l'Amérique, et les Américains voient l'Amérique comme destinée à un rôle primordial dans l'avènement d'un tel monde.

D'autres sociétés peuvent partager des aspects de ce qui constitue l'identité, la culture politique et la résilience américaine, mais pas de façon identique. De la même façon, toutes les autres sociétés reflètent une combinaison unique d'identité, de culture politique et de résilience.

Thèmes communs dans les dimensions de l'ACFSP

Modernité et nationalisme forment le premier thème commun. Il y a deux aspects du monde moderne qui jouent des rôles clés dans toutes les dimensions. *La modernité* possède à la fois le matériel (comme l'industrialisation, le développement scientifique et technologique et la révolution informationnelle) et des aspects idéationnels (comme des idées différentes sur l'organisation politique et économique telles que démocratie, autocratie et socialisme). Le nationalisme a pris plusieurs formes dont les racines se trouvent dans un passé traditionnel ainsi que dans les arrangements nouveaux politiques et géographiques de l'ère moderne (ethnique, religieux, et politique État-nation)⁹.

Un autre thème commun est que *la culture est une entité et un processus subjectifs et émotionnels et donc intrinsèquement imprévisible*. Cela contraste avec la théorie du choix rationnel ou du rationalisme qui a été très prisée dans les sciences sociales parce qu'elle semblait fournir une façon de prévoir. Les limites quant aux prédictions de la théorie du choix rationnel comme base de la pensée et de l'action humaine peuvent être observées dans la vie quotidienne, de l'imprévisibilité de la performance de la bourse aux incertitudes des relations internationales¹⁰. Dans le monde de la politique et de la stratégie, c'est la prévision qui est le prix gagnant de l'analyse. Les êtres

humains, individuellement ou collectivement, ne pensent pas et n'agissent pas toujours de façon rationnelle. Le concept de rationalité lui-même est relatif et est soumis à des conceptions et définitions différentes basées sur la culture. Le mieux qui puisse se produire est de gagner un aperçu de ce qui est peut-être le plus probable. C'est précisément *parce que nous sommes des créatures d'émotions et de passions que la seule façon de comprendre de façon plus complète nos pensées et nos actions est par le biais de la compréhension culturelle qui peut fournir des aperçus prévisibles aux pensées et comportements apparemment irrationnels.*

La criticité de l'*histoire* est un autre thème commun. L'histoire fait l'homme et sa société et son expression contemporaine principale est la culture. Il n'y a pas de culture sans l'histoire. Mais l'histoire est un domaine sujet à interprétations, plus subjectif qu'objectif. Ainsi, chaque dimension de la structure doit être appréciée comme étant le produit de l'accumulation de l'expérience historique réelle et du révisionnisme apporté par la mémoire et l'interprétation de cette histoire. En ce faisant, on doit aussi considérer que la mémoire et l'interprétation de l'histoire sont souvent incomplètes, sélectives et déformées.

L'histoire sert donc deux fonctions importantes : en tant qu'agent et processus elle détermine des formes culturelles spécifiques tangibles et intangibles et en tant qu'instrument de culture, habituellement déformé ou adapté à dessein dans un but contemporain le plus souvent politique. Pour de nombreux états-nations, la déformation prend souvent la forme de l'invention ou de l'exagération d'un passé héroïque qui sert à légitimer le régime tout en inspirant et en aidant à mobiliser la population pour des projets nationaux. Les exemples sont nombreux dans le monde et dans l'histoire : l'Allemagne nazie d'Hitler, l'Union Soviétique de Staline, l'Irak de Saddam et la Corée du Nord de Kim Il Sung. Il n'existe probablement aucun endroit dans le monde où on ne trouve pas preuve de manipulation de l'histoire dans un but politique. Déformations, exagérations, omissions et même inventions délibérées deviennent ap-

parentes quand on creuse un petit peu dans l'historiographie d'une certaine société.

Identité

Un aspect de la culture qui semble avoir une grande importance au niveau politique et stratégique est constitué par ces facteurs culturels qui déterminent « l'identité ». L'identité est peut-être la dimension ACFSP la plus importante parce qu'en fin de compte elle détermine les valeurs et les intérêts qui forment la fondation de la politique et de la stratégie pour atteindre ou préserver ces intérêts. L'identité est un trait fondamental qui est essentiel à l'homme et aux sociétés. On peut dire qu'« identité » est un autre mot pour « culture¹¹ ». Elle définit l'existence, le but, le destin et parfois le sort. Elle fournit un sens d'estime de soi, de dignité et de communauté. L'homme existe à la fois en tant qu'individu et en tant que membre d'un groupe, d'un collectif et donc un examen de l'identité doit aussi reconnaître l'existence d'identités différentes, individuelles et collectives. Au niveau individuel, l'identité commence par une base de caractéristiques biologiques héritées sur laquelle est basée une superstructure d'éléments culturels ou acquis. La race, le sexe et la famille sont clairement les éléments d'identité hérités biologiquement les plus évidents et avec les conséquences les plus lourdes. Surimposées sur ceux-ci sont les caractéristiques héritées socialement comme ethnicité, religion, clan, classe et tribu. La frontière entre l'héritage biologique et social est parfois floue. En fin de compte, les héritages sociaux peuvent être changés, les héritages biologiques ne peuvent pas l'être.

Alors que l'identité individuelle est importante pour l'individu, elle n'a pas forcément une importance égale ou similaire au niveau collectif. L'identité collective consiste presque toujours de moins d'éléments que la somme des identités individuelles de ses membres parce que, par nécessité, l'identité collective est basée sur des caractéristiques qui sont partagées par tous les membres du collectif ou par la plupart d'entre eux. En terme de pouvoir politique et social cependant, l'identité

collective est presque toujours beaucoup plus que la somme des individus parce qu'elle a le potentiel de mobiliser le collectif et par conséquent le pouvoir politique. Par exemple, au niveau de l'état-nation, les leaders qui peuvent faire fusionner l'identité individuelle avec l'identité nationale peuvent inspirer le peuple de la nation à faire des sacrifices pour la survie et la gloire de la nation. La capacité de mobiliser une nation est essentielle en stratégie, dans la conduite de la politique intérieure et extérieure et elle est absolument essentielle pour l'entreprise de la guerre. Dans la mesure où la politique et la stratégie sont orientées vers une collectivité particulière plutôt que vers un individu, qu'il s'agisse d'une entité sous-nationale, nationale, régionale ou transnationale, c'est l'identité collective qui nous concerne principalement dans les questions de politique et de stratégie.

Comme avec l'identité individuelle, l'identité collective est composée de traits biologiques et sociaux hérités. Souvent, le biologique ou les traits du « sang » sont plus du domaine de la fiction et du mythe que réels. En fin de compte, c'est l'accord social collectif sur ce qui lie le collectif qui est le plus important. Même si tous les membres partageaient exactement les mêmes caractéristiques d'identité individuelle, biologique et sociale, ils ne pourraient former une identité collective que s'ils étaient d'accord sur la base de leur rassemblement.

L'identité collective existe aussi dans des formes extrêmement différentes, créant des couches complexes de chevauchements et de hiérarchies. En fait, c'est une rare société qui ne montre qu'une seule identité collective et nous devons donc considérer l'existence de la multiplicité des identités collectives. Ces identités fournissent aussi des indications sur les lignes de faille sociales et politiques contenant le potentiel de divisions futures. Alors que les identités collectives existent simultanément, elles peuvent normalement être définies hiérarchiquement. Certaines sont plus importantes que d'autres. Chaque individu ou collectif trie et priorise, souvent consciemment, mais parfois non. L'identité qui occupe le sommet de la hiérarchie fournit le potentiel le

plus grand pour une force politique puissante et significative, avec souvent des implications pour la paix et le conflit. Pour la plus grande partie de l'ère moderne (c'est à dire depuis la fin du XVIII^e siècle) le nationalisme politique de l'état-nation a été l'identité collective la plus importante et la plus puissante et une qui a des implications directes sur la paix et la guerre. Bien que supprimé par la confrontation entre capitalisme et communisme pendant la guerre froide, l'après-guerre froide a vu un renouveau du nationalisme. Mais la forme de nationalisme qui est devenue préminente dans cette période d'après-guerre froide a été plus du type ethnique et religieux que le nationalisme politique de l'état-nation. L'ère après le 11 septembre a ajouté à une situation de plus en plus complexe en soulignant la puissance de l'extrémisme religieux et ethnique.

Quand on considère plus spécifiquement les sources de l'identité collective, particulièrement celles qui résultent en pouvoir politique (et, donc, en pouvoir de mobiliser le collectif vers un objectif commun), nous ne pouvons pas éviter de considérer l'histoire. La culture est l'expression contemporaine principale de l'histoire. L'idée qu'il n'y a pas de culture sans histoire, que la culture est un produit historique, peut être étendue à la notion qu'il ne peut pas y avoir d'identité sans histoire. L'histoire est basée sur l'interprétation et soumise à une réinterprétation et une révision constantes. Mais quelle est la base de ces révisions et réinterprétations ? Nous considérons ici non pas l'histoire académique, mais la vision populaire de masse de l'histoire. C'est normalement une version simplifiée de l'histoire. Les nouvelles observations jouent un rôle, mais encore plus important est celui de la « mémoire » collective de cette histoire, une mémoire qui peut être réelle, mais est plus vraisemblablement sélective, subjective ou fabriquée. Que l'histoire ne puisse jamais être définitive pointe vers un aspect important de l'identité qui est dynamique et changeant. Elle n'a pas besoin d'être permanente.

Politiquement, l'identité collective la plus puissante dans l'ère moderne a été l'état-nation. La nation elle-même est un vieux concept

et dans le sens traditionnel, être membre d'une nation est déterminé par une identité commune basée sur un ou plusieurs facteurs physiques et culturels comme l'origine, la filiation, le lieu, la religion, la langue et une histoire partagée. Dans l'ère moderne, une nouvelle fondation puissante du statut de nation a été introduite avec le concept de l'état-nation combinant ferveur nationale avec organisation politique. Les formes modernes d'identité nationale peuvent donc servir de base à des actions collectives puissantes, particulièrement dans les domaines de la politique, du social, de l'économie, de la culture et de la stratégie. Les sources de l'identité nationale des états-nations modernes sont souvent basées sur un amalgame changeant de l'ancien et du traditionnel (filiation, lieu, religion) avec le nouveau (histoire récente). L'identité de l'état-nation est donc normalement créée artificiellement ou de façon délibérée plutôt que de dériver comme conséquence naturelle et spontanée de l'histoire d'une nation. Chaque nation glorifie ce qu'elle est et ce qu'elle représente, et a tendance à passer sous silence l'histoire qui ne convient pas à ce narratif. Cela devient encore plus évident dans le cas de nations dont les frontières ont été créées de façon arbitraire plutôt qu'à la suite d'une évolution historique. Les nations créées par les puissances coloniales, particulièrement au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie sont de bons exemples de ce phénomène. Il n'est donc pas rare que les leaders nationaux évoquent et utilisent l'histoire délibérément comme un instrument d'unité et de mobilisation. Quand elle est utilisée de cette façon, l'histoire est souvent déformée ou même falsifiée¹².

Le nationalisme n'est pas la seule base d'identité collective résultant en puissance politique. Les identités transnationales se sont aussi montrées capables de créer un pouvoir politique puissant. Certains cas, comme l'extrémisme (religieux, ethnique, politique) et l'activité criminelle peuvent être destructifs et menacer l'ordre.

D'autres ont le potentiel d'être constructives, comme les identités collectives qui, par exemple, défendent les droits de l'homme dans le monde entier, essaient de préserver et

de faire progresser le droit du travail dans le contexte d'une société globalisante, de promouvoir une société ouverte et tolérante avec échange libre d'idées et d'informations, de construire un consensus global sur le changement climatique comme problème global commun, d'encourager l'expression religieuse de fraternité universelle et de faire progresser les efforts internationaux de solution pacifique des conflits. Les identités collectives sous-nationales comme la tribu ou la secte ont aussi prouvé qu'elles possédaient une force politique de plus en plus puissante dans ces parties du monde où l'état-nation est faible et où l'état est vu comme éloigné des problèmes de l'individu ou du groupe.

Culture politique

Une célèbre citation d'Aristote déclare que « l'Homme est par nature un animal politique ». Qu'est-ce que cela signifie en termes de pensées, de décisions et d'actions ? Ce qui nous intéresse le plus est comment être politique se traduit par des résultats dans le monde réel. L'identité fournit une fondation à l'unité et à la mobilisation collective, mais la politique fournit l'instrument et les moyens de mobiliser le collectif amenant actions et résultats.

On peut définir la culture politique comme un jeu de valeurs, de croyances, de traditions, de perceptions, d'attentes, d'attitudes, de pratiques et d'institutions qu'une société particulière abrite sur la façon dont le système politique et les processus devraient opérer et quel type de vie gouvernementale et politique il faudrait essayer d'achever. La culture politique est dynamique et changeante parce qu'elle est un produit historique. Certains facteurs qui contribuent à la formation d'une culture politique particulière comprennent expérience historique, tradition stratégique (par exemple vulnérabilité relative ou sécurité), capacité économique et démographie.

Un facteur extrêmement important de la culture politique est l'attitude philosophique prise envers la signification du progrès et du développement. Si on accepte la notion que la modernité et la modernisation ont trouvé leurs origines et leur définition en Occident,

on doit aussi considérer les problèmes de préjugé occidental dans le scénario de modernisation. La question essentielle dans ce débat est s'il n'existe qu'une seule voie correcte vers la modernisation (« civilisation ») et son sous-entendu de progrès, ou une multiplicité de voies (comme une « voie de Confucius » qui pourrait expliquer les voies de développement réussies prises par les nations d'Extrême-Orient). C'est un problème important du fait de son effet profond sur le type de culture politique qui se développe.

Un facteur de plus en plus important dans la construction de la culture politique est la foi et la religion. C'est particulièrement vrai dans l'après-guerre froide et particulièrement dans des sociétés ayant des traditions politiques importantes non-laïques. Le rôle de la religion dans la culture politique n'est pas difficile à comprendre si nous reconnaissons le rôle de la religion dans la formation de l'identité. Une question clé dans la culture politique est combien ceux dont l'identité est basée surtout sur la religion ou l'ethnie, montreront aussi une allégeance à l'état-nation et/ou aux institutions transnationales.

La culture politique forme aussi deux instruments clés de support de son expression qui sont intéressants pour la politique et la stratégie : *système politique* et *culture stratégique*. Le *système politique* traite de la façon dont le pouvoir politique est organisé avec une emphase particulière sur l'identification et la compréhension de la base pour le pouvoir, sa distribution et sa hiérarchie. Les considérations de système politique comprennent l'examen du rôle de l'histoire, de la classe, de la religion, de la race, de l'ethnicité, du sexe, de la géographie (physique, sociale et culturelle), de la démographie et des lignes de faille qui déterminent les centres de pouvoir, les réseaux et les opérations. Le monde contient une gamme de systèmes politiques allant d'états défaits et de structures à pouvoir diffus aux systèmes centralisés comme l'autocratie. Entre ces deux extrêmes existent plusieurs niveaux de systèmes comme la démocratie. Dans chaque système existe une gamme d'acteurs et d'institutions ayant pouvoir et influence politique. Ces acteurs et institutions

ont normalement accès à des ressources tangibles et intangibles (comme ressources matérielles, financières, morales, influence). Dans tous les systèmes politiques il y a des règles du jeu sur la façon dont le pouvoir est obtenu, utilisé et transmis.

La culture stratégique est un concept relativement nouveau qui a débuté dans l'après-guerre froide. Elle a pris jour en réaction contre deux développements. Le premier était l'échec de l'approche scientifique sociale dans sa prédiction de la fin de la guerre froide et de la disparition de l'Union Soviétique et du communisme européen. Cela a amené à la recherche d'un ou plusieurs facteurs manquants qui auraient pu conduire à une analyse prédictive plus exacte¹³. Le deuxième développement fut la réalisation que chaque nation avait une perspective unique qui affectait la façon dont elle percevait, interprétait, analysait et réagissait aux événements et développements. Il a été réalisé qu'il n'existait pas de loi universelle unique pour guider le comportement des nations. Ces deux développements ont conduit à considérer la culture comme un facteur important dans le comportement collectif (y compris celui de l'état-nation) et donc dans la politique et la stratégie. De là, l'idée de la culture stratégique a émergé¹⁴. La culture stratégique peut donc être définie comme le concept qui considère la façon dont les facteurs culturels affectent le comportement stratégique. La culture stratégique à la fois permet et restreint les actions et réactions concernant les choix stratégiques, les priorités, la sécurité, la diplomatie et l'utilisation de la force.

Résilience

La résilience signifie la capacité ou l'aptitude d'une culture à résister, à s'adapter ou à succomber aux forces externes. C'est un test de la stabilité et de la cohérence de la culture et une mesure de l'endurance de son identité et de sa culture politique. Cela peut donc nous aider à comprendre soit le caractère permanent, soit le caractère changeant des valeurs et intérêts qui déterminent la stratégie et la politique d'une culture particulière.

La force externe la plus importante affectant les cultures dans le monde et testant la résilience culturelle est probablement la globalisation. Alors que la concentration spécifique de la globalisation est souvent sur l'économique ou l'informationnel, d'un point de vue historique, la globalisation devrait être considérée comme la phase actuelle de modernité qui englobe des dimensions matérielles et non matérielles. Il y a eu d'autres périodes de globalisation¹⁵, mais celle que nous vivons maintenant peut être tellement énorme que nous n'avons pas encore de base historique pour nous éclairer sur son impact potentiel.

Bien que la globalisation soit un terme associé le plus souvent avec l'économie et l'information, nous le considérons dans son sens le plus large pour comprendre les facteurs économiques, sociaux, technologiques, politiques, informationnels et idéationnels. Une notion fondamentale à considérer est l'interdépendance et une dynamique qui est plus involontaire que volontaire. On se rend peut-être compte que la globalisation est une force qui ne peut pas être contrôlée, mais que l'on ne peut que se concilier ou limiter.

Une composante importante de la globalisation est de comprendre le lien entre la globalisation et l'anti-occidentalisme et l'anti-américanisme. Nombreux sont ceux dans le monde qui considèrent la globalisation comme synonyme de l'américanisation ou de l'occidentalisation. Une grande partie du monde considère aussi l'Amérique comme la source principale de globalisation, particulièrement ces aspects de la globalisation qui sont perçus comme sapant la société et les valeurs traditionnelles.

Un autre test important de résilience est la façon dont la culture approche son intégration avec les institutions transnationales comme l'ONU ou l'OMC. Une culture peut prendre une position à courte vue concentrée

sur la préservation de ses propres intérêts au détriment du plus grand intérêt pour lequel l'institution a été créée. D'un autre côté, elle peut accepter de sacrifier ses intérêts pour le bien de la communauté plus grande. Les motivations et la viabilité des positions prises donnent une idée de la résilience de chaque culture.

Conclusion

Les principes théoriques traitant des dimensions culturelles dans la formulation, la mise en oeuvre et le résultat de la stratégie et de la politique semblent assez simples, mais les appliquer en fait à une nation ou à un groupe spécifique, sous-national ou transnational, demande une étude et une analyse intenses de l'histoire de cette collectivité. Il n'y aura pas une seule bonne réponse, mais si nous espérons formuler des stratégies et des politiques plus efficaces, nous devons faire en sorte qu'elles répondent mieux aux facteurs culturels. Le fait qu'il manque une analyse culturelle définitive demande une multiplicité d'efforts. Des approches différentes mettront l'accent sur des facteurs différents. Une analyse à orientation historique va vraisemblablement mettre l'accent sur des facteurs différents d'une approche de sciences politiques. D'autres facteurs seront pourtant soulignés par des approches anthropologiques, sociologiques, économiques, psychologiques ou militaires. Leur somme peut cependant fournir le type d'analyse complète pouvant nous rapprocher de la vérité même si nous ne pouvons jamais arriver à la vérité finale. C'est un problème difficile pour les leaders stratégiques qui traitent de stratégie et de politique. L'identité, la culture politique et la résilience fournissent un point de départ pour ce trajet analytique culturel. □

Notes

1. « Le virage culturel » décrit le développement dans les sciences humaines et sociales amené par les différents développements dans les disciplines. Les plus remarquables sont l'émergence des études culturelles et la domination de la sociologie de la culture au sein de la sociologie... Il est décrit un changement de concentration vers la signification et de la culture plutôt que de la politique ou de l'économie. Ce changement de concentration s'est produit au cours d'une longue période, mais en particulier depuis les années 1960 » Disponible à en.wikipedia.org/wiki/Cultural_turn.

2. The Army's Field Manual (FM) 3-24, *Counterinsurgency*, December 2006, and FM 3-0, *Operations*, February 2008 offrent des exemples de la façon dont les facteurs culturels sont maintenant prépondérants dans les combats aux niveaux tactique et opérationnel. Salmoni, Barak A. et Holmes-Eber, Paula (2008), « *Operational Culture for the Warfighter: Principles and Applications* », Quantico, VA: Marine Corps University Press, fournit une approche à cinq dimensions (environnement physique, économie, structure sociale, structure politique, système de croyances) à la question de culture et d'opérations militaires. Le cadre culturel pour les opérations est un excellent complément au cadre à trois dimensions de l'ACFSP pour la stratégie et la politique. Le livre est disponible à <http://www.tecom.usmc.mil/mcu/mcupress/opculture.htm>

3. Jager, Sheila Miyoshi, (2006-08) professeur invité d'Études de sécurité nationale à l'Institut d'études stratégiques de l'École de guerre de l'armée de Terre, a parlé du besoin d'évaluer la façon dont les trois niveaux différents d'opérations politico-militaires, stratégiques, opérationnelles et tactiques demandent d'autres types de connaissances culturelles. Jager, Sheila Miyoshi (novembre 2007), « *On the Uses of Cultural Knowledge* », Carlisle, PA: Strategic Studies Institute, U.S. Army War College. www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/FILES/PUB817.pdf. Bien que les niveaux de Jager (stratégique, opérationnel, tactique) sont différents des considérations de l'École de guerre de l'armée de Terre américaine des trois dimensions – politique/stratégie, opération, leadership/gestion – le point le plus important est que les deux structures sont d'accord sur la notion qu'il faut savoir différencier suivant la façon dont les facteurs culturels fonctionnent dans différentes situations ; que la culture ne peut pas et ne doit pas être réduite à une « taille unique pour tous ».

4. Deux autres caractéristiques qui définissent la condition humaine sont la biologie de l'homme et l'environnement physique.

5. La culture est définie dans l'avant-projet TRADOC « *Army Culture and Foreign Language Strategy* » comme l'ensemble de caractéristiques distinctes d'une société ou d'un groupe, y compris, entre autres, valeurs, croyances et normes qui lient les membres de cette société ou groupe et qui dirigent leurs actes et leur comportement. Des aspects ou caractéristiques additionnels de la culture sont : (1) La culture est partagée ; il n'y a pas de « culture d'un seul » ; (2) La culture a une forme, ce qui signifie que la population dans un groupe ou une société vit et pense de manières qui façonnent des formes définitives qui se répètent. (3) La culture peut changer, par l'interaction sociale entre personnes et

groupes ; (4) La culture est internalisée dans le sens qu'elle est habituelle, tenue pour acquise et perçue comme naturelle par les membres du groupe ou de la société ; (5) La culture est apprise ; (6) Les caractéristiques distinctes qui décrivent une culture particulière comprennent ses mythes et ses légendes. La culture est exprimée dans le monde réel par des symboles et des systèmes symboliques qui représentent, reflètent ou contiennent les significations inhérentes dans les caractéristiques culturelles, donc les valeurs, les croyances et les normes. Apprendre à identifier ces symboles et systèmes symboliques et « lire » les significations qu'ils reflètent, représentent ou contiennent, est donc une aptitude cruciale à la compréhension d'une certaine société et de la culture qu'elle contient.

6. Geertz, Clifford (1973), « *The Interpretation of Cultures* », New York: Basic Books, p. 5. Geertz est le fondateur de l'anthropologie interprétative, la version dominante de l'anthropologie culturelle qui approche la culture comme un système symbolique.

7. Weber, Max (1904) « *The Protestant Ethic and the Spirit of Capitalism* », New York: Scribner. Traduit par Talcott Parsons. La complémentarité du protestantisme et du capitalisme a été examinée en détail par Max Weber dans cet ouvrage célèbre.

8. L'ethnicité est une construction culturelle normalement basée sur la race, la religion, la langue et les traditions de façon de vivre. Il peut être possible de concevoir une ethnicité américaine distincte qui transcende les déterminants habituels en faisant place à une identité ethnique basée sur l'idée américaine.

9. On considère le plus souvent que l'ère moderne a commencé avec le Siècle des Lumières et l'industrialisation au XVIII^e siècle. Les Lumières ont créé un mode laïque rationnel où l'homme dominait le domaine idéationnel alors que l'industrialisation a créé un monde matériel où l'homme dominait le domaine physique. Divorcé de la fixation pré-moderne contraignante et restreignante sur le divin, l'ère moderne a promis de plus en plus un futur de possibilités illimitées.

10. L'exemple le plus éminent est le fait que l'effondrement de l'Union Soviétique n'avait pas été prévu. Deux critiques importantes de la théorie du choix rationnel proviennent de l'historien de la guerre froide, Gaddis, John Lewis et du politologue Shapiro, Ian. La critique de Gaddis des sciences sociales et de leur concentration sur la recherche d'une variable indépendante apparaît au Chapitre 3, « l'Interdépendance des variables », *Landscapes of History*, London, England: Oxford University Press, 2002. Shapiro a accusé les sciences sociales et les sciences humaines d'être plus concernées par les méthodes, au premier rang la théorie du choix rationnel, que par les vrais problèmes du monde réel dans son *The Flight from Reality in the Human Sciences*, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 2005.

11. L'étude de l'identité comprend ainsi l'exploration des mêmes paramètres mentionnés auparavant dans l'étude de la culture : formation, agence, processus, limites, variabilité, stabilité, cohérence et l'effet sur la pensée et la prise de décision.

12. Deux études importantes et impressionnantes ont eu un impact énorme sur la façon dont nous voyons la formation d'états-nations modernes, cohérents et stables. *The Invention of Tradition* par Hobsbawm, Eric et Ranger, Terence, Cambridge, England: Cambridge University Press, 1983, a fourni des études sensationnelles sur la façon dont les états-nations ont inventé des traditions pour fournir de la légitimité en liant l'état—nation à son long passé traditionnel et en consolidant son pouvoir par des symboles et des rituels inventés. *Imagined Communities*, de Anderson, Benedict, London, England: Verso, 1982 a examiné comment les messages imprimés ont joué un rôle clef en liant virtuellement toutes les parties de l'état-nation moderne. L'imprimerie bon marché et largement répandue, « capitalisme d'imprimerie » comme l'appelle Anderson est un phénomène moderne. Son ubiquité était un mécanisme et un instrument essentiel pour lier rapidement les citoyens d'un état-nation en les aidant à imaginer leur affiliation dans cette communauté nationale. Par exemple, le capitalisme d'imprimerie a aidé à répandre le type de traditions considéré par Hobsbawm et Ranger. Dans certains pays comme l'Indonésie qui n'avait jamais existé en tant que communauté cohérente unifiée avant sa formation récente, le concept de communauté nationale lui-même est une invention rendue possible à imaginer grâce au capitalisme d'imprimerie.

13. Gaddis, John Lewis peut-être le plus grand historien de la guerre froide a écrit : « les efforts des théoriciens de faire de la politique une science qui pourrait prévoir les futurs événements mondiaux ont produit des résultats extrêmement peu impressionnants : aucune des ... approches de théories... qui ont évoluées depuis 1945 n'a pu prévoir, même de très loin, la façon dont la guerre froide se terminerai... Si leurs prévisions ont échoué de façon aussi totale à prévoir un évènement aussi important que la fin de ce conflit,

ou est en droit de se poser des questions sur les théories sur lesquelles elles étaient basées ». Gaddis, John Lewis « International Relations Theory and the End of the Cold War » *International Security*, Vol. 17, No. 3, Winter 1992–93, p. 3. Cité par Pyle, Kenneth B. dans « Reading the New Era in Asia: The Use of History and Culture in the Making of Foreign Policy », *Asia Policy*, Vol. 3, Janvier 2007, p. 3.

14. Des travaux importants sur la culture stratégique comprennent : Katzenstein, Peter J., ed. (1996), « *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* », New York: Columbia University Press. Johnston, Alastair Ian, (1995), « Thinking about Strategic Culture », *International Security*, Vol. 19, No. 4, pp. 32-64. Rosen, Stephen Peter, (1995), « Military Effectiveness: Why Society Matters », *International Security*, Vol. 19, No. 4, pp. 5-31. Kier, Elizabeth (1995), « Culture and Military Doctrine: France between the Wars », *International Security*, Vol. 19, No. 4, pp. 65-93. Putnam, Robert D., (1993), « *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy* », Princeton, NJ: Princeton University Press. Goldstein, Judith et Keohane, Robert O., eds., « *Ideas and Foreign Policy: Beliefs, Institutions, and Political Change* », Ithaca, NY: Cornell University Press. Ellis, Richard J. et Thompson, Michael, eds. (1997), « *Culture Matters: Essays in Honor of Aaron Wildavsky* », Boulder, CO: Westview Press. Inglehart, Ronald (1997), « *Modernization and Postmodernization: Cultural, Economic, and Political Change in Forty-Three Societies* », Princeton, NJ: Princeton University Press. Lapid, Yosef (1996), « Culture's Shop: Returns and Departures in International Relations Theory », in Lapid, Yosef and Kratochwil, Friedrich, eds. (1996), « *The Return of Culture and Identity in IR Theory* », Boulder, CO: Lynne Rienner Publishers.

15. Par exemple, la globalisation basée sur l'expansion du commerce européen entre le XVIe et le XVIIIe siècle ou l'ouverture de la Route de la Soie au XIIIe siècle.

Une Symétrie de la Peur

Comment peut-on atteindre une même volonté pour tous les acteurs ?

RUMU SARKAR, PHD*

L'ère de la guerre froide a enfermé les États-Unis et l'ex-URSS dans un *statu quo* politique et militaire basé sur la sombre perspective d'une guerre nucléaire conduisant à une destruction mutuelle certaine. Les deux superpuissances n'étaient pas seulement polarisées en termes d'idéologie sous-jacente et de système de gouvernement (démocratie contre communisme), mais également en termes de moyens de production (libre économie de marché capitaliste contre socialisme dirigé par l'état).

De plus, les deux super puissances ont également insisté pour polariser le reste du monde. Conformément au proverbe africain qui dit que quand deux éléphants combattent, c'est l'herbe qui en souffre le plus, les politiques d'endiguement, de guerres par procuration et de création de zones d'influence ont pesé sur de nombreux pays extérieurs au conflit. Bien que les approches politiques et économiques des anciennes superpuissances aient été radicalement différentes, la symétrie structurale de ces deux acteurs, les deux États-nations les plus puissants à cette époque, constitue la « thèse ».

Les contradictions internes des régimes socialistes ont finalement conduit à leur effondrement, mais la parenthèse pacifique qui a suivi la chute du mur de Berlin en 1989 fut brisée le 11 septembre 2001. Nous nous trouvons actuellement dans la deuxième étape, celle de l'« antithèse » ou de l'« asymétrie » posée par le terrorisme global, agissant par le biais d'acteurs non étatiques comme Al-Qaeda et autres groupes terroristes apparentés. De fait, l'armée américaine reconnaît pleinement les « menaces asymétriques » posées par de tels groupes, et a créé *Asymmetric Warfare Group* au sein de l'armée de Terre américaine en 2005¹.

La guerre asymétrique n'est pas une nouvelle, mais bien une ancienne stratégie, où des tactiques non conventionnelles sont utilisées pour contrer la supériorité militaire conventionnelle écrasante d'un adversaire. La supériorité technologique et militaire décisive des États-Unis sur les forces militaires conventionnelles de n'importe quel ennemi concevable n'est pas contrée par une guerre conventionnelle, mais par des moyens non conventionnels qui peuvent inclure dans le contexte actuel des attaques terroristes, des armes de

*Rumu Sarkar, PhD en droit public international de Cambridge University, est actuellement conseillère juridique sénior à CALIBRE Systèmes. Elle a servi auparavant au conseil général de la *Base Closure and Realignment Commission* et de *Overseas Basing Commission* ainsi qu'au conseil général auxiliaire pour les affaires administratives à *Overseas Private Investment Corporation*, et comme membre du *Office of the General Counsel* à la US Agency for International Development. Elle était aussi associée à Lord, Day, and Lord et à Gaston, Snow, Beekman, and Bogue, à New York. Elle s'était spécialisée dans les litiges complexes. Rumu Sarkar était aussi professeure adjointe de droit au *Law Center* à Georgetown University où elle a enseigné un séminaire LL.M. : Le développement du droit international. Rumu Sarkar a publié *International Development Law* (Oxford University Press, 2009) et *Transnational Business Law* (Kluwer Law International, 2004), et plusieurs articles de revue de droit.

destruction massive, des guerillas, des attaques informatiques et une guerre de l'information. L'asymétrie de ces stratégies de guerre souligne le déséquilibre relatif au niveau de la taille, des approches tactiques et des objectifs des acteurs. De puissants états-nations (et non seulement les deux anciennes superpuissances) sont maintenant menacés par une nébuleuse de groupes terroristes qui n'ont pas de centre organisé, d'armées ou de structure formelle de gouvernance.

La prochaine étape, celle de la « synthèse », vers laquelle nous nous dirigeons, est celle de la « symétrie de la peur ». L'idée de la symétrie de la peur est basée sur un poème du romantique anglais William Blake « *The Tyger* », dont la première strophe :

Tigre, tigre, étincelant de feu

Dans les forêts de la nuit,

Quelle main et quel œil immortels

Surent créer ta symétrie de la peur ?²

Nous sommes non seulement terrorisés par les actes des terroristes (ce qui est une conséquence bien évidente, puisqu'il s'agit de leur objectif), mais nous sentons que de nombreux terroristes islamistes ont également peur (s'ils ne sont pas terrorisés) de la menace posée selon eux par les institutions et les idéaux occidentaux. En d'autres termes, les idées de suffrage universel et de gouvernement représentatif, de démocratie participative, de respect des droits des femmes et des minorités ethniques et religieuses, de pratiques économiques et d'institutions de libre marché posent véritablement un problème aux réseaux terroristes basés sur l'Islam fondamentaliste et à leurs agents.

La transformation de l'antithèse des menaces asymétriques posées par le terrorisme global en synthèse de symétrie de la peur est actuellement motivée par un changement fondamental. Il y a eu un changement palpable d'un simple niveau tactique, consistant de la part des terroristes globaux à poser des menaces asymétriques, à une dimension psychologique structurante, où les deux côtés se

font peur. La menace asymétrique du terrorisme global n'est plus confinée aux zones de conflit avec des engagements militaires spécifiques, mais affecte désormais les civils à chaque étape de leur vie.

De fait notre vie quotidienne a été transformée pour prendre en compte l'impact de la menace asymétrique du terrorisme global, comme le montrent les nouvelles réglementations du transport aérien, une sécurité renforcée dans presque chaque aspect de la vie de tous les jours et une nouvelle conscience effrayante de la présence d'un danger implicite. Bien plus, cette étape a déjà atteint un « état stable », où ni les cibles ni les effets du terrorisme global ne se dissipent. Ce thème sera exploré plus loin, accompagné d'une proposition de résolution de la symétrie de la peur.

Le terrorisme fondamentaliste basé sur l'Islam : un phénomène multiforme

Tout d'abord, il est important de faire une distinction très élémentaire entre les mouvements séparatistes (ou sécessionnistes) islamistes qui emploient des moyens terroristes et le mouvement terroriste global basé sur l'Islam fondamentaliste.

L'exemple le plus simple d'un mouvement séparatiste islamiste est bien sûr la Palestine. Elle est engagée dans un combat pour son autonomie, son autodétermination et l'établissement de son propre État depuis plusieurs décennies, même si nous ne traiterons pas des causes et des implications de ce conflit ici. Sachant que le Hamas avait été désigné par le département d'État américain comme une organisation terroriste étrangère³, ce mouvement a surpris les États-Unis et les autres décideurs en remportant les élections législatives générales de l'Autorité palestinienne en Janvier 2006. Le Hamas a défait le Fatah, le parti du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, engageant ainsi une lutte prolongée pour le pouvoir.

Bien que le Hamas utilise la tactique terroriste des attentats-suicides tout en lançant des roquettes de courte portée et des obus de

mortier pour atteindre ses objectifs politiques, cette organisation fournit aussi des services de base comme des équipements religieux, d'éducation, de sports et de santé à ses membres. Le fait que le Hamas réponde aux besoins élémentaires des Palestiniens et se targue d'une réputation d'honnêteté, opposée à la corruption dont sont régulièrement accusés les responsables du Fatah, peut expliquer, en partie, sa victoire politique. Par essence, le Hamas combine le nationalisme palestinien et le fondamentalisme islamique⁴.

Il y aurait d'autres exemples de mouvements séparatistes basés sur l'Islam à citer ici, mais plutôt que de développer ce point, il paraît plus utile de considérer la question de l'existence d'une relation historique (même ténue) entre les mouvements post-coloniaux qui ont établi de nouveaux états-nations et les exemples cités plus haut. Les forces révolutionnaires des anciennes colonies n'avaient généralement pas accès aux armes ou à une armée organisée, et avaient souvent recours à des moyens non conventionnels pour atteindre leurs objectifs révolutionnaires (le plus remarquable étant l'exemple de Mahatma Gandhi, qui renonça à la violence pour obtenir l'indépendance de l'Inde).

Bien que la Palestine n'émerge pas d'un passé colonial *en soi*, elle n'a pas réussi à établir son propre État. Le fait que ce mouvement, comme d'autres, soit maintenant ravivé par le terrorisme global défendu par Al-Qaeda représente une coupure brutale avec les pratiques passées utilisant les principes d'autodétermination du droit international pour créer un état internationalement reconnu. De fait, le conflit israélo-palestinien n'est plus un catalyseur du terrorisme global, mais passe dans l'ombre et est dépassé en importance par les mouvements terroristes djihadistes globaux, au regard des djihadistes eux-mêmes⁵.

L'échec de l'état

Un thème commun significatif sous-jacent qui unit les exemples de mouvements séparatistes islamistes discutés plus haut est l'échec de l'état en tant qu'institution de gouver-

nance créant une société ordonnée. Le deuxième échec, qui ne peut être ignoré, est l'incapacité à rendre les chefs d'état responsables devant leur propre peuple. Ainsi, on peut voir l'échec de l'état sous deux angles : du point de vue des gouvernants et du point de vue des gouvernés.

L'échec de l'état comme acteur économique est particulièrement pertinent dans ce contexte. Dans les décennies suivant l'indépendance de la plupart des pays en développement, l'état était le seul acteur institutionnel suffisamment important et suffisamment digne de confiance pour bénéficier de crédits et assumer une fonction d'entrepreneur. En d'autres termes, l'état était le seul acteur capable d'emprunter des fonds et de satisfaire les besoins humains de base, comme l'électricité, les transports et les télécommunications.

En réponse aux besoins urgents de leurs populations dans ces secteurs, de nombreux états créèrent des entreprises publiques qui empruntèrent du capital pour soutenir l'infrastructure financière ainsi que d'autres besoins de reconstruction nationale. Cependant, les entreprises publiques s'engagèrent généralement dans des pratiques d'emprunt inefficaces, qui chargèrent de nombreux pays en développement de hauts niveaux d'endettement, amenant ainsi à la crise de la dette, et laissant planer perpétuellement son spectre sur ces pays. Au fil des ans, l'effondrement des entreprises publiques, l'impossibilité de créer une croissance adéquate du secteur privé et des marchés privés de capitaux, la charge persistante de la dette et de nombreux autres facteurs complexes ont conduit à la stagnation économique, et dans certains cas, à l'instabilité politique.

La discussion précédente a opéré une distinction fondamentale entre deux types différents de terrorisme basés sur l'Islam fondamentaliste : les mouvements séparatistes et le terrorisme global d'Al-Qaeda et des réseaux et cellules apparentés. Le premier type de terrorisme est basé sur l'échec de l'état, comme nous l'avons exposé plus haut, tandis que le second est basé sur l'échec des idéologies.

La nouvelle émergence de l'« état de droit » à l'échelle globale vaut certainement

la peine qu'on s'y arrête. Dans le fracas des idées mourantes et périmées, un noyau idéal de pensée occidentale a survécu, à savoir la promotion par Adam Smith de l'appétit pour l'acquisition de la richesse matérielle au rang d'idéal économique classique. Ce principe, combiné à l'exigence formulée par John Locke que l'état protège la propriété privée et les libertés individuelles, a donné naissance à la théorie politique libérale. En d'autres termes, la poursuite par chacun de son bonheur personnel par l'acquisition de richesse matérielle, liée à la protection par l'état des libertés individuelles, a été élevée au rang d'idéal classique occidental. En effet, la force terrifiante de cette idée réside sans doute dans son universalité.

Tandis que les sociétés occidentales ont développé au fil des siècles des structures légales pour protéger la propriété privée – comme les contrats d'application, les hypothèques, les prêts sur titres et les procédures de faillite – en adoptant une charte des droits et en assurant le cours normal de la loi, la plupart des sociétés non occidentales n'ont pas développé d'institutions similaires. Ce qui a commencé à révolutionner notre monde à la fin du dernier millénaire ne fut pas l'adoption d'un idéal classique occidental par le monde non occidental, mais l'adoption de la méthodologie occidentale pour atteindre cet idéal, à travers la propriété privée, un gouvernement démocratique, et un état de droit. L'adoption de cette méthodologie occidentale est ce qui a nourri, pour la plus grande part, les efforts de réforme juridique dans les pays en développement pendant les 25 dernières années.

Si l'échec des idéologies à l'échelle mondiale au siècle dernier a conduit à la domination superficielle des institutions inspirées par l'Occident, l'échec des idéologies dans le monde arabe dans la poursuite de la modernité depuis la fin de la deuxième guerre mondiale a sans doute été encore plus douloureux, et n'a pas conduit au même résultat. Fareed Zacharia écrit : « Pour le monde arabe, la modernité n'a été qu'une suite d'échecs. Chaque chemin emprunté – socialisme, sécularisme, nationalisme – s'est révélé être une

impasse. [...] S'il y a une cause principale à la montée du fondamentalisme islamique, c'est l'échec complet des institutions politiques dans le monde arabe. » La modernisation est désormais perçue comme une occidentalisation, une mondialisation, ou pire, une américanisation, mais, comme le souligne Zacharia : « importer les infrastructures internes de la société moderne – un marché libre, des partis politiques, un gouvernement responsable et un état de droit – est difficile et dangereux⁶. » Pour revenir à un thème déjà abordé, l'incapacité à demander aux chefs d'état de prendre une approche plus informée et plus critique des questions de gouvernance et de croissance économique – une demande qui aurait pu être légitimement formulée par les gouvernés – fait également partie de l'échec de l'état.

La transformation profonde de la frustration, du sentiment d'humiliation et du désespoir du monde arabe en une idéologie de haine implique une alchimie complexe qui est au-delà du cadre de notre analyse. Superficiellement, il semble que les séparatistes islamistes ont répondu à la crise de l'état de façon séculière, en utilisant la violence comme un moyen d'accès au pouvoir politique. D'un autre côté, il apparaît qu'en réponse à l'échec de la modernité et de ses fondations idéologiques, Al-Qaeda a développé une « nouvelle idéologie de haine⁷ » plus profondément influencée par la religion. Cette idéologie autorise ses adhérents à la haine et à la poursuite obsessionnelle du terrorisme et de la déstabilisation des économies occidentales. Ses actions sont largement de nature symbolique et se nourrissent du désespoir, de la déresponsabilisation et de l'absence d'émancipation de jeunes Musulmans fanatisés. Plutôt que de demander des comptes aux leaders arabes, leur défiance s'est métamorphosée en une haine sans compromis des idéaux, des valeurs, des institutions, des symboles et des peuples occidentaux.

Cette nouvelle génération de terroristes n'éprouve aucun intérêt pour la tâche difficile de la reconstruction nationale. De fait, cette forme de terrorisme n'est pas basée sur l'échec de l'état – l'état a déjà implosé en Afghanistan, ou est dans un processus de dé-

clin et d'effondrement en Iraq, à moins que les troubles civils ne s'y apaisent. Ce type de terrorisme n'est pas seulement basé sur l'échec de l'idéologie occidentale soutenant la démocratie libérale, mais, ce qui est plus inquiétant, est aussi basé sur la montée d'une nouvelle idéologie de haine.

Un nouveau conflit idéologique

Les créateurs et les adhérents de la nouvelle idéologie de haine d'Al-Qaeda sont instruits, riches, privilégiés et ont réussi, d'après des critères occidentaux, puisque les nouvelles recrues sont des ingénieurs, des physiciens et d'autres riches professionnels ayant bénéficié d'une éducation occidentale. Cette idéologie n'est pas de nature à promouvoir la stabilité économique ou politique d'un état-nation pour créer des structures viables et étatiques de gouvernement et de production économique – tel n'est pas le but des terroristes globaux. De fait, on peut avancer que les terroristes globaux émergeant du contexte européen démontrent que le fait de vivre dans des économies politiques stables ne les empêche pas de s'engager dans des actes de terrorisme – bien au contraire, visiblement.

Au niveau plus profond, cette idéologie de haine méconnaît fondamentalement la nature acquisitive de l'homme. D'un point de vue extérieur, une grande part de cette haine féroce semble basée sur la jalousie et sur une profonde méfiance envers les succès économiques, la domination politique et l'hégémonie culturelle de l'Occident – plus spécifiquement de ses biens de luxe. La liberté de choisir et de prendre des risques pour défendre ces choix (tel qu'institutionnalisée par le génie du capitalisme) est la liberté ultime.

Choisir délibérément (et imposer aux autres) l'« absence de liberté » consistant à voir le peu de choix offerts dicté par des leaders religieux ou des chefs de guerre tribaux ne représente pas une véritable libération. En effet, loin d'enlever du pouvoir aux autres états-nations, le terrorisme global agit pour enlever du pouvoir à ses propres adhérents en cultivant le désespoir et le manque de

confiance dans l'avenir – ou simplement dans l'idée que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Bien que cette idéologie prétend être basée sur la foi, elle tourne en ridicule des valeurs basées sur la foi qui sont universelles par nature.

Si, d'un autre côté, les terroristes islamistes globaux n'ont pas fondamentalement mal interprété la nature de l'homme et sont prêts à tuer pour cette idéologie, et, de manière plus importante, s'ils sont prêts à mourir pour cet état d'absence de liberté, alors nous sommes tous perdus. Ils ont en effet créé une nouvelle espèce d'être humain qui est imperméable aux valeurs de la civilisation humaine, dont le respect pour le caractère sacré de la vie humaine n'est pas le moindre. De fait, l'endocrinement systématique d'un credo de violence et la répression sans compromis de la créativité humaine touchant toutes les sphères de la vie pourraient créer une terrible nouvelle sensibilité encourageant implicitement un mépris complet pour la vie humaine. Il n'y a réellement aucune réponse à quelqu'un qui désire mourir, alors que nous désirons clairement rester en vie.

En conclusion, donc, pour résoudre la symétrie de la peur, il sera nécessaire de créer un « nouveau soldat ». Ce soldat doit démontrer des qualités hautement subjectives telles que l'empathie et l'intuition, ainsi qu'une perception accrue de son environnement, lui permettant de se mouvoir sans peur dans des domaines culturels, linguistiques et émotionnels différents. Un tel soldat doit être à la fois intuitif et intelligent – c'est pourquoi des valeurs culturelles différentes devront être cultivées (à l'intérieur de l'armée et plus généralement des sociétés occidentales) afin de créer ce soldat d'un genre nouveau.

En dernière instance, cependant, malgré tous les efforts pour créer et déployer sur le terrain un nouveau soldat, la symétrie de la peur ne sera résolue que quand les terroristes globaux apprendront à aimer, non pas nous, mais eux-mêmes. Ce n'est que quand ils abandonneront leur nihilisme ravageur et auto-destructeur et le remplaceront par le sens du respect, de soi et des autres, que la symétrie de la peur prendra véritablement fin. Voilà le

défi complexe posé par la symétrie de la peur, et c'est notre espoir sincère que nous travaillerons tous ensemble pour faire revivre l'espoir et restaurer la confiance dans l'avenir. Les véritables leaders dans la symétrie de la peur sont ceux qui peuvent inspirer l'espoir, la foi, la confiance et finalement, l'amour. Ce n'est que lorsque nous serons capables de vivre en paix ensemble que la promesse d'un avenir meilleur nous sera rendue. A ce moment-là, nous pourrons dépasser la symétrie de la peur et accueillir la nouvelle ère de l'histoire qui commencera lorsque celle-ci prendra fin.

Cependant, la création puis la formation d'un corps de nouveaux soldats est une entreprise extraordinairement difficile, dans laquelle la plupart des responsables militaires refuseraient de s'engager. La discussion au-dessous examinera les raisons s'opposant à cette politique et expliquera pourquoi elle devrait malgré tout être poursuivie.

Les implications de la contre-insurrection

Le professeur Michael J. Mazarr met succinctement en perspective les objections à l'adoption d'une politique de défense américaine basée sur le développement des campagnes et des approches de contre-insurrection⁸. Il affirme que le tournant dans la politique de défense américaine après le 11 septembre consistant à organiser des interventions militaires contre des menaces asymétriques ainsi que des opérations de stabilisation et de *nation-building* fut malencontreux et pourrait se révéler finalement très dangereux. De fait, cet effort risque de déstabiliser la sécurité nationale des États-Unis plutôt que de la renforcer.

A mon avis, il souligne à juste titre que :

Bien qu'il soit toujours dangereux de généraliser, la plus grande part de l'instabilité décrite par les théories de la guerre asymétrique ou non traditionnelle provient avant tout de causes autres qu'une agression militaire.

Beaucoup de rebellions, d'insurrections et de guerres civiles sont les symptômes de facteurs politiques, économiques et psychosociaux qui mettent en danger la stabilité sociale et l'engagement des individus envers l'ordre public. Quand l'ordre s'est effondré, des leaders et des groupes apparaissent, déterminés à prendre le pouvoir et le combat devient une confrontation de candidats au pouvoir. Pourtant, le problème essentiel dans de nombreux états défailants et dans d'autres contextes donnant naissance à des guerres civiles, des insurrections et au radicalisme en général dans le monde musulman est celui d'une société ou d'un large groupe d'individus en proie à un mélange de stagnation économique, de ressentiment culturel, de rancunes historiques, de répression politique ou nationale et d'autres facteurs encore. Ces maux – des injustices aux yeux de leurs victimes – ne sont pas susceptibles de recevoir des solutions militaires⁹.

En d'autres termes, ces engagements militaires ne sont pas du tout des guerres mais de petits conflits internes, le plus souvent intra-étatiques et inter-ethniques.

La liste des conséquences négatives résultant de l'adoption d'une approche militaire de contre-insurrection inclut par exemple : le manque de fonds pour la recherche, le développement et l'acquisition d'équipements adaptés à la guerre, une préparation inappropriée ou inadéquate des forces militaires à la guerre conventionnelle, le manque de fonds pour les agences et les programmes civils mieux équipés pour faire face aux causes sous-jacentes de l'insurrection ainsi que le risque que les États-Unis perdent leur avantage stratégique incontestable dans le domaine de la guerre conventionnelle (particulièrement face aux ambitions potentiellement expansionnistes de la Russie et de la Chine¹⁰.)

De plus, en adoptant une stratégie de « petites guerres », les États-Unis, en particulier, se mettent en position de perdre. Les démocraties ont une capacité limitée d'absorption du coût des petites guerres à cause d'un attachement général aux principes démocratiques et d'une répugnance généralisée envers les comportements militaires brutaux souvent rencontrés dans de tels conflits.

Jeffrey Record souligne que les dictatures qui utilisent des tactiques violentes avec leur propre peuple et qui n'ont pas à rendre compte de leurs actions ont souvent une plus grande tolérance aux petites guerres que les démocraties¹¹. Ainsi, les opérations souvent de longue durée des guerres non conventionnelles ne sont en général pas gagnables par de grandes démocraties comme les États-Unis. On peut soutenir que cela a été historiquement le cas de la France et de l'Angleterre, comme en témoigne la nature asymétrique des combats pour l'indépendance qui ont eu lieu durant leurs périodes coloniales respectives.

Plus encore, la focalisation sur la victoire dans la phase coercitive de la guerre tend à donner l'impression aux stratégestes militaires, aux décideurs politiques et peut-être même au public que la guerre a été gagnée, et que le monde est maintenant un peu meilleur. C'est oublier le fait que :

La victoire militaire est un commencement et pas une fin... La victoire militaire recherchée pour elle-même n'encourage pas à penser à la deuxième phase des guerres visant un changement de régime, qui est de loin la plus difficile : établir un remplaçant viable pour le régime détruit. L'objet de la guerre, après tout, est d'obtenir une meilleure paix¹².

En effet, puisque beaucoup de petites guerres sont plus intra-étatiques qu'inter-étatiques, le changement de régime est souvent un facteur significatif de la conclusion de la phase coercitive de la guerre. Malgré tout, amener une transformation politique est souvent au-delà des capacités d'une force militaire. « Un conflit militaire a deux dimensions : gagner la guerre et gagner la paix¹³. » Les forces militaires sont faites pour la première phase, et le font généralement bien, mais ne sont pas faites pour la deuxième phase, et s'en sortent généralement assez mal. C'est précisément un des arguments-clé pour ne pas s'engager du tout dans une guerre non conventionnelle.

Finalement, et de façon plus importante, l'usage de l'armée dans les opérations de contre-insurrection et les engagements qui s'y rattachent substitue des opérations militaires

aux efforts diplomatiques et d'aide au développement. On peut soutenir qu'il s'agit d'une mauvaise interprétation stratégique de la maxime de Carl von Clausewitz selon laquelle : « La guerre n'est qu'un prolongement de la politique par d'autres moyens¹⁴ ». La guerre n'est pas censée remplacer la politique. Le professeur Mazarr écrit plus loin,

Il est ainsi dangereux de voir l'armée comme l'administration chef de file pour faire face à des défis asymétriques très larges et diffus comme l'islamisme radical, la construction nationale, les opérations de stabilisation et même la contre-insurrection. Parler d'un redéploiement de l'armée américaine vers les menaces asymétriques est une forme d'esquive, permettant aux responsables de la sécurité nationale américaine d'ignorer les changements spectaculaires affectant le caractère des conflits. Aussi intelligents, adaptables et courageux que soient les officiers et les militaires américains, hommes et femmes, les menaces asymétriques demandent des réponses asymétriques – des outils, des tactiques et des techniques à la fois politiques, économiques, culturels, informationnels et psychologiques, destinés à agir en synergie à long terme – et pas des forces militaires ré-entraînées dont le but réel est de combattre et de gagner des guerres, ce qui est une entreprise entièrement différente. Le piège stratégique est évident : munis d'un outillage militaire vaste, coûteux et de qualité, les décideurs vont l'utiliser encore et encore, comme ils l'ont fait par le passé, sans se confronter au défi plus difficile de déplacer les ressources vers des outils non militaires de gouvernement¹⁵.

En augmentant considérablement les budgets pour l'aide étrangère, la diplomatie publique, les programmes d'échange et les autres formes de puissance non militaires, les États-Unis peuvent faire beaucoup plus pour s'attaquer aux sources de l'instabilité, de la stagnation et des rancunes qui sous-tendent l'échec de l'état, les radicaux, les insurgés et les groupes terroristes en général dans un monde globalisé. Le pouvoir militaire n'est pas un moyen pour défaire de telles menaces¹⁶.

D'ailleurs, le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, est d'accord avec cette opinion :

Nous pouvons nous attendre à ce que la guerre asymétrique soit le pivot du champ de bataille contemporain pour quelque temps. Ces conflits sont fondamentalement politiques par nature, et ils requièrent l'application de tous les éléments de la puissance nationale. Le succès sera moins une question d'imposer sa volonté que de façonner les comportements – de ses amis, de ses adversaires, et plus encore, des gens au milieu. [...]

Mais ces nouvelles menaces exigent aussi que notre gouvernement dans son entier opère différemment – qu'il agisse avec unité, agilité et créativité. Et cela exigera beaucoup plus de ressources consacrées aux instruments non militaires de puissance des États-Unis.

[...] Il n'y a pas de substitut possible à la chose qui compte – l'engagement et l'expertise des civils¹⁷.

Bien qu'il semble y avoir un consensus assez large autour de l'idée qu'il faudrait consacrer plus de ressources aux approches, aux agents et aux politiques non militaires pour répondre aux menaces asymétriques, il n'y a pas trace jusqu'à présent de la volonté politique requise pour répondre à ce besoin. Pourtant, comme le souligne le général David Petraeus, « les vides de puissance génèrent des insurrections¹⁸. » Dans cette optique, les insurrections émergent typiquement des guerres civiles ou de l'effondrement des états. De façon générale, les insurrections et le terrorisme global dérivent pour une grande part de l'échec de l'état. En effet, l'échec du processus de développement est lié à la fois à l'incapacité des dirigeants à gouverner et à l'incapacité du peuple à être gouverné. Deuxièmement, du point de vue de la communauté internationale dans son ensemble, et particulièrement du point de vue des nations avancées activement engagées dans le processus général de développement, il y a eu un échec de l'art politique. En d'autres termes, il y a eu un échec systématique dans la poursuite d'un développement durable (pour une série de raisons complexes qui sortent du cadre de cette analyse). L'usage de ressources non militaires, sur un mode unilatéral (d'état à état) ou sur un mode multilatéral n'ont pas permis

d'obtenir des résultats concrets en matière de développement, malgré tous leurs efforts en ce sens.

Cela laisse à la communauté internationale le choix difficile d'ignorer les vides de pouvoir menant à des insurrections potentielles, à plus d'instabilité et à une corruption endémique, ou de prendre des mesures en réponse à de telles situations. Bien qu'il soit largement reconnu que les mesures destinées à contenir les forces conduisant à l'effondrement potentiel de l'état devrait être menées par des acteurs non militaires, il est clair que dans bien des cas cela ne s'est pas produit. La conclusion inévitable est que ni les transformations politiques ni le développement économique ne peuvent avoir lieu sans sécurité¹⁹.

Comme nous le savons, la nature a horreur du vide. Malgré (ou peut-être en réponse à) l'impossibilité de consacrer plus de ressources non militaires des États-Unis à l'effort d'assèchement et de prévention des menaces asymétriques, il y a eu un changement dans le paradigme militaire américain. Le département américain de la Défense a publié la directive 3000.05 en ce qui concerne le soutien militaire aux opérations de stabilisation, de sécurité, de transition et de reconstruction (SSSTR) le 28 novembre 2005, réédité sur le 16 septembre 2009. Cette directive établit fermement la politique de défense consistant à soutenir les opérations de stabilisation afin

d'établir la sécurité et le contrôle civils, restaurer les services essentiels, réparer et protéger l'infrastructure critique, et livrer l'assistance humanitaire jusqu'à la transition des responsabilités aux autres pouvoirs publics américains, aux gouvernements étrangers et forces de sécurité étrangères, ou aux organisations gouvernementales internationales. Dans de telles circonstances, le département fonctionnera au sein du gouvernement américain et, si nécessaire, au sein d'une structure internationale directrice des opérations civiles-militaires, et permettra le déploiement et l'utilisation des capacités civiles appropriées...

L'intégration des efforts civils-militaires est essentielle à la réussite d'opérations de stabilité. Le département doit...

Continuer à soutenir le développement, l'implémentation, et les opérations d'équipes civiles-militaires et les efforts liés à l'unité d'effort dans la reconstruction de l'infrastructure de base ; le développement de la structure de gouvernance locale ; encourageant la sécurité, la stabilité économique, et le développement ; et la construction de la capacité indigène pour telles tâches²⁰.»

Bien sûr, il y a eu de nombreuses interventions non militaires dans les zones de conflit ces soixante dernières années. Un commentateur note que « l'Afrique a bénéficié d'une aide équivalant à plusieurs plans Marshall depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, pourtant, elle demeure pour ainsi dire aussi pauvre aujourd'hui qu'en 1946²¹. » Cela provient en partie de la réticence des institutions d'aide bilatérales et multilatérales comme la Banque mondiale à intégrer les besoins de sécurité dans l'équation du développement²².

Le nouveau soldat

Bien qu'il ne soit pas certain que des interventions non militaires plus larges dans le processus de sécurisation, de stabilisation et de reconstruction soient à prévoir, il est clair que les forces militaires (unilatérales ou multilatérales) sont les premiers acteurs dans les situations de conflit et postérieures au conflit. C'est pourquoi je soutiendrais que le nouveau soldat, qu'il agisse dans des forces unilatérales ou multilatérales, est un agent nécessaire de stabilité et paradoxalement, de changement. Tant que le paradigme militaire américain SSTR aura cours, la création et la formation d'un nouveau soldat apparaît inévitable. Pourtant, le présent essai a en tête une vision beaucoup plus large, qui comprend non seulement les forces militaires américaines, mais aussi toutes les forces militaires qui font face à des menaces asymétriques, comme celles de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, des Pays-Bas, de l'Inde, du Maroc, de l'Indonésie, des Philippines et de bien d'autres pays.

En dernière instance, le corps du nouveau soldat devrait résider dans des forces armées multilatérales et des unités de maintien de la paix telles que celles des Nations Unies, de

l'OTAN, de l'Union Européenne, de l'Union Africaine et de l'Initiative des Opérations de Paix Globales (GPOI) du G8, un programme multilatéral qui créera une force de maintien de la paix de 75 000 soldats, majoritairement africains, en 2010. Le concept de nouveau soldat pourrait aussi être pertinent pour le programme africain d'assistance à l'entraînement aux opérations de contre-insurrection (ACOTA) et pour bien d'autres programmes militaires et paramilitaires.

A mes yeux, les forces multilatérales et régionales de maintien de la paix sont mieux équipées pour livrer les guerres du nouveau soldat car de telles forces sont basées sur des approches multilingues et multiculturelles. En effet, une étude de la RAND discutée dans l'essai principal souligne que les forces multilatérales de maintien de la paix ont ajouté de la crédibilité, des coûts de fonctionnement moins élevés, et un meilleur accès aux professionnels qui ont une expérience de gestion des crises occasionnées par les états défaillants²³. Ainsi, plutôt que de créer des conflits avec des armées nationales il est sans doute temps de considérer une nouvelle approche en investissant dans de nouvelles formes d'interventions militaires pouvant être menées par le nouveau soldat.

Si cette approche est adoptée, cela signifiera que les engagements, les missions et les règles d'engagement de ces interventions militaires nouvelle formule, aux objectifs plus larges, devront être négociés et acceptés par les participants. Les implications politiques sont assez importantes, et cela doit représenter un changement de paradigme non seulement pour l'armée américaine, mais aussi pour d'autres armées qui sont confrontées aux insurrections et au terrorisme global.

Les interventions qui devraient être confiées initialement au nouveau soldat sont de fournir aide humanitaire, sécurisation et stabilisation, ainsi que la résolution et la prévention des conflits. En dernière instance, le nouveau soldat devrait former la toile de fond permettant d'engager un dialogue diplomatique visant la fin des hostilités et le début du processus de paix et de réconciliation. Ainsi, les conditions sous-jacentes d'association de

forces militaires multilatérales comme l'OTAN, les Nations Unies et les organisations et unités apparentées pourraient devoir être changées ou reformulées pour prendre en compte le besoin d'un nouveau soldat. Cela pourra signifier une autorité plus grande, par exemple, pour que des forces militaires régionales interviennent internationalement là où c'est nécessaire. Par exemple l'Union Africaine pourrait se voir confier la tâche de mettre en place des forces de maintien de la paix aux Philippines.

Au-delà, lors de la création du nouveau soldat, les stratégies de recrutement pourraient aussi devoir être changées radicalement. Certains s'inquiètent que le déplacement de l'attention de la guerre de coercition vers des compétences plus « douces » impliquées dans la prévention des conflits et la réconciliation aussi bien que dans les exercices de *nation-building* pourrait entrer en conflit avec les structures militaires existantes et les démoraliser – après tout, les armées établies sont construites sur un ensemble différent de talents et d'attentes. C'est pourquoi il sera sans doute nécessaire de formuler un nouveau profil de carrière militaire pour attirer les offi-

ciers et le reste du personnel désireux d'acquiescer ce nouvel ensemble de compétences nécessaire au nouveau soldat. Comme le nouveau soldat a une mission différente, basée sur une perspective et un entraînement différents, sans doute faudra-t-il changer de façon significative le curriculum habituel des écoles militaires. Les officiers à la retraite pourraient souhaiter diriger l'effort pour partager leur expérience avec les autres, et aider à changer de paradigme militaire pour inclure une nouvelle façon de servir en créant un type de soldat différent. Comme le dit le secrétaire américain à la Défense Robert Gates, « De nouvelles institutions sont nécessaires pour le 21^e siècle, de nouvelles organisations avec un état d'esprit du 21^e siècle²⁴. »

Cela représente sans doute notre nouveau défi : créer un nouveau soldat, non pas en conflit avec le soldat d'aujourd'hui, mais comme un partenaire nouveau et fiable pour l'armée de demain. □

Notes

1. Voir le site internet de l'armée de Terre américaine, disponible à l'adresse suivante : www.awg.army.mil/ (dernière visite le 6 juin 2010).

2. Blake, William (1970), « *Songs of Innocence and of Experience: Shewing the Two Contrary States of the Human Soul, 1789-1794* », London: Oxford University Press, p 148. Traduction française inspirée de G. Thinès.

3. Voir la note du département d'État américain datée du 11 octobre 2005, naguère disponible à <http://www.state.gov/s/ct/rls/fs/37191.htm> (dernière visite le 25 juillet 2007).

4. Voir la note de fonds sur le Hamas du Conseil des Affaires étrangères, http://www.cfr.org/publication/8968/mise_à_jour_le_27_août_2009 (dernière visite le 6 juin 2010).

5. Paz, Reuven (18 août 2005), « *Between Ideology and Strategy, in What Does al-Qaeda Want ?* », Edition 31, Vol. 3, Middle East Roundtable, disponible sur <http://www.bitterlemons-international.org/previous.php?opt=1&id=98#397> (dernière visite le 6 juin 2010).

6 Zacharia, Fareed (15 octobre 2001), « The Politics of Rage: Why Do They Hate Us? », *Newsweek*, disponible sur

http://www.fareedzackaria.com/ARTICLES/newsweek/101501_why.html (consulté le 6 juin 2010).

7. El Fadl, Khaled Abou (décembre 2001/janvier 2002), « The Place of Tolerance in Islam: On Reading the Qur'an—and Misreading It », *Boston Review*. Disponible sur <http://bostonreview.net/BR26.6/elfadl.html> (consulté le 6 août 2010). L'auteur, un collègue réputé enseignant le droit musulman à UCLA, affirme que les prémices théologiques du terrorisme global sont dérivées du « puritanisme intolérant des courants Wahhabite et Salafiste ». Le Salafisme a été fondé au début du XX^e siècle et soutenait, selon l'auteur, que l'on devait répondre aux défis de la modernité par « un retour aux sources originales du Coran et de la Sunnah (la tradition du Prophète). » Bien que « le Wahhabisme définisse l'orthodoxie de façon très étroite, et ait été extrêmement intolérant de toute foi contredisant la leur », l'auteur affirme qu'il « ne porte pas la responsabilité primaire de l'existence de groupes terroristes dans l'Islam aujourd'hui. » Il souligne que « le Wahhabisme est principalement orienté vers l'intérieur – bien qu'il s'intéresse au pouvoir, il exerce son pouvoir essentiellement sur d'autres

Musulmans. [...] Les groupes militants puritains, au contraire, sont à la fois tournés vers l'intérieur et vers l'extérieur – ils essayent d'exercer un pouvoir sur les Musulmans comme sur les non Musulmans. [...] En tant que mouvements populistes, ils représentent une réaction à la dépossession dont ont souffert de nombreux Musulmans à l'époque moderne, livrés à des régimes violemment despotiques ou aux mains des puissances interventionnistes étrangères. Ces groupes comprennent des sentiments extrêmes de dépossession par des revendications de pouvoir extrêmes et vulgaires. Nourris par des credo idéologiques puritains et suprématistes, leurs actes symboliques de pouvoir deviennent intrinsèquement, fanatiques et violents. »

8. Mazarr, Michael (été 2008), « The Folly of 'Asymmetric War' », *Washington Quarterly* 31, no. 3, pp 33-53, disponible sur http://www.twq.com/08summer/docs/08summer_mazarr.pdf (consulté le 17 juin 2010.) Le professeur Mazarr enseigne la stratégie de sécurité nationale à U.S. National War College.

9. *id.*, p 35-36.

10. *id.*, p 39-41.

11. Record, Jeffrey (Hiver 2005-06), « Why the Strong Lose », *Parameters* 35), 16, pp 20-22 disponible sur http://www.army.mil/professionalwriting/volumes/volume4/january_2006/1_06_3_pf.html (consulté le 17 juin 2010).

12. *id.*, p 25.

13. *id.*, p 26.

14. Clausewitz, Carl von (1976), « *On War* », éd. & trad. Michael Howard & Peter Paret, Princeton University Press, pp 87, 89.

15. Mazarr, Michael, « *The Folly of 'Asymmetric War'* », p 38.

16. *id.*, p 50. Le professeur Mazarr ajoute que : « Les États-Unis devraient puissamment renforcer leurs efforts pour réduire l'instabilité, les conflits et le radicalisme dans les régions-clé du monde et promouvoir l'institutionnalisation et la bonne gouvernance dans les états d'importance critique. Ils devraient cependant le faire en s'appuyant sur un ensemble élargi et approfondi d'outils non militaires, et plutôt de façon préventive et collaborative que de manière interventionniste ex post. » *Id.*, p 35.

17. Gates, Robert (26 novembre 2007), « *Beyond Guns and Steel: Reviving the Nonmilitary Instruments of American Power* », Remarques formulées par le secrétaire à la Défense à Manhattan, Kansas, disponible sur www.defenselink.mil/speeches/speech.aspx?speechid=1199 (consulté le 6 juin 2010).

18. *Field Manual* (FM) 3-24 / Marine Corps Warfighting Publication (MCWP) 3-33.5), *Counterinsurgency*, décembre 2006, pp 1-4, www.fas.org/irp/doddir/army/fm3-24.pdf (consulté le 6 juin, 2010). Le général Petraeus souligne

que récemment, les idéologies basées sur des formes extrémistes d'identités ethniques ou religieuses ont remplacé les idéologies basées sur des idéaux révolutionnaires séculiers. Ces nouvelles formes données à de vieilles croyances très enracinées définissent les identités des combattants les plus dangereux dans ces nouvelles guerres internes. Ces conflits ressemblent aux guerres de religion en Europe avant et après la Réforme du 16^e siècle. Les hommes ont remplacé des identités nationales inopérantes par des sources traditionnelles d'unité et d'identité. Lorsque les États-Unis combattaient les insurrections pendant la guerre froide, ils se consacraient à renforcer la capacité à se défendre d'un état ami menacé et à encourager des réformes politiques et économiques pour couper l'insurrection de ses soutiens. Aujourd'hui, faisant face à une insurrection née de l'échec ou de l'effondrement d'un état, les combattants de contre-insurrection sont souvent face à une tâche beaucoup plus redoutable : aider des forces amies à rétablir un ordre et une légitimité politiques quand ces conditions n'existent plus. *Id.*

19. Dobbins, James et al, (2003), « *America's Role in Nation-Building: From Germany to Iraq* », Santa Monica, CA: RAND, p 69, disponible sur http://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1753/ (consulté le 7 juin 2010).

20. Department of Defense Instruction 3000.05 (septembre 16 2009), *Stability Operations*, pp 2, 3, disponible sur <http://www.dtic.mil/whs/directives/corres/pdf/300005p.pdf> (consulté le 7 juin 2010). Voir aussi FM 3-24/MCWP 3-33.5, *Counterinsurgency*, un manuel consacré à diriger une campagne de contre-insurrection, coécrit par le général David Petraeus, qui déclare clairement que « [la contre-insurrection] implique l'application de pouvoir national dans les politiques, militaires, économiques, sociales, les informations, et les champs d'infrastructure et les disciplines. Les dirigeants et les projeteurs politiques et militaires ne devraient jamais sous-estimer son échelle et sa complexité ; de plus, ils devraient reconnaître que les Armées ne peuvent pas arriver à [les opérations de contre-insurrection] seul » pp 1-1.

21. McFate, Sean (Jan.-Fév. 2008), « U.S. Africa Command: a New Strategic Paradigm? », *Military Review* 88, No. 1, p 15, disponible sur http://findarticles.com/p/articles/mi_m0PBZ/is_1_88/ai_n25410262 (consulté le 7 juin 2010).

22. *id.*

23. Dobbins et al, *America's Role in Nation-Building*, pp 25, 36, 37-38.

24. Gates, *Beyond Guns and Steel*.

Réforme du secteur de la sécurité et services de renseignement en Afrique subsaharienne

Saisir toute l'histoire

DUSTIN DEHÉZ*

Au cours de ces dernières années, le secteur de la sécurité a été identifié comme un élément essentiel de garantie d'une paix et d'une sécurité durables, en particulier dans les pays qui sortent d'une guerre civile ou d'un conflit interne sanglant. La Réforme du secteur de la sécurité (RSS) est donc un moyen d'assurer que ces pays ne participent pas à nouveau à des conflits et à des guerres et, dans cet esprit, fait aussi partie de la prévention des conflits. Idéalement, la RSS traite de deux problèmes posés par les services de sécurité et la direction du secteur de la sécurité. Transformer les forces armées pour défendre leur pays contre l'ennemi extérieur tout en essayant en même temps d'institutionnaliser une surveillance civile et/ou un contrôle parlementaire. Pour ce faire, elle vise à renforcer la surveillance et le contrôle exécutif de tous les services de sécurité de l'armée, du contrôle des frontières et des services de renseignement, tout en s'efforçant d'améliorer leurs capacités opérationnelles.

Le concept de la RSS doit son attrait à sa fonction double : non seulement la RSS a aidé à identifier le lien manquant entre la politique de sécurité et l'aide au développement et, dans ce sens, a conduit à se tourner vers la sécurité de la façon dont l'Occident com-

prend et appréhende le développement et la stabilité. En outre, la RSS a fourni un concept cohérent et les moyens de combler l'écart entre les deux domaines. Malgré ses premiers succès, cependant, la RSS est demeurée largement conceptuelle. La coordination et la séquence des mesures prises dans le cadre de la RSS demeurent des questions très débattues. Les gouvernements qui émergent de situations conflictuelles ont beaucoup de mal à comprendre la complexité et la sophistication du processus alors que les donateurs ont toujours besoin de développer une approche cohérente englobant tout le système. Bien que la RSS souligne l'importance des relations civil-militaire bien gérées, il semble qu'il y ait peu d'efforts pour gérer l'assistance dans ce domaine. Il est en outre surprenant de voir le peu de progrès accompli dans la compréhension de ces relations en général¹. L'impact des conflits sur les relations entre le civil et le militaire a été fortement négligé et le legs du socialisme, particulièrement dans le contexte africain, n'a pas reçu beaucoup d'attention scientifique non plus, au même titre que les difficultés spécifiques posées par l'incorporation des services de renseignements, des douanes et du contrôle des frontières. Il est évident qu'alors que la RSS est mise en œuvre

*Dustin Dehez est un historien et professeur invité au Centre d'études internationales de l'Université des Sciences économiques à Prague. Il est aussi membre des Jeunes experts en politique étrangère de la Fondation Konrad Adenauer (KAS) et un conférencier en Relations internationales. Ses articles ont été publiés dans *The Weekly Standard* et le *Journal of American Foreign Policy Interests* parmi d'autres. Cet article est basé sur une conférence donnée au symposium « Renseignement et démocratie en temps de conflit et en temps de paix » tenu à l'Université Bar Ilan à Ramat Gan, Israël, 18-20 octobre 2009.

par des spécialistes du développement, peu de recherches ont été faites pour soutenir leurs efforts. A l'heure actuelle, le fossé entre la pratique et la connaissance théorique s'élargit. Il faut noter que les livres les plus influents sur les relations civile-militaire et leur rôle dans les diverses formes d'état sont à l'heure actuelle ceux qui sont publiés par Samuel Huntington et Morris Janowitz². Les chercheurs devront se concentrer sur les relations civil-militaire non seulement pour guider les efforts de la RSS, mais aussi pour incorporer l'histoire de ces relations pendant les deux ou trois décennies précédentes dans notre compréhension des forces armées en Afrique, au Moyen-Orient et dans ces états qui étaient sous régime socialiste jusqu'à la fin de la guerre froide.

Quand, comme Andrea Wright l'indique, tout le monde fait de la RSS³, il est évident que tout le monde ne sait pas quoi faire exactement. Bien que la RSS soit certainement à la mode dans les milieux du développement, la connaissance indispensable des forces armées et des services de sécurité est répartie de façon très mince, particulièrement quand on tient compte de l'aversion des forces armées qui a caractérisé pendant longtemps la communauté du développement dans son ensemble. On est donc en droit de se demander si tous les donateurs ont vraiment un plan ou un cadre cohérent pour guider leurs efforts ? Est-ce qu'ils savent comment inclure tous les services nationaux de sécurité ? En particulier dans le dernier cas, il faut tenir compte des services de renseignement, mais, pour un certain nombre de raisons, ces services n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritent. Dans ce contexte, cet article se concentre sur ces derniers et leur rôle dans la RSS. Il vise à combler le fossé qui demeure du fait du manque d'efforts au niveau universitaire pour décrire le rôle des services de renseignements et du fait des efforts de la RSS qui ont fortement négligé le secteur du renseignement. Il souligne le rôle des services de renseignements dans l'architecture de la sécurité nationale et leurs relations avec les autres services de sécurité. Il en vient à décrire les problèmes principaux que la RSS doit traiter quand elle

visait une réforme cohérente du secteur de la sécurité, y compris des services de renseignement et en tire finalement certaines conclusions préliminaires. Ainsi, la concentration se portera sur les efforts de la RSS en Afrique subsaharienne et les problèmes particuliers laissés par le système colonial et le socialisme dans le contexte africain et l'impact spécifique du rôle des forces armées dans les états africains.

Définir la relation et identifier les problèmes

Il ne peut guère y avoir de doutes sur le fait que les services de sécurité et leur gouvernance sont des facteurs importants de l'état moderne. La sécurité est en fait au cœur de tout état. C'est d'elle que les états dérivent leur légitimité et leur mandat de gouverner. Dans une situation idéale, les services de sécurité fournissent la sécurité à la population et, avec cet objectif en vue, sont commandés et contrôlés par l'état et ses institutions. Dans les démocraties, ces contrôles garantissent que les forces armées ne minent pas l'état, puisque les institutions de contrôle sont le produit de la volonté du peuple. Cependant, les régimes autocratiques et non démocratiques doivent faire face aux dangers provenant de l'extérieur comme de l'intérieur du pays, des éléments supérieurs de leur propre élite et de la société elle-même⁴. C'est parce qu'ils sont préoccupés par leur propre survie que de nombreux autocrates mettent les services de sécurité au service de leurs propres intérêts au lieu de ceux de l'état. En particulier pendant la guerre froide, les services de sécurité nationaux en Afrique subsaharienne se préoccupaient de la sécurité du régime et pour cela recevaient souvent l'aide de leurs alliés de la guerre froide. En règle générale, dans les autocraties, la sécurité du régime s'est traduite directement en stabilité du régime⁵. Cela était cependant loin d'être l'équivalent de la stabilité et de la sécurité de l'état et de sa population. Au contraire, les moyens employés pour assurer la stabilité du régime sont souvent au détriment de la stabilité des struc-

tures étatiques. En conséquence, les efforts pour accroître la stabilité du régime n'ont souvent contribué qu'à faire progresser la souveraineté négative de ces états et ont aggravé leur condition de quasi-états, des états qui n'étaient états que de nom, grâce au fait qu'ils avaient été reconnus auparavant par la communauté internationale⁶.

En outre, une majorité d'états africains, à un moment ou à un autre, a essayé de développer un système socialiste, qu'il soit appelé socialisme scientifique ou socialisme africain. Entre le début de la période de décolonisation et les années 1980, pas moins de 35 états sur 53 se sont considérés comme socialistes à un moment ou à un autre⁷. Ces expériences ont laissé un legs problématique parce que les régimes socialistes tendaient à souligner la sécurité du régime encore plus que les autres autocraties, souvent en confiant au parti et non à l'état les affaires de sécurité nationale et l'armée. Dans les pays communistes, il ne peut pas y avoir de forces armées hors du contexte politique puisque durant l'ère pré-communiste les forces armées étaient considérées comme le soutien armé du capitalisme et de la bourgeoisie. Aux yeux des leaders communistes, il était donc absolument légitime de transformer les forces armées en un instrument du parti, un outil pour moderniser la société et faire avancer le socialisme. Le cas de l'Éthiopie illustre de façon vivante cette dynamique qui a entraîné la militarisation de la société et la politisation des forces armées, des services de renseignement et des autres services de sécurité⁸. Cette concentration sur la sécurité du régime s'est manifestée dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne par des processus de prise de décision qui ont été très peu entravés par une autorité civile ou tout autre système de contrôle. Cela s'est inévitablement terminé par une corruption rampante et une mauvaise gestion des forces de sécurité nationale. La corruption, une mauvaise planification ministérielle et le manque de surveillance ont laissé de nombreuses armées et bien des services de renseignements d'Afrique subsaharienne mal préparés pour les problèmes actuels : une augmentation dans le trafic des stupéfiants en Afrique Occi-

dentale et la menace causée par l'Islam radical dans la Corne de l'Afrique.

Ce legs a affaibli à la fois les armées et les services de renseignement. Les deux institutions partagent des caractéristiques importantes : elles sont créées pour protéger l'état, mais elles ont le potentiel de devenir la plus grande menace contre l'état. La RSS dans ces deux domaines identifie le besoin de renforcer les organismes de surveillance civils, tout en faisant face à la difficulté d'augmenter l'efficacité opérationnelle. Les deux doivent traiter des legs de la guerre froide. Tout comme de nombreuses forces militaires en Afrique subsaharienne, les services de renseignement des autocraties ont été, et sont souvent encore, dominés par le groupe ethnique qui a saisi le pouvoir dans le pays. Bien que les services de renseignement en Afrique subsaharienne aient à l'origine imité leurs contreparties coloniales, ils ont souvent été transformés après l'accession à l'indépendance. Dans les états africains anglophones, par exemple, la plupart des services de renseignement provenaient de la police, le plus souvent sous la forme de la *Special Branch*. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont subi des coups d'état répétés par les forces armées ou les gardes présidentielles, la forme et la fonction des services de renseignement ont été assez souvent fortement transformées⁹. A la suite de ces coups d'état, les régimes nouvellement établis ont rapidement orienté les services de renseignement vers leur propre sécurité et ont souvent mis les structures de commandement sous direction militaire¹⁰, créant une communauté du renseignement fortement militarisée et politisée dont le travail consistait uniquement à protéger le régime. Les nouveaux régimes et les nouvelles juntes ont très souvent créé des services de renseignement rivaux dans le seul but de maintenir la sécurité du régime. Ces services de sécurité n'ont été créés qu'après le coup d'état pour consolider le pouvoir du nouveau régime. La Gambie en est un exemple. Quand l'armée sous la conduite d'un jeune officier nommé Yahya Jammeh fit son coup d'état en 1994, son pouvoir initial était assez fragile. Le nouveau régime a rapidement mis en place le

Conseil de gouvernement provisoire des forces armées (AFPRC) qui devait gouverner la Gambie pendant les deux années suivantes, avant que Jammeh se présente aux élections en tant que civil¹¹. La sécurité du régime est cependant restée une question importante pendant ces années. En 1995 le nouveau régime a créé la *National Intelligence Agency* (NIA) qui a renforcé le contrôle du Conseil de gouvernement sur la société et a changé radicalement l'atmosphère politique du pays¹². Malgré la création d'un programme électoral civil en 1996, l'Alliance pour la réorientation patriotique et la construction (APRC), le pays est demeuré une dictature jusqu'à aujourd'hui et la tâche du NIA est d'abord et avant tout de maintenir la sécurité du régime. En fait, tout comme les autres parties de l'appareil de sécurité nationale, le NIA est chargé d'identifier les dissidents et les journalistes qui critiquent le régime. En outre, le NIA est soupçonné d'avoir joué un rôle dans la fabrication des coups d'état factices de 1996, 1997 et 2006 qui ont tous servi de prétexte au régime pour consolider son pouvoir et pour emprisonner ses opposants. La RSS dans le domaine des services de renseignement a donc besoin de transformer non seulement la pratique du renseignement, mais aussi de modifier fortement ses objectifs.

Il n'est pas surprenant qu'historiquement ces services aient été comparativement faibles, en particulier quand il s'agit de menaces externes. Pendant la guerre froide, cette faiblesse n'était aucunement compensée par de meilleurs renseignements en provenance des pays occidentaux ou de l'Union Soviétique et de ses alliés. Lors de la crise du Congo dans les années 1960, par exemple, les États-Unis se fièrent beaucoup aux renseignements belges parce qu'ils avaient longtemps négligé de développer leur propre capacité de renseignements en Afrique subsaharienne. Jusqu'aux années 1960, les États-Unis pensaient que les anciennes puissances coloniales prendraient l'initiative dans la coopération avec les états africains nouvellement indépendants et empêcheraient la pénétration de l'Union Soviétique en Afrique subsaharienne. Quand les États-Unis finirent par établir leurs services, ils avaient du

mal à capturer la totalité des situations¹³. Avec la fin de la guerre froide, les capacités de renseignement en Afrique subsaharienne ont été encore fortement diminuées et les capacités de renseignement des pays occidentaux sont en train d'être rebâties lentement. On peut donc penser qu'en l'absence de bons renseignements sur l'Afrique et en l'absence d'une association solide avec les services africains, l'Occident risque de ne pas être en mesure de renforcer les capacités opérationnelles des services de renseignement africains. Mais les services de renseignement sont très différents de ceux des forces armées. Les services de renseignement sont par nature des services actifs, et plus actifs que leurs homologues des forces armées en temps de paix. Du à la nature du renseignement, les agents doivent garder une certaine distance des politiciens et des décideurs politiques pour plusieurs raisons. D'un côté, leur travail doit être effectué en partie dans des circonstances secrètes qui demandent un certain isolement et, de l'autre côté, les décideurs politiques ne sont pas soumis au même examen détaillé que le sont les agents du service de renseignement. Des relations trop étroites risquent donc de compromettre la nature confidentielle du travail de renseignement. Cette distance est cependant un problème pour la surveillance civile et rend les efforts de la RSS particulièrement difficiles. Idéalement, les services de renseignement sont soumis à la direction d'une forme d'autorité exécutive qui rend des comptes à son tour aux corps législatifs indépendants de l'état. Dans une démocratie c'est le plus souvent un comité de surveillance parlementaire. Dans ce cas, les services de renseignement doivent faire des rapports réguliers sur leurs activités et le comité de surveillance doit avoir le pouvoir de demander toutes les informations qu'il juge nécessaires pour la mise en œuvre de sa fonction de surveillance, y compris le droit de délivrer des commissions rogatoires. Cependant, même dans des démocraties bien établies, cela n'est jamais certain et, même dans ce cas, les services de sécurité peuvent influencer la politique gouvernementale. La question, telle que posée par Nicole Ball dans les années 1980, est quel est le niveau *normal* d'influence ? Souvent

les problèmes avec la surveillance et la mise en œuvre du contrôle civil ne peuvent être détectés qu'indirectement. En Afrique subsaharienne, ce qui est le plus apparent peut s'avérer être l'étendue du contrôle sur le financement des services de renseignement et leur obligation de rendre des comptes au public. Les services de renseignement opèrent secrètement ce qui rend la surveillance civile plus difficile à mettre en œuvre que dans d'autres domaines du secteur de la sécurité. Deux problèmes se posent à la réforme du secteur de la sécurité : d'un côté, la nécessité d'un service de renseignement efficace et particulièrement pertinent dans des pays qui ont des ressources financières limitées, comme c'est souvent le cas dans des pays où la RSS est en cours, et donc demande l'utilisation de mesures secrètes, mais, de l'autre côté, cela rend une surveillance civile efficace encore plus importante.

Enfin, il est maintenant accepté que les services de renseignement dans leurs missions de contre-terrorisme ont besoin d'agir simultanément d'une façon non territoriale, désagrégationnée et cohérente. En même temps, le nombre des services de sécurité institutionnels a augmenté à presque tous les niveaux, qu'ils soient d'un caractère national, fédéral ou régional. Le nombre croissant de services et le besoin de coopérer et à certains moments d'aller au-delà des bornes de la culture opérationnelle constituent donc un challenge particulièrement difficile pour ces services. Mais même s'ils gèrent ces relations de façon assez efficace, les organismes de surveillance démocratiques doivent contrôler des activités qui deviennent de plus en plus complexes et sophistiquées. Le nombre de services et les relations entre services demandent un organisme de surveillance efficace. Les organismes de surveillance ne peuvent pas se développer aussi rapidement que les services de renseignements. Ils ne peuvent pas non plus surveiller tous les liens et toutes les communications entre services, à l'intérieur du pays ou entre services étrangers. Comme les organismes de surveillance sont normalement des comités parlementaires, ils ne peuvent pas augmenter le nombre de participants. En outre, un secteur de la sécurité et du rensei-

gnement en expansion peut demander des parlementaires expérimentés dans les comités de surveillance. Dans les démocraties, il y a toujours de nouveaux venus dans les comités et en Afrique subsaharienne où de nombreuses démocraties n'ont été établies que récemment à la suite soit de la guerre froide soit des guerres civiles, les parlementaires expérimentés, désireux et capables d'effectuer une surveillance complète ne sont pas nombreux. En outre, il y a une question institutionnelle : certains services ont été surveillés de près, peut-être à la suite d'un besoin ressenti au Parlement ou d'un scandale quelconque. Des services différents et nouvellement établis peuvent ne pas être surveillés aussi strictement tout en ayant peut-être les mêmes activités, simplement parce qu'ils sont plus récents et que les politiciens n'ont pas encore éprouvé le besoin d'établir le même type de surveillance.

Conclusions

Les services de renseignement sont peut-être l'instrument de sécurité de l'état le moins étudié en Afrique subsaharienne. Le but ultime de la RSS dans le domaine des services de renseignement est de séparer les services de renseignement de l'abus politique tout en renforçant le contrôle de l'exécutif et du législatif. La difficulté consiste donc en fait à dépasser les relations civil-renseignements telles qu'elles existaient, c'est à dire se concentrant sur la sécurité du régime, et les remplacer par des relations civil-renseignement caractérisées par des liens plus étroits entre les comités de surveillance et la direction des services.

Assurer en même temps que les services se concentrent sur la sécurité de l'état plutôt que sur la sécurité du régime. Augmenter les capacités opérationnelles et mettre plus d'analystes sur le terrain est la recommandation typique pour tout service de renseignement¹⁵. Dans le cas de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, cependant, donner des ressources supplémentaires au service de renseignement ne sera pas possible dans un futur proche, en particulier quand les états récipiendaires ad-

ministrent le processus d'aide. En conséquence, une législation claire et spécifique détaillant les mandats et les champs d'opération est aussi importante que l'adhésion aux principes généraux du contrôle civil. En outre, il est important d'indiquer que malgré des ressources limitées, les services de sécurité ne doivent être financés que par l'état et ne doivent avoir accès à aucune autre source de financement. Les parlements doivent étendre leur contrôle de la surveillance des forces à l'allocation des fonds, à la fourniture des armes et à la définition des règles d'engagement des services de renseignement, une tâche qui est certainement difficile alors qu'il est juste aussi difficile pour les puissances extérieures d'offrir de l'aide pour établir la surveillance des services de renseignement.

Améliorer les capacités est important dans le contexte de l'Afrique subsaharienne et s'avère aussi une question de sécurité nationale pour l'Occident. Depuis que les islamistes radicaux ont commencé à défier l'état dans le Nord du Nigeria, au Kenya, en Tanzanie et en Somalie, les services partenaires ont besoin de capacités en renseignements et en contre-espionnage préemptifs. Des situations comme le Pakistan où le *Inter-Service Intelligence (ISI)* a noué des liens avec les Talibans et s'avère maintenant réticent à les couper entièrement et à les combattre, bien qu'il commence maintenant à poser clairement un danger à l'état, doivent être évitées par tous les moyens possibles. De fortes capacités des services partenaires au Nigeria et en Afrique Orientale sont donc dans l'intérêt de l'Occident¹⁶. Comme le cas de la Gambie l'illustre, certains services ont même été établis avec comme but unique d'améliorer la sécurité du régime. Reformuler leurs structures et leurs capacités constituera une tâche particulièrement difficile. Ici, la

RSS a besoin de changer la façon dont les dangers sont anticipés.

Il faudra aussi effectuer des recherches plus approfondies sur les différences de structure, de style et de méthode entre les services de renseignement occidentaux et ceux de l'Afrique subsaharienne. Presque tous les pays en voie de développement ont en cours une certaine réforme du secteur de la sécurité et de leurs services de renseignement. Au cours de ces dernières années, ces efforts étaient simplement infirmés par les désidératas du donneur. Dans ce contexte, la sériation est d'abord et avant tout une question de priorité : où reprendre l'effort local de réforme. Ajouter à tout cela ce que les donateurs spécifient quant à leurs approches en ce qui concerne la RSS et la négligence de la RSS dans les pays récipiendaires ce qui conduit souvent à des programmes contradictoires. En outre, puisque les programmes de la RSS sont relativement nouveaux et sont dans la plupart des cas toujours en période initiale de mise en œuvre, le retrait des donateurs ajoute un problème relativement récent qui accroît l'importance de la question de durabilité. En général, les renseignements ont été négligés dans les efforts de réforme. On n'a pas donné assez d'importance à la formation de parlementaires et la connaissance des services de renseignement en Afrique subsaharienne est trop peu répandue. Alors que la réforme du secteur de la sécurité en Afrique subsaharienne devient une priorité de la politique de l'Ouest et de son assistance au développement, il faut faire plus de recherches sur la façon dont la surveillance doit être mise en œuvre et sur ce qui caractérise les services de renseignement africains. □

Notes

1. La réforme du secteur de la sécurité a été présentée comme un concept pour la stabilisation post-conflit dans le Livre blanc RU sur le Développement International de novembre 1997 par le gouvernement travailliste. Deane-Peter Baker (2007), « Agency Theory: A New Model of Civil-Military Relations for Africa? » *African Journal of Conflict Reso-*

lution 7, no. 1, pp. 113-136, p. 115. www.accord.org.za/downloads/ajcr/ajcr_2007_1.pdf?phpMyAdmin=ceeda2df65e6d3e35a63d69e93228f1

2. Huntington, Samuel P. (1957), « *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations* », Cambridge, MA: Belknap Press of Harvard University

Press); et Janowitz, Morris (1977), « *Military Institutions and Coercion in the Developing Nations* », Chicago: University of Chicago Press.

3. Wright, Andrea (septembre 2007), « *Security Intelligence—Everybody's Doing It: New Challenges for Democratic Control* », présenté à European Consortium for Political Research Conference, Pisa, Italy. www.essex.ac.uk/ecpr/events/generalconference/pisa/papers/PP379.pdf

4. Gandhi, Jennifer et Przeworski, Adam (1 novembre 2007), « Authoritarian Institutions and the Survival of Autocrats », *Comparative Political Studies* 40, no. 11, pp 1279–1301, <http://cps.sagepub.com/cgi/reprint/40/11/1279.pdf>.

5. Schneckener, Ulrich (2009), « States at Risk: Zur Analyse fragiler Staatlichkeit » in *Fragile Staatlichkeit: "States at Risk" zwischen Stabilität und Scheitern*, ed. Ulrich Schneckener (Baden-Baden, Germany: Nomos), p 21, et sur le caractère idéologique des forces de sécurité pendant la guerre froide voir Markakis, John et Waller, Michael (1986), « The Hammer, the Sickle and the Gun » in *Military Marxist Regimes in Africa*, ed. John Markakis et Michael Waller, London: Frank Cass, pp 1–13.

6. Jackson, Robert H. (1990), « *Quasi-States: Sovereignty, International Relations, and the Third World* », Cambridge: Cambridge University Press, pp 21–29 ; et Wesley, Michael (juillet 2008), « The State of the Art on the Art of State Building » *Global Governance* 14, no. 3, pp 370, <http://media.web.britannica.com/ebco/pdf/33/33968783.pdf>.

7. Pitcher, M. Anne et Askew, Kelly M. (2006), « African Socialisms and Postsocialisms », *Africa* 76, no. 1, pp 1–14, http://muse.jhu.edu/journals/africa_the_journal_of_the_international_african_institute/v076/76.1pitcher01.pdf.

8. Zewed, Bahru (1998), « The Military and Militarism in Africa: The Case of Ethiopia » in *The Military and Militarism in Africa*, ed. Hutchful, Eboe et Bathily, Abdoulaye, Dakar, Senegal: Codesria, pp 258–63.

9. Des recherches extensives sont disponibles sur les coups d'état en Afrique : Belkin, Aaron et Schofer, Evan (2003), « Toward a Structural Understanding of Coup

Risk », *Journal of Conflict Resolution* 47, no. 5, pp 594–620, <http://jcr.sagepub.com/cgi/reprint/47/5/594.pdf> ;

McGowan, Patrick J. (2005), « Coups and Conflict in West Africa, 1955–2004: Part I: Theoretical Perspectives », *Armed Forces and Society* 32, no. 1, pp5–23, <http://spaf.sagepub.com/cgi/reprint/32/1/5.pdf> ; et McGowan, Patrick J. (2003), « African Military Coups d'état, 1956–2001: Frequency, Trends and Distribution », *Journal of Modern African Studies* 41, no. 3, pp 339–70.

10. Hutton, Lauren (juin 2009), « Intelligence and Accountability in Africa », *ISS Policy Brief* 2, no. 6, pp 1, <http://www.iss.co.za/uploads/Jul09intelligenceaccount.pdf>.

11. Saine, Abdoulaye (avril 2008), « The Gambia's 'Elected Autocrat Poverty, Peripherality, and Political Instability,' 1994–2006 », *Armed Forces and Society* 34, no. 3, pp 450–73, <http://afs.sagepub.com/cgi/reprint/34/3/450.pdf>.

12. Bellagamba, Alice (2008), « On the Virtue of Margins: A Story of Conflict between Government and Muslim Leadership in Post-1994 Gambia » in *Beside the State: Emergent Powers in Contemporary Africa*, ed. Bellagamba, Alice et Klute, Georg, Köln, Germany: Köppe, pp 105–20.

13. Cogan, Charles C. et May, Ernest R. (2006), « The Congo, 1960–1963: Weighing Worst Choices », in *Dealing with Dictators: Dilemmas of U.S. Diplomacy and Intelligence Analysis, 1945–1990*, ed. May, Ernest R. et Zelikow, Philip D., Cambridge, MA: MIT Press, pp 56–60.

14. Ball, Nicole (1982), « Third World Militaries and Politics: An Introductory Essay », *Cooperation and Conflict* 17, no. 1, pp 41–60.

15. Rosenbach, Eric (2008), « The Incisive Fight: Recommendations for Improving Counterterrorism Intelligence », *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 618, no. 7, pp 133–47, <http://ann.sagepub.com/cgi/reprint/618/1/133.pdf>.

16. Omand, David (2009), « The Limits of Avowal: Secret Intelligence in an Age of Public Scrutiny » in *National Intelligence Systems: Current Research and Future Prospects*, ed. Treverton, Gregory F. et Agrell, Wilhelm, Cambridge: Cambridge University Press, pp 235–64.

En marche vers la démocratie au Maroc ?

JOHN HURSH*

« *Les Arabes, d'après des études internationales, ont la plus grande soif de démocratie et apprécient le plus la démocratie de tous les peuples du monde.* »

—Rima Khalaf, *Assistant secrétaire général des Nations Unies*
Directeur du Bureau régional pour les États arabes de l'ONU.

« *Les régimes [arabes] se sont trop opposés aux changements politiques et les mouvements [arabes] pour la démocratie sont trop faibles pour les forcer.* »

—Asef Bayat, *Rendre l'Islam démocratique*

La position géographique favorable du Maroc définit en grande partie son importance historique dans les affaires du monde¹. Bordant l'Océan Atlantique et la Mer Méditerranée, le Maroc est depuis longtemps un site important pour le commerce et les échanges. Historiquement, les commentateurs ont considéré le Maroc comme le lien entre l'Afrique et l'Europe, l'Islam et la Chrétienté. Alors que cette dichotomie simpliste n'est plus exacte et ne le fut probablement jamais, le Maroc demeure un lieu de grande complexité culturelle, sociale et religieuse. La complexité de la société marocaine soulève des questions importantes sur son identité future. Le professeur Bradford Dillman demande :

Alors que le Maroc redéfinit sa place dans le monde dans le nouveau millénaire, est-ce qu'il tendra plus vers l'Europe, affaiblissant ses racines dans le monde arabe et se dissociant des problèmes de l'Afrique Subsaharienne ? La globalisation tirera le pays vers ses voisins libéraux et industrialisés de l'autre côté du détroit de

Gibraltar. Et pourtant, ce royaume, au croisement de nombreuses civilisations, continuera de se diriger dans de nombreuses directions en même temps. Son identité future dépendra de la façon dont les politiciens et les citoyens répondent aux pressions globales pour la démocratie, les réformes économiques et le développement des ressources humaines².

Comme le suggère le professeur Dillman, le Maroc demeure au croisement des politiques, traditions et pensées européennes, arabes et africaines. L'identité marocaine demeure fortement islamique avec une population de presque 100 pour cent musulmane³. Pourtant, la colonisation européenne et une culture nord-africaine distincte exercent une influence sociale et culturelle forte et diverse sur l'identité islamique marocaine. L'influence des Berbères demeure particulièrement forte car ils forment environ 35 pour cent de la population marocaine⁴. En outre, l'influence linguistique et culturelle des Berbères sur la société marocaine, en particulier dans la musique et la danse, est bien connue⁵.

*L'auteur est candidat au *Juris Doctor* (JD) à Indiana University, Bloomington School of Law et au *Master of Public Administration* (MPA) à Indiana University School of Public and Environmental Affairs.

Le Maroc demeure un lien culturel important entre l'Afrique et l'Europe. Il sert aussi de lien politique et économique important entre les deux continents. En plus de son rôle au carrefour entre l'Afrique et l'Europe, le Maroc a la réputation d'un État Islamique modéré. Peut-être de ce fait, le Maroc a des liens étroits avec les États-Unis en tant qu'allié politique et partenaire commercial. Politiquement, le Maroc fut le premier État arabe et musulman à condamner l'attaque du 11 septembre 2001 contre les États-Unis⁶. En tant que partenaires commerciaux, le Maroc et les États-Unis ont échangé environ 860 millions de dollars de biens et services en 2003, avant la signature d'un Accord de Libre-échange le 15 juin 2004 entre le Maroc et les États-Unis⁷. Dans un communiqué de presse sur cet accord, le député américain Bill Thomas a déclaré, « le Maroc est un allié important des États-Unis, cet accord améliorera la composante économique de ces relations et soutiendra les réformes économiques du Maroc⁸. »

Cet article va évaluer la probabilité qu'a le Maroc de passer d'une monarchie à un état démocratique. La première partie discute les récentes réformes libérales et la menace du terrorisme au sein du Maroc. La deuxième partie discute les changements politiques et sociaux résultant de l'Instance équité et réconciliation (IER). La troisième partie discute les changements politiques et sociaux au Maroc causés par les réformes apportées à la *Moudawana* (Code du statut personnel). La quatrième partie discute le scénario algérien dans un contexte historique et demande si le Maroc pourrait subir sa propre version de ce scénario. Cette partie discute aussi les élections parlementaires marocaines de 2007 et si les résultats montrent une fissure grandissante entre la monarchie et le peuple marocain. La cinquième partie discute les résultats mitigés des réformes libérales du Roi Mohammed VI sur le discours social et politique du Maroc ainsi que l'importance des réformes internes par contraste aux réformes imposées de l'extérieur.

Un mouvement vers la démocratie ?

Il est pourtant déjà clair que les gouvernements du Moyen-Orient devront cultiver l'art du compromis, maintenant ou très bientôt, pour survivre dans une forme ou une autre. Entreprendre une action dans trois domaines prêtant à controverse – prisonniers politiques, droits des femmes et l'Islam politique – peut mettre le processus en marche. La coopération peut signaler l'intention de changer. Cela demandera de céder du pouvoir politique. Et cela redéfinira le contrat social entre le gouvernant et le gouverné...

Le Maroc est le seul pays qui ait essayé d'agir sur tous les trois⁹.

Libéralisation du gouvernement du Maroc

Quoiqu'à l'heure actuelle d'une monarchie constitutionnelle, passer à un gouvernement et à une société démocratiques est une possibilité réaliste pour le Maroc. Ce qui est moins clair c'est la date de cette transition¹⁰. Le Roi Mohammed VI est monté sur le trône du Maroc en 1999 et a perdu peu de temps pour lancer un « programme relativement ambitieux de réformes sociales et politiques » y compris la création de l'Instance équité et réconciliation¹¹.

Depuis qu'il est monté sur le trône, le Roi Mohammed VI a effectué plusieurs réformes importantes dans la direction de la libéralisation du Maroc, les deux plus importants changements institutionnels étant la création de l'IER et la réforme de la *Moudawana*. Le Roi Mohammed VI a créé l'IER pour faire des recherches et enquêter sur les violations des droits de l'homme au Maroc depuis 1956, date de l'obtention de l'indépendance du pays de la France et de l'Espagne jusqu'en 1999, date de la mort du Roi Hassan II et de la prise du pouvoir par le Roi Mohammed VI¹². Les enquêtes et recherches de la commission ont porté surtout sur les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu pendant la *Zaman al-Rusas* (les années de plomb), une période de troubles civils, de violence politique et de répression gouvernementale sévère qui com-

mença pendant les années 1960 et se termina dans les années 1980¹³.

La *Moudawana* est l'ensemble de lois ayant trait au statut de la personne, à la famille et aux héritages au Maroc. Toute tentative d'améliorer les droits de la femme au Maroc passe forcément par des changements dans la *Moudawana*¹⁴. Ces deux réformes institutionnelles sont les plus importantes pour la transition potentielle du Maroc en un état démocratique parce qu'elles traitent d'abus de droits de l'homme et de répression étatique passés, permettant ainsi la réconciliation et la création de confiance dans les autorités de l'état ainsi que parce qu'elles légitiment la participation des femmes dans la vie sociale, civile et politique du Maroc.

Au Maroc, la récente interaction entre l'état et la société a amené une amélioration des droits de l'homme et moins de restrictions pour les femmes. On ne peut pas sous-estimer l'action de Mohammed VI quand on évalue ces améliorations. Après son accession au trône, Mohammed VI a pris des mesures audacieuses pour améliorer les droits de l'homme comme demander au dissident politique de longue date, Driss Benzekri, de prendre la tête de la commission¹⁵. Alors que la création de l'IER est largement passée de l'état à la société, les changements apportés à la *Moudawana* sont largement passés de la société à l'état. Des organismes de base populaire des droits des femmes et des activistes sociaux ont introduit avec succès les droits des femmes dans la pensée sociale et politique en manoeuvrant adroitement autour des obstacles religieux, faisant valoir que l'augmentation des droits de la femme est en accord avec les principes de l'Islam.

À l'heure actuelle, la réussite de la démocratie au Maroc dépend presque entièrement du Roi Mohammed VI. Aucune opposition politique ne peut vraiment questionner l'autorité de la monarchie ou menacer son pouvoir. La transition démocratique demeure aux mains du Roi. Si la monarchie continue, un gouvernant moins incliné aux réformes libérales apportées par Mohammed VI pourrait évidemment annuler ces changements, mais il devrait alors faire face à une forte opposi-

tion. En outre, les commentateurs critiquent l'IER et la réforme de la *Moudawana* pour ne pas être allés assez loin dans les réformes. Peut-être de façon plus importante, certains commentateurs disent que ces réformes ne sont que nominales, indiquant que les conditions sociales et politiques au Maroc n'ont pas changé de façon appréciable et que la rhétorique de réforme prend le pas sur la substance de la réforme.

La menace du terrorisme

De nombreux commentateurs ont souligné le problème que le terrorisme présente à la démocratie, particulièrement au Moyen-Orient¹⁶. On peut dire qu'un exemple improbable de la réforme réussie du Maroc est Nafia Noureddine. Noureddine est le fondateur de *Jamaa Islamiya Moukatila Maghrebia* (Groupe islamique combattant marocain ou GICM)¹⁷. Le GICM est étroitement affilié à al-Quaeda, ayant reçu une formation militaire et un soutien financier d'Osama bin Laden¹⁸. Les Nations-Unies, les États-Unis et le Royaume-Uni considèrent le GICM comme une organisation terroriste dangereuse. Le 10 octobre 2002, les Nations-Unies ont banni mondialement le groupe en vertu de la Résolution 1267 du Conseil de sécurité des Nations-Unies¹⁹. Cette même année, le département d'État américain a désigné le GICM comme étant une Organisation terroriste étrangère²⁰. De façon similaire, en vertu de la Loi sur le terrorisme du Royaume-Uni de 2000, être membre du GICM peut entraîner une peine de prison de dix ans²¹.

Les autorités avaient blâmé le GICM pour l'attentat de 2003 à Casablanca. Les attentats de Casablanca visaient un centre communautaire Juif, un restaurant et club social Espagnol, un hôtel et le consulat belge, tuant au moins 41 personnes et blessant 100 personnes ainsi que pour l'attentat du chemin de fer de Madrid le 11 mars 2004. Ces attentats ont tué 191 personnes et blessé 1.841²².

Ces attaques sont un rappel tragique de la puissance destructive du terrorisme. Pourtant, la suite des attentats illustre plusieurs aspects positifs de la société marocaine. En

premier lieu, Nouredine est en train de servir une peine de vingt ans de prison au Maroc pour sa participation aux attaques de Casablanca. La condamnation et la peine de prison de Nouredine montrent que le Maroc est un État sûr avec un système judiciaire qui fonctionne²³. Travaillant avec des agents marocains, les autorités algériennes n'ont simplement pas capturé et tué Nouredine. Tamara Wittes caractérise les services de sécurité intérieurs du Maroc comme étant « efficaces », peut-être parce qu'ils sont « riches avec des fonds et de la formation américaine²⁴. » Il est important de noter que la sécurité du Maroc n'est pas accompagnée d'un prix tellement élevé qu'elle menace la société civile. Malgré la dévastation des attentats à la bombe de Casablanca, les citoyens marocains ont repris une vie normale relativement rapidement.

Deuxièmement, immédiatement après les attentats de Casablanca, le ministre de la Défense adjoint, Paul Wolfowitz, a déclaré que le Maroc « se distinguait dans le monde arabe comme un pays faisant des progrès importants vers la démocratie et je pense que les terroristes sont opposés au progrès²⁵. » Alors que les déclarations de Wolfowitz sont quelque peu intéressées étant donné que l'administration Bush compte sur le Maroc pour sa « guerre contre la terreur », la déclaration de Wolfowitz montre que l'on attend autre chose du Maroc que d'autres pays arabes. Comme Wolfowitz le suggère, le Maroc se distingue comme une exception à la norme du Moyen-Orient. Les États-Unis, au moins l'administration Bush, attendait une transition démocratique au Maroc. Les terroristes, Wolfowitz déclare, comprennent aussi cette possibilité. Ils comprennent le danger que pose cette transition à leurs organisations, au Maroc et peut-être régionalement, si d'autres états arabes suivent la voie du Maroc. Ils réagissent en conséquence.

Troisièmement, Nouredine n'a pas pu développer son organisation terroriste au Maroc. Nouredine a dû, en 2001, aller en Afghanistan, alors sous contrôle Taliban, et demander de l'aide matérielle et militaire à Osama bin Laden et à Ayman al Zawahiri²⁶. Alors que Nouredine est arrivé à engendrer une vio-

lence substantielle au Maroc et en Espagne, le fait qu'il ne fut pas en mesure de planifier et de financer ces attaques de l'intérieur du Maroc est important. L'exécution des attaques terroristes, préparées et financées loin de leur cible est, et continuera d'être, une menace pour la démocratie et la sécurité d'état dans le vingt et unième siècle. Des réseaux terroristes bien coordonnés et mobilisés et des activités terroristes causent des problèmes importants à la démocratie et à la sécurité d'état. Cela est vrai, cependant, pour tous les gouvernements et pour tous les états, pas seulement le Maroc. Encore plus important, le fait que Nouredine n'ait pas pu trouver de soutien au Maroc suggère à la fois un réjet de la philosophie du GICM et du terrorisme comme moyen de miner la société civile et la participation politique.

L'Instance équité et réconciliation (IER)

Par contraste au combat contre la violence que le GICM, un acteur non étatique, a déclenché sur Casablanca et Madrid, l'IER a essayé de réconcilier le peuple marocain avec la violence que le gouvernement marocain avait employée sur ses citoyens entre l'indépendance en 1956 et la fin du règne du Roi Hassan II en 1999 :

Que faut-il pour tourner les états soumis au bon plaisir despotique en vraies nations respectueuses des lois ? Au Maroc, de nombreux réformateurs pensent qu'une première étape essentielle est de reconnaître ouvertement les abus du système dans le passé. Cet effort a montré les limites profondes que le vrai changement rencontre même dans les nations arabes qui ont pris des mesures tangibles vers l'ouverture politique²⁷ » .

L'IER a essayé de répondre à cette question politique profonde. En essayant de le faire, les membres de l'IER directement et les citoyens marocains indirectement ont eu des succès, des revers et des limites alors que la commission allait d'un début ambitieux vers une conclusion mitigée pour ne pas dire décevante.

L'étape peut-être la plus importante dans l'établissement de la primauté du droit et

d'un gouvernement démocratique dans un état anciennement non démocratique est de reconnaître les injustices passées. Si les abus passés ne sont pas reconnus, réconcilier et établir la confiance sociale entre l'état et ses citoyens est extrêmement improbable. Reconnaître les injustices passées, dans ce cas celles de son père et de son grand-père, a motivé la création de l'IER par le Roi Mohammed VI. Dans un discours commémorant l'ouverture de la commission en janvier 2004, le Roi Mohammed VI a déclaré « Notre objectif est d'assurer que les Marocains se réconcilient avec leur histoire²⁸. »

Pour l'IER le Roi Mohammed VI a utilisé le modèle de la Commission pour la vérité et la réconciliation Sud-africaine qui a traité des atrocités qui eurent lieu pendant l'apartheid²⁹. L'IER, à la tête de laquelle était l'ancien prisonnier politique Driss Benzekri et seize autres prisonniers politiques ou défenseurs des droits de la personne, a enquêté sur plus de 20 000 cas d'abus de droits de l'homme³⁰. Nommer Benzekri comme président de l'IER a donné de la crédibilité à la commission. En outre, il était clair que Benzekri soutenait l'objectif de réconciliation du Roi Mohammed VI « pour créer une société démocratique, les gens doivent connaître la vérité sur leur histoire... Le rapport a marqué une rupture fondamentale avec le passé du Maroc³¹. » Alors que les avantages de l'IER demeurent contestés, presque tous les commentateurs sont d'accord sur l'importance de l'IER comme étant la première commission sur la vérité en Afrique du Nord ou au Moyen Orient : « Aucun gouvernement arabe n'a jamais confessé des abus généralisés, encore moins essayé d'enquêter sur le passé ou de se réconcilier avec ses victimes³². »

Il est intéressant de noter que le plus grand avantage et désavantage de l'IER était le soutien du Roi Mohammed VI. L'IER n'aurait pas existé sans l'approbation et le soutien du Roi Mohammed VI. Le mandat royal fourni a permis à l'IER d'agir efficacement : « Le soutien royal signifie que les institutions publiques et les forces de sécurité sont obligées d'obéir à toutes les demandes d'information et d'assistance³³. » En conséquence, la com-

mission a reçu beaucoup, mais probablement pas toutes, de réponses à ses questions : « Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu une seule occasion où l'IER a demandé des renseignements qu'elle n'a pas reçus. Les forces armées et la police ont coopéré complètement³⁴. »

Une coopération totale semble peu probable étant donné les nombreuses critiques de l'IER. La dissémination limitée de ce que sait l'état est probablement la critique la plus sévère de l'IER. Sans un engagement complet à établir et à dire la vérité historique, il est très peu probable que la réconciliation aura lieu. En fait, pendant que le travail de la commission tenait place, les Marocains semblaient s'être résignés à se concentrer sur une prévention future plutôt que sur une réconciliation du passé : « Les Marocains reconnaissent que le passé ne sera pas complètement dévoilé... à la place nous avons besoin de garanties que cela ne se reproduira pas dans l'avenir³⁵. »

L'avocat Mohammed Sebbar qui est maintenant à la tête du Forum pour la justice et la vérité est moins optimiste : « Ce que nous avons obtenu est la vérité décidée et fournie par l'État³⁶. »

Alors qu'une divulgation complète des fautes passées ne s'est certainement pas produite, l'IER a eu des aspects positifs dont la catharsis sociale est probablement le grand avantage : « L'État a diffusé les audiences initiales de l'IER à la télévision nationale et certains commentateurs indiquent que cela a créé un moment historique où la conscience marocaine a essayé d'aller de l'avant, d'abandonner le passé³⁷. » Il existe en outre un quasi-consensus, bien que qualifié, que l'IER a fourni un bénéfice cathartique valable à la société marocaine : « Malgré sa nature difficile, peu ont des doutes sur les avantages cathartiques que l'on trouve à mettre au jour les griefs d'une façon aussi publique. Certaines associations de défense des droits de l'homme accusent cependant l'IER de ne pas être allé assez loin pour la justice des victimes³⁸. » Alors que les associations de défense des droits de l'homme ont le droit de critiquer l'IER, on peu discuter que l'échec d'apporter la justice à toutes les victimes individuelles est regrettable, mais la fonction cathartique sociale

plus large remplie par ces audiences publiques limite un peu les insuffisances de la justice individuelle. Il est aussi important de noter que dans tout état après-conflit ou en transition démocratique où des abus des droits de l'homme ont eu lieu sur une grande échelle, toutes les victimes individuelles ne reçoivent jamais la justice qu'elles demandent. Bien que cela soit regrettable, cette réalité suggère qu'un peu de justice vaut mieux pas de justice du tout.

Néanmoins, des insuffisances additionnelles de l'IER demeurent. Des anciens détenus n'ont pas pu nommer les responsables de leur torture et l'IER n'avait pas reçu l'autorité de poursuivre les auteurs³⁹. Bien que l'IER n'ait pas poursuivi les auteurs, elle n'a pas non plus accordé d'amnistie, ce que fit la Commission de vérité et de réconciliation sud-africaine. En théorie du moins, les victimes ou les familles des victimes pourraient poursuivre les auteurs en justice⁴⁰.

Une critique bien plus destructive a été faite après la transmission du rapport final au Roi Mohammed VI. A la suite des attentats de Casablanca, les activistes de la défense des droits de l'homme ont allégué que la torture et les détentions illicites continuaient : « L'IER a examiné les violations jusqu'à 1999, mais ces violations continuent ; les forces de sécurité ont amené des islamistes au centre de détention de Temara et les ont torturés. Tout cela continue⁴¹. » Il n'existe peut-être pas de meilleure façon d'invalider une commission de réconciliation que de recommencer les pratiques illégales et les abus de droits de l'homme qui ont amené la création même de la commission. Malheureusement, c'est exactement ce qui s'est passé d'après plusieurs associations de défense des droits de l'homme et selon des activistes sociaux.

Les indemnités ont eu aussi un résultat mitigé. A la différence de l'IER, les indemnités financières datent du règne du Roi Hassan II. En 1990, le Roi Hassan II a créé le Conseil consultatif sur les droits de l'homme (CCDR) pour résoudre les abus dans le domaine des droits de l'homme⁴². Après la mort du Roi Hassan II, le Roi Mohammed VI a créé un conseil arbitral au sein du CCDR qui a distribué

plus de 100 millions de dollars pour presque 4 000 cas d'abus de droits de l'homme⁴³. Alors que cette large indemnité financière semble être un engagement sincère envers l'amélioration des droits de l'homme, la critique demeure. « Le Panneau d'arbitration indépendant en particulier a octroyé un délai extrêmement court pour les demandes, éliminant des milliers de personnes, et a payé des dommages monétaires aux victimes et à leur famille sans souci de réconciliation⁴⁴. Par comparaison, environ 13 000 victimes ont reçu des indemnités financières par l'intermédiaire de l'IER, qui a aussi utilisé un délai relativement court, mais a mis l'accent sur la réconciliation⁴⁵.

Peut-être plus que tout le reste, l'IER est un exemple d'opportunité manquée, ou qui n'a été saisie qu'à moitié, pour le Maroc. L'IER a certainement amélioré les droits de l'homme ainsi que le discours politique et social au Maroc : « Les activistes décrivent la disparition graduelle du climat de peur comme peut-être le plus grand changement au Maroc⁴⁶. » Malgré ces changements positifs, les réformes auraient pu aller plus loin et avec moins de compromis si le gouvernement marocain avait été moins réservé sur ce que savait l'état et avait mieux résisté au retour aux manœuvres répressives dans sa réponse aux attentats de Casablanca.

Une étude de 2005 par Charles Kenney et Dean Spears a découvert une relation statistique importante entre les commissions de la vérité et une démocratie durable lors de l'examen de diverses commissions de la vérité sud-américaines : « Cette étude trouve qu'il existe des preuves d'effets positifs durables sur tous les niveaux de la démocratie⁴⁷. » Kenney et Spears notent que l'étude ne s'applique qu'à l'Amérique du Sud et que la signification statistique, bien que valide, est faible. Malgré tout, ce qu'a découvert cette étude est encourageant pour le Maroc. En fait, Kenney et Spears concluent l'étude par une remarque d'optimisme prudent indiquant :

Si les effets statistiques des commissions de la vérité sont positifs, mais fragiles, c'est peut-être parce que les effets réels des commissions de la vérité sur la démocratie sont positifs, mais fra-

giles, importants, mais au milieu de nombreux autres facteurs décidés par des contextes variables. Cela encouragerait des attentes optimistes, mais réalistes, sur l'impact des commissions de la vérité sur la démocratie⁴⁸.

Étant donné que la Commission de vérité et de réconciliation est compromise et l'existence de nouveaux abus des droits de l'homme dès que l'État dut faire face à une crise de sécurité, les espérances initiales optimistes pour la première Commission de vérité et de réconciliation arabe n'ont pas été entièrement satisfaites. Malgré tout, le fait d'avoir une commission de réconciliation légitime, même si elle n'est pas idéale, est une étape importante vers la réforme libérale et une transition démocratique possible au Maroc et peut-être dans la région.

Réformer la *Moudawana*

Alors que l'IER a reçu une attention internationale substantielle, les réformes apportées par le Roi Mohammed VI à la *Moudawana* (Code du statut personnel) sont peut-être sa plus belle réussite : « De tous les changements apportés par Mohammed, le plus important est le code familial [*Moudawana*]⁴⁹. » Le Roi Mohammed VI n'a pas apporté ces changements tout seul. Comme Robin Wright l'explique, beaucoup de femmes et quelques hommes de différentes origines ont fait campagne, ont protesté et fait pression pour changer la *Moudawana* pour des générations⁵⁰. L'enjeu pour les femmes était plus élevé, comme les mouvements sociaux et politiques l'ont illustré :

Les associations féminines en particulier ont joué un rôle capital non seulement en engendrant du soutien pour la *Moudawana* réformée, mais aussi en faisant pression pour des changements dans la loi de la nationalité (pour que les femmes puissent transmettre la citoyenneté à leurs enfants) et pour un pourcentage de femmes au parlement⁵¹.

Wittes reconnaît l'importance de la réforme de la *Moudawana*, indiquant que les changements récents ont « fortement amélioré le statut légal des femmes⁵². »

Avant la réforme de la *Moudawana*, les femmes demeuraient des mineures toute leur vie. Ces lois classaient en fait les femmes comme des citoyennes de deuxième classe, toujours soumises au contrôle des hommes. Même le fils d'une femme était son tuteur légal⁵³. Wright indique que la *Moudawana* « reléguait les femmes à un statut de type harem » et que la *Moudawana* était « le plus grand obstacle légal à l'octroi de pouvoir aux femmes⁵⁴. »

Les changements importants à la *Moudawana* comprennent des droits accrus des femmes dans le mariage, le divorce et la citoyenneté, ainsi que dans la garde des enfants et les héritages⁵⁵. Les partis politiques ont aussi accepté de réserver aux femmes des places lors d'une élection parlementaire nationale spéciale⁵⁶. Les réformes permettent aux femmes à la fois des droits personnels et des droits politiques plus importants. Des problèmes demeurent, mais l'amélioration est tout à fait substantielle :

Malgré des problèmes de mise en œuvre qui continuent, comme des juges non formés et le fait que les femmes sont mal informées de leurs droits, l'étendue de la réforme est considérable et met le Maroc bien en avance d'autres pays de la région sur la question des droits de la femme⁵⁷. »

L'aspect qui est peut-être le plus intéressant de la réforme de la *Moudawana* est la façon dont les groupes politiques islamiques ont encouragé le changement démocratique et ont reçu une approbation quasi universelle pour leur action, particulièrement en provenance des États-Unis et de l'Europe. L'aptitude qu'ont les groupes politiques islamiques de préconiser des réformes libérales et des changements démocratiques est un point que les leaders et les responsables de l'élaboration des politiques des États-Unis et d'Europe seraient avisés de se rappeler. Malheureusement, comme la section suivante va le démontrer, ces leaders et ces responsables le font rarement.

Le scénario algérien

Le « scénario algérien » se réfère à l'échec des réformes démocratiques du début des années 1990 en Algérie. Craignant un gouverne-

ment Islamiste démocratiquement élu, les autorités algériennes ont interrompu la transition démocratique avec pour conséquence une brutale guerre civile faisant plus de 150 000 victimes. Les régimes autocratiques du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord reviennent continuellement à ce scénario et rappellent aux pays industrialisés affamés de pétrole les conséquences potentielles s'ils sont exhortés à des réformes démocratiques notables. Quoiqu'un vrai scénario algérien n'ait jamais eu lieu – et la logique d'un tel scénario reste contestable – néanmoins, il reste un outil efficace entre les mains des régimes autocratiques pour garder le pouvoir.

Le contexte historique

En 1989 l'Algérie a subi une crise économique sans précédent qui, combinée à des défaillances fondamentales du gouvernement a menacé l'existence du régime en place⁵⁸. Essayant de recouvrer sa légitimité politique, le gouvernement algérien a ouvert le système politique à des réformes démocratiques pratiquement sans limites⁵⁹. Le résultat n'a pas répondu aux attentes de l'élite gouvernante algérienne. Le Front islamique du salut (FIS) utilisa le processus démocratique pour gagner un soutien important de la population algérienne très mécontente⁶⁰. En 1991, après un premier tour d'élections législatives réussies, le FIS était prêt à proclamer une victoire électorale écrasante⁶¹. La deuxième élection n'eut jamais lieu du fait de l'intervention de l'armée algérienne⁶².

A la suite de l'intervention de l'armée, le gouvernement algérien assiégé a réinstallé le régime autoritaire. Le gouvernement algérien a interdit le FIS et a emprisonné un grand nombre de ses membres⁶³. Les rescapés du FIS ont pris les armes contre le gouvernement algérien. La guerre algérienne qui s'ensuivit a fait plus de 150 000 victimes et « a été caractérisée par une brutalité innommable⁶⁴. » La leçon tirée de ce conflit par les états autocratiques arabes et les états occidentaux conscients du pétrole fut qu'instaurer la démocratie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ne produirait pas les résultats politiques désirés :

« L'échec de la démocratisation de l'Algérie et son entrée dans la guerre civile ont enseigné un certain nombre de leçons à des acteurs politiques hors du pays et vinrent à être connus plus tard sous le nom du « scénario algérien », un scénario qu'il fallait éviter à tout prix⁶⁵.

Les régimes autocratiques au pouvoir allèguent maintenant que permettre un système politique réellement ouvert causera un retour de manivelle. Les régimes autocratiques affirment que la démocratie sans entraves permettra aux intégristes sans désir réel pour la démocratie de prendre le pouvoir. Ironiquement, les intégristes « auraient pu prendre le pouvoir » en gagnant une élection. De ce fait, les états typiquement répressifs qui opposent les groupes islamiques, les groupes qui soutiennent l'Islam politique, simplement éliminent ou marginalisent ces groupes au sein du discours politique. La peur proclamée d'un autre scénario algérien permet ainsi aux états autocratiques de réprimer les groupes islamiques. De nombreux chercheurs contemporains ont fortement critiqué ce scénario. Par exemple, Francesco Cavatorta déclare :

Il y a vingt ans, l'Algérie a essayé de se démocratiser et n'a pas réussi à solidifier ses progrès parce qu'un parti islamique allait être le principal bénéficiaire du changement de régime. Les secteurs laïques du pays et la communauté internationale ont approuvé un coup d'état militaire qui « sauvait la démocratie ». Le résultat de l'intervention de l'armée a été une guerre civile brutale et un gouvernement autoritaire où la situation socio-économique et culturelle qui avait causé la montée du FIS est toujours bien vivante⁶⁶.

De façon frappante, le scénario algérien demeure une leçon politique puissante pour de nombreux Arabes et Occidentaux, bien que ce scénario ne se soit *jamais* produit. En outre, malgré les nombreux défauts théoriques et les nombreuses hypothèses sujettes à une caution inhérente à cette conceptualisation politique, les gouvernements autocratiques arabes continuent de justifier leur gouvernement et leurs politiques non démocratiques en se référant au scénario algérien.

L'acceptation sans critique du scénario algérien entrave les vraies réformes démocratiques. En premier lieu, accepter le scénario

algérien permet un simple rejet de tous les groupes islamiques, y compris ceux qui ont des idées libérales et démocratiques. En rejetant tous les groupes islamiques, les commentateurs assimilent l'idéologie des militants violents avec l'idéologie pacifique de réformateurs aux idées démocratiques. Deuxièmement, les groupes islamiques ne vont pas simplement disparaître. Le jour viendra où il faudra qu'ils soient inclus dans le discours et les discussions politiques. L'erreur est de les marginaliser aujourd'hui.

Wittes soutient vigoureusement la thèse que l'administration Bush a fait cette erreur :

« L'échec de l'administration Bush de surmonter le legs de l'Algérie et de développer des relations plus sophistiquées avec les divers mouvements islamiques de la région a fortement limité l'efficacité et, en fait, la crédibilité même de sa poussée pour la démocratie⁶⁷. »

Cet article retourne à ce point lors de la discussion de la nécessité d'une réforme libérale interne par rapport à une réforme imposée de l'extérieur dans « l'importance de la réforme interne », ci-dessous. Il est cependant raisonnable de penser que l'administration Bush a appliqué une version du scénario algérien quand elle a décidé d'envahir l'Irak en 2003. De nombreux commentateurs disent que bien qu'ayant montré initialement des signes positifs d'éviter ce scénario, l'administration Obama est en train de répéter l'erreur. Tariq Ali est particulièrement critique, décrivant la politique étrangère d'Obama comme « l'impérialisme avec un visage humain⁶⁸. »

Est-ce que le Maroc subira le scénario algérien ?

Malgré les réformes libérales du Roi Mohammed VI, des développements récents suggèrent que le peuple marocain est prêt pour la démocratie. La participation politique au Maroc est en déclin. Ce déclin est dû largement à la perception que la politique est en fin de compte ce que le Roi désire, rendant la participation politique un geste vide de sens. Dans ce sens, la réforme libérale au sein d'une monarchie constitutionnelle a peut-être atteint ses limites. Que cette impasse signifie que le

Maroc peut subir son propre scénario algérien reste à voir.

Après être monté sur le trône, le Roi Mohammed VI a élargi de façon sensible les voies de participation politique, y compris en relâchant le contrôle de l'état sur la presse et en élargissant l'enregistrement pour les partis politiques⁶⁹. De récentes restrictions de la presse et l'intimidation de journalistes suggèrent que ces actions ne seront peut-être pas permanentes. En outre, les restrictions et la censure de la presse ainsi que l'intimidation des journalistes, sapent la latitude déjà limitée que les citoyens marocains ont d'exprimer des critiques politiques et sociales sérieuses. Ces actions invitent une comparaison avec le scénario algérien.

Wittes allègue qu'au sein des états arabes, une des raisons principales pour laquelle le débat se transforme souvent en rhétorique polarisée entre gouvernements autocratiques et groupes islamiques politiques est l'avantage intrinsèque dont bénéficient les groupes islamiques⁷⁰. Les groupes islamiques peuvent exprimer leur désaccord politique dans la mosquée ce qui offre à ces groupes une audience garantie ainsi qu'un lieu relativement sûr où parler. Les groupes laïques ne bénéficient pas de ces avantages. En conséquence, les groupes laïques peuvent être surveillés de plus près et restreints plus facilement. Les états autocratiques peuvent par exemple réussir à restreindre l'opposition politique en interdisant la presse des associations ou simplement en interdisant les associations ou leurs activités. Par contraste, les gouvernements autocratiques ne peuvent contrôler l'opposition de la mosquée que de façon limitée, permettant ainsi aux groupes islamiques d'occuper une « position privilégiée » au sein du discours politique et social⁷¹. En outre, la monopolisation de l'opposition politique permet à l'islamisme de « ratisser large dans l'opposition politique⁷². » Les groupes islamiques n'ont pas besoin de créer un message politique valable. A la place, l'islamisme devient une résistance indifférenciée à des gouvernements autocrates impopulaires.

Bien qu'il ne soit pas possible d'ignorer les récentes restrictions du Roi Mohammed VI

concernant la presse, il existe d'autres facteurs sociaux suggérant que le Maroc pourrait éviter le problème algérien. *Al-'Adl wa al-Ihsan* ou Justice et b n volence (JB) est le mouvement social islamique prépondérant du Maroc. JB est un mouvement social qui refuse de participer aux élections, mais bénéficie d'une grande popularit ⁷³. Par contraste avec les associations islamiques dans d'autres pays arabes, les leaders de JB défendent une version modérée de l'islam ainsi qu'une participation démocratique inclusive :

Les leaders du mouvement religieux actuel marocain *al-'Adl wa al-Ihsan* renoncent à une compréhension exclusive de l'islam, dépendent de l'interprétation et de l'historicisation et admettent souplesse et ambiguïté ; ils rejettent l'imposition des lois de la *Shari'a* ou le port du *hijab* et soutiennent les droits de l'homme, le pluralisme, la démocratie et la séparation des pouvoirs⁷⁴.

La vision libérale du groupe islamique le plus populaire du Maroc suggère que la polarisation habituelle entre état autocratique et association politique islamique ne se produira pas au Maroc. Bien entendu, les motivations et objectifs des  tats et des organisations sociales changent parfois rapidement, et juste parce qu'une confrontation entre la monarchie et les associations islamiques semble peu probable maintenant, ne signifie pas que cette confrontation n'aura pas lieu.

Compliquant encore la prédiction d'une version marocaine du scénario algérien est le passé volatil et contradictoire du Maroc. Pendant le règne du Roi Hassan II, de 1961   1999, le Maroc a vécu une sévère répression et de la violence politique, y compris meurtres politiques, disparitions forc es, arrestations arbitraires, torture, prisons secrètes, la fermeture de journaux et l'interdiction de livres⁷⁵. En même temps, pendant les années 1980, le mouvement ouvrier a eu de nombreux succès politiques au Maroc malgré une répression étatique s v re⁷⁶. Les syndicats marocains par exemple sont arrivés à retarder la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurels recommandés par le Fonds monétaire international (FMI) en créant une résistance populaire très répandue à ces programmes⁷⁷.

Finalement, du fait d'un passé social, culturel et politique complexe, le Maroc défie l'anticipation d'un conflit : « Le Maroc a aussi une histoire de pluralisme pacifique tellement ferme que la population comprend toujours plusieurs milliers de juifs qui profitent d'une vraie liberté de culte et de liens étroits avec Isra l⁷⁸. »

Les élections parlementaires marocaines de 2007

En grande partie, les restrictions sur la presse et l'intimidation des journalistes discutées ci-dessus ont eu lieu jusqu'à et pendant les élections parlementaires marocaines de 2007⁷⁹. Les protestations politiques et le désaccord autour des élections parlementaires suggèrent une faille grandissante entre le gouvernement et le peuple marocain. Ces protestations politiques suggèrent aussi un fort lien entre la restriction de la libre parole et un déclin général de la participation politique.

Le lien entre la restriction de la libre parole et le déclin de la participation politique peut être symptomatique d'un problème sous-jacent plus important au sein de la société marocaine. L'un des aspects les plus troublants de la situation politique actuelle au Maroc est que la monarchie éclipse le Parlement au point que la participation politique est devenue une activité substantiellement marginalisée. Quelles que soient les actions ou la volonté du peuple exprimée par les élections parlementaires, le Roi a toujours le dernier mot⁸⁰.

Les  v nements entourant les élections parlementaires de 2007 suggèrent que les Marocains se lassent de cette situation politique. Trente sept pour cent seulement des électeurs marocains enregistrés ont voté dans ces  lections⁸¹. En outre, parmi ces électeurs, presque un cinquième a invalidé volontairement son bulletin de vote par protestation politique, y compris en écrivant des déclarations antimonarchiques sur les bulletins⁸².

Wittes critique particulièrement le gouvernement du Roi Mohammed VI sur le sujet des élections parlementaires. Il suggère que les protestations politiques indiquent les limites de la monarchie marocaine pour à la fois

conserver le contrôle politique et social et libéraliser la société marocaine : « Cet acte de protestation politique suggère que la libération limitée, même dans les meilleures circonstances, a une durée de vie limitée avec des circonstances frustrantes⁸³. » De plus, Wittes lie l'échec de la liberté d'expression à l'échec d'un débat politique valable : « Si le roi doit jamais être amené à reconnaître le besoin de réformes suffisamment valables pour engager la participation des citoyens dans la politique, la qualité de la discussion publique doit s'améliorer, et la liberté de la presse sera essentielle à ce processus⁸⁴. » L'analyse de Wittes suggère que le peuple marocain est plus proche de demander la démocratie que de nombreux commentateurs le pensent. Il n'est pas connu si une telle demande pour la démocratie entraînerait le Roi Mohammed VI à invoquer le scénario algérien.

Résultats mitigés

Évaluer les réformes libérales du Roi Mohammed VI nous fournit des motifs d'inquiétudes aussi bien que des motifs d'optimisme. Le Maroc est une monarchie et elle le restera probablement dans l'avenir. Bien que le Roi n'offre pas une démocratie à ses citoyens, il s'est engagé à faire des réformes civiles et sociales qui sont importantes et remarquables. En outre, le succès relatif de ces réformes libérales démontre la nécessité de réformes internes au lieu de réformes imposées de l'extérieur. En effet, les Marocains bénéficient de droits civiques et sociaux de leurs propres créations sans aucune imposition externe.

Prendre le bon avec le mauvais

Malgré les actions encourageantes prises par le Roi Mohammed VI en faisant évoluer le Maroc vers un état libéral, le Maroc demeure une monarchie constitutionnelle et il est très vraisemblable qu'il demeurera une monarchie constitutionnelle dans l'avenir. Cette conclusion n'est pas surprenante étant donné la longue histoire monarchique du Maroc⁸⁵. Le Roi Mohammed VI ne donne également aucune indication d'abandonner le pouvoir : « Le Roi

Mohammed qui a 47 ans maintenant semble être bien plus concerné par les problèmes humanitaires [que le Roi Hassan II], pourtant, pas une seule fois depuis qu'il est monté sur le trône en 1999, a-t-il suggéré de diluer son rôle⁸⁶. » Alors que la transition du Maroc en un état démocratique demeure peu probable dans le court terme, les réformes accomplies par le Roi Mohammed VI ne doivent pas être sous-estimées. Le Maroc demeure une société relativement libre et sécuritaire, même si elle n'est pas démocratique.

L'importance des réformes civiles et politiques du Roi Mohammed VI est peut-être encore plus évidente si on la compare aux sociétés civiles et politiques des voisins arabes du Maroc : l'Algérie, la Tunisie, la Lybie et l'Égypte⁸⁷. En 2007, le département d'État des États-Unis a conclu que

le Maroc avait mis en œuvre des mesures importantes au cours de l'année qui résultèrent dans des progrès dans les droits de l'homme, y compris la révision par le gouvernement du Code de la nationalité pour permettre aux femmes musulmanes de transmettre la citoyenneté à leurs enfants et par la publication des statistiques de violence familiale. En septembre, un engagement civique général au développement d'une culture des droits de l'homme fut confirmé dans des élections parlementaires surveillées par des groupes internes et internationaux⁸⁸.

Il est intéressant de voir que l'interprétation par le département d'État des élections parlementaires de 2007 est extrêmement différente de la critique cinglante de Wittes. Le point crucial est peut-être que le Maroc va vraisemblablement demeurer une monarchie, au moins dans l'avenir immédiat, l'engagement du Roi Mohammed VI en faveur des droits de l'homme est digne de louanges même s'il n'est pas idéal. La critique est certainement appropriée, mais il est trop tôt pour juger si le Maroc du Roi Mohammed VI est un succès ou un échec.

L'importance de la réforme interne

Alors que les limites à la mise en œuvre de la démocratie dans la monarchie constitutionnelle du Maroc sont évidentes, il est important

de se rappeler que les réformes civiles et politiques réussies par le Roi Mohammed VI et son gouvernement provenaient du Maroc lui-même. Les changements institutionnels institués de haut en bas par le Roi Mohammed VI combinés avec les appels de bas en haut pour des réformes par divers activistes politiques et sociaux, intellectuels, commentateurs marocains ainsi que par un réseau varié d'Organisations non gouvernementales (NGO), ont créé une réforme libérale concrète. Le Maroc fournit une leçon importante, mais parfois ignorée, de mise en oeuvre de réformes libérales au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les réformes valables doivent venir de l'intérieur de l'état. Les réformes imposées de l'extérieur, démocratiques ou autres, manquent de légitimité. Manquant de légitimité, les réformes imposées de l'extérieur ne gagnent pas le soutien du peuple que les réformes ont l'intention d'aider. Même les réformes extérieures les mieux intentionnées ne peuvent pas compenser ce manque de légitimité et de crédibilité publique.

Ce qui nous rappelle peut-être de la façon la plus éloquente l'échec de la mise en oeuvre de réformes démocratiques externes dans un état arabe, l'Irak contemporain. Tom Hayden a appelé cet échec politique « démocratie à la pointe du fusil⁸⁹. » De la même façon, Asef Bayat parle de l'imposition extérieure de la démocratie à l'Irak comme « démocratie par conquête⁹⁰. » Bayat note que l'intervention étrangère au nom du changement démocratique a non seulement échoué en tant que politique effective, mais qu'elle a aussi été contre-productive : « Historiquement, l'intervention étrangère au Moyen-Orient a agi à l'encontre et non en faveur d'un gouvernement démocratique⁹¹. » Bayat note aussi que ce phénomène n'est pas limité au Moyen-Orient. Les démocraties imposées ont échoué également aux Philippines et en Corée⁹².

Alors qu'il existe de nombreuses façons de démontrer l'échec du plan de l'administration Bush de démocratiser l'Irak après la destitution de Saddam Hussein, la plus évidente est le nombre de morts civiles. A l'heure actuelle le nombre documenté de morts civiles en Irak est entre 95 911 et 104 622⁹³. En outre,

il est douteux qu'un Irak sécuritaire et démocratique puisse exister ou durer dans le futur. Au contraire, Wright allègue que depuis le début de la guerre d'Irak en 2003, le terrorisme est un danger plus grand, la prolifération d'armes de destruction massive est un danger plus grand, l'Irak est moins stable, la guerre semble impossible à gagner et la violence sectaire régionale menace la stabilité d'autres états du Moyen-Orient⁹⁴.

De plus, elle allègue que l'influence des États-Unis est à son niveau le plus bas dans la région depuis la période suivant immédiatement la deuxième guerre mondiale⁹⁵. Finalement, elle allègue que l'échec de l'administration Bush de mettre en oeuvre la démocratie en Irak a fortement réduit les chances qu'une démocratie légitime à base populaire prenne racine. « L'échec complet en Irak ne fera que permettre aux autres régimes de garder le pouvoir plus longtemps⁹⁶. » Il est évident que certaines des critiques de Wright semblent devoir être tempérées par les récents développements en Irak, particulièrement après le succès du « *surge* » du président Bush en 2007 et les élections nationales de 2010 encore non décisives. En outre, la décision de l'administration Obama de concentrer la politique étrangère américaine sur l'Afghanistan complique cette évaluation. Alors que la situation en Irak est loin d'être aussi difficile qu'en 2007, que la démocratie puisse prendre racine et prospérer demeure aléatoire.

Conclusion

Fidèle à son histoire, le Maroc continue de faire face à des questions sociales et politiques complexes qui ne se prêtent pas à des solutions rapides. Le Maroc est, et demeurera vraisemblablement, une monarchie constitutionnelle. Pourtant, des domaines importants de liberté politique et sociale existent au sein de la monarchie. L'islamisme, une force sociale et politique souvent critiquée pour travailler théoriquement contre les réformes libérales et la mise en place d'un gouvernement démocratique, est modéré. Il a encouragé au Maroc les réformes libérales récentes. En fait,

Wittes déclare « Si jamais l'islam et la démocratie peuvent s'avérer compatibles, cela pourrait bien se produire au Maroc⁹⁷. » Le Maroc semble se trouver à un croisement, entre un état démocratique et une régression en un état autocratique répressif. Peut-être du fait de l'amélioration dans le domaine des droits de l'homme et de ses réformes politiques et sociales relativement réussies, le Maroc se distingue d'autres états arabes d'une autre façon. À la différence de nombreux états islamiques, les Marocains en général approuvent leur gouvernement, bien qu'avec quelques réserves, comme démontré par les divergences politiques lors des élections parlementaires de 2007. De ce fait, les Marocains ont une décision difficile à prendre.

Une poussée forte et immédiate vers une démocratie complète est peu vraisemblable, mais maintenir le *statu quo* semble aussi peu vraisemblable. Cette situation peut bien entendu changer rapidement. Alors que le Roi Mohammed VI est un leader respecté qui s'efforce de réformer la société civile et politique du Maroc et de développer les droits de l'homme, il ne sera pas toujours roi. Il est évi-

dent qu'il s'agit du problème fondamental de tout système de gouvernement monarchique, quels que soient la popularité, le succès ou l'acuité politique du gouvernant actuel, un leader moins doué, moins populaire, avec moins de succès peut toujours lui succéder. Le Roi Mohammed VI serait donc bien avisé d'institutionnaliser les réformes positives qu'il a faites.

D'autres commentateurs prennent une position plus critique :

En fin de compte, malgré ses progrès, la démocratie marocaine demeure une apparence : les institutions démocratiques ont peu d'autorité substantive et les préférences des citoyens, telles qu'elles sont exprimées au scrutin, ont rarement un effet sur la politique gouvernementale⁹⁸. »

Dans ce sens, le Maroc demeure un gouvernement de la voix souveraine du Roi plutôt qu'un gouvernement de « Nous le peuple ». □

Notes

1. « *Morocco's strategic location has shaped its history* ». Voir « *Background Note: Morocco* », (janvier 26, 2010), US Department of State, Bureau of Near Eastern Affairs, www.state.gov/r/pa/ei/bgn/5431.htm.

2. Dillman, Bradford, (July 2001), « Morocco's Future: Arab, African, or European? » *Friends of Morocco Newsletter*, <http://friendsofmorocco.org/2001News/July01/MoroccoFuture.htm>.

3. « *Background Note: Morocco* ».

4. Olson, James Stuart, (1996), *The Peoples of Africa: An Ethnohistorical Dictionary*, Westport, CT: Greenwood Press, pp 90-91.

5. Voir Maddy-Weitzman, Bruce, (2002), « Contested Identities: Berbers, 'Berberism,' and the State in North Africa », in *Middle Eastern Minorities and Diasporas*, ed. Moshe Ma'oz and Gabriel Sheffer, Brighton, England: Sussex Academic Press, p 153 ; et « The Berbers », *An Open Door to the Arab World* (janvier 12, 2010), <http://www.al-bab.com/arab/background/berber.htm>.

6. « *Background Note: Morocco* ».

7. House, *Implementation of the United States-Morocco Free Trade Agreement, Hearing before the Committee on Ways and Means*, (7 July 2004), 108e Cong., 2nd Session, <http://purl.access.gpo.gov/GPO/LPS64776>.

8. Communiqué de presse, (25 June 2004), « *Congressman Bill Thomas Announces Hearing on Implementation of the United States-Morocco Free Trade Agreement* », US House Committee on Ways and Means, <http://ftp.resource.org/gpo.gov/hearings/108h/99669.txt>.

9. Wright, Robin, (2008), *Dreams and Shadows: The Future of the Middle East*, New York: Penguin Press, p 341.

10. *Id.*, p 350. Déclaration de Driss Benzekri, ancien prisonnier politique marocain et président de l'Instance équité et réconciliation : « Une décision a été prise au Maroc d'aller de l'avant avec la démocratisation et la réforme, y compris la séparation des pouvoirs, mais nous discutons encore le calendrier d'exécution et la façon de procéder ».

11. Wittes, Tamara Cofman (2008), *Freedom's Unsteady March: America's Role in Building Arab Democracy*, Washington, DC: Brookings Institution Press, pp 72–73 ; et Wright, *Dreams and Shadows*, p 343.
12. Wright, *Dreams and Shadows*, p 343.
13. *Id.*, p 342.
14. *Id.*, pp 366–67.
15. *Id.*, p 344.
16. Voir Soulier, Gérard, (1992) « Terrorism* », in *The European Convention for the Protection of Human Rights: International Protection versus National Restrictions*, ed. Mireille Delmas-Marty, trans. et ed. Chodkiewicz, Christine, Dordrecht, Netherlands: Martinus Nijhoff Publishers, p 15.
17. Bergen, Peter L., (2006), *The Osama bin Laden I Know: An Oral History of al-Qaeda's Leader*, New York: Free Press, p 279.
18. *Id.*
19. Résolution du Conseil de sécurité 1267, UN Doc. S/RES/1267 (15 Octobre 1999) ; et le Comité établi par le Conseil de sécurité en accord avec la Résolution 1267 (1999), concernant al-Qaeda et les Taliban et les individus et entités associés : « La liste complète établie et tenue à jour par le Comité 1267 concernant al-Qaeda, Osama bin Laden, et les Taliban et d'autres individus, groupes, activités et entités associés avec eux (4 juin 2010), www.un.org/sc/committees/1267/consolist.shtml.
20. US Department of State, (12 décembre 2002), « Determination Pursuant to Section 1(b) of Executive Order 13224 Relating to the Moroccan Islamic Combatant Group (GICM) », *Federal Register* 67, no. 242, pp 77, 311, <http://www.fas.org/irp/news/2002/12/fr121702.html> ; et US Department of State, Office of the Coordinator for Counterterrorism, « *Foreign Terrorist Organizations* », www.state.gov/s/ct/rls/rpt/fto/ (consulté le 14 juin, 2010).
21. « L'objectif primaire traditionnel du GICM a été la mise en place d'un système de gouvernement du califat pour remplacer la monarchie marocaine qui gouverne. Le groupe a aussi un programme extrémiste global inspiré par al-Qaeda ». Voir « Proscribed Terrorist Groups », *Home Office*, www.homeoffice.gov.uk/publications/counter-terrorism/proscribed-terror-groups/proscribed-groups?view=Binary. Voir aussi *Terrorism Act, 2000*, chapitre 3, section 11 (Grande Bretagne), www.opsi.gov.uk/acts/acts2000/ukpga_20000011_en_2#pt2-pb2-11g11.
22. « Terror Blasts Rock Casablanca », *BBC News*, 17 mai 2003, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/3035803.stm> ; et « Spain Names 'Bomb Suspect' Group », *BBC News*, 30 mars 2004, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/3583113.stm>. Le ministre de l'Intérieur Angel Acebes a déclaré, « Notre enquête se concentre sur deux thèmes : identifier les leaders de l'organisation et ses liens avec les groupes intégristes et terroristes, particulièrement le Groupe Islamique Combattant Marocain. »
23. « French Court Convicts 8 of Helping 2003 Casablanca Suicide Bombers », (11 juillet 2007), *International Herald Tribune*.
24. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, p 73.
25. « *Terror Blasts Rock Casablanca* ».
26. Bergen, *Osama bin Laden I Know*, p 279.
27. MacFarquhar, Neil, « In Morocco, a Rights Movement, at the King's Pace », *New York Times*, 1er octobre 2005, www.nytimes.com/2005/10/01/international/africa/01morocco.html?pagewanted=print.
28. Montague, Maryam, (Summer 2005), « Morocco's Truth Revealed, and the Possibility of Reconciliation », *Fletcher Forum of World Affairs* 29, no. 2, pp 59, 60.
29. Wright, *Dreams and Shadows*, p 343.
30. *Id.*, p 344.
31. *Id.*, p 346.
32. *Id.*, p 344. Voir aussi MacFarquhar, « *In Morocco* » : « The commission's public hearings . . . are without precedent in the Middle East » ; et Montague, « *Morocco's Truth Revealed* », p 59.
33. Montague, « *Morocco's Truth Revealed* », p 61.
34. *Id.* Voir la déclaration du membre de l'IER Abdelhay Moudden.
35. MacFarquhar, « *In Morocco* ». Voir la déclaration du professeur Muhammad Sassi, Université de Rabat.
36. Wright, *Dreams and Shadows*, p 348.
37. Montague, « *Morocco's Truth Revealed* », p 62.
38. *Id.*
39. MacFarquhar, « *In Morocco* ».
40. Montague, « *Morocco's Truth Revealed* », p 63.
41. *Id.*
42. *Id.*
43. *Id.*, p 61.
44. Ottaway, Marina et Riley, Meredith (septembre 2006), Morocco: From Top-Down Reform to Democratic Transition? *Carnegie Papers, Middle East Series*, no. 71, Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, pp 7–8, www.carnegieendowment.org/files/cp71_ottaway_final.pdf.
45. MacFarquhar, « *In Morocco* ».
46. *Id.*
47. Kenney, Charles D. et Spears, Dean E. (1-4 septembre 2005), *Truth and Consequences: Do Truth Commissions Promote Democratization?* Mémoire présenté à la réunion annuelle de American Political Science Association, Washington, DC, p 1, www.allacademic.com/one/apsa/apsa05/index.php?cmd=Download+Document&key=unpublished_manuscript&file_index=2&pop_up=true&no_click_key=true&attachment_style=attachment&PHPSESSID=da9387ac0151ea4082be5a9cd6cf7981.
48. *Id.*, p 25.
49. MacFarquhar, « *In Morocco* ».
50. Wright, *Dreams and Shadows*, pp 352–67.
51. Ottaway et Riley, *Morocco*, p 20.
52. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, p 11.
53. *Id.*
54. Wright, *Dreams and Shadows*, pp 360, 361.
55. *Id.*, p 73 ; et Weingartner, Laura A. (2004-5), « Comment: Family Law and Reform in Morocco — The *Mudawana*: Modernist Islam and Women's Rights in the Code of Personal Status », *University of Detroit Mercy Law Review* 82, no. 4, pp 687, 702–4, www.law.udmercy.edu/lawreview/recentissues/v82/issue4/82%20U.%20Det.%20Mercy%20L.%20Rev.%20687.pdf.
56. Weingartner, « *Comment: Family Law and Reform in Morocco* ».
57. Ottaway et Riley, *Morocco*, p 8.
58. Cavatorta, Francesco, (January 2008) « Alternative Lessons from the 'Algerian Scenario' », *Perspectives on*

Terrorism 2, no. 1, p 7, www.terrorismanalysts.com/pt/articles/issues/PTv2i1.pdf.

59. *Id.*
60. *Id.*
61. *Id.*
62. *Id.*
63. *Id.*
64. *Id.*
65. *Id.*
66. *Id.*, p 11.
67. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, p 24.
68. O'Keefe, Derrick (février 16, 2009), « Tariq Ali on Obama: Imperialism with a Human Face », *rabble.ca*, <http://rabble.ca/news/interview-tariq>.
69. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, pp 72-73.
70. *Id.*, p 105.
71. *Id.*
72. *Id.*
73. Brown, Nathan J. et al., (février 27, 2007) « *Islamist Political Parties in Kuwait and Morocco* », Carnegie Endowment for International Peace. www.carnegieendowment.org/events/?fa=eventDetail&id=967.
74. Bayat, Asef, (2007), *Making Islam Democratic: Social Movements and the Post-Islamist Turn*, Stanford, CA: Stanford University Press, p 189.
75. Ottaway, Marina et Choucair-Vizoso, Julia, eds., « *Beyond the Facade: Political Reform in the Arab World* », Washington, DC: Carnegie Endowment for International Peace, p 164.
76. Bayat, *Making Islam Democratic*, p 197.
77. *Id.*
78. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, p 73.
79. *Id.*, p 107.
80. MacFarquhar, « *In Morocco* » : « Pourtant le système ne repose pas sur des freins et des contrepoids, mais sur l'humeur du Roi. La constitution déclare le Roi à la fois sacré et le "prince des croyants" ».
81. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, p 73.

82. *Id.*

83. *Id.*, pp 73-74.

84. *Id.*, p 107.

85. Wright, *Dreams and Shadows*, p 348 : « La monarchie a 1200 ans au Maroc. La dynastie Alouite actuelle remonte au septième siècle ».

86. MacFarquhar, « *In Morocco* ».

87. « Le Maroc est allé plus loin dans ses réformes que tous ses voisins arabes. Sa presse est vibrante et vocale. La loi de la famille ne traite plus les femmes comme un bien immobilier. Les associations civiques peuvent être fondées relativement facilement et des dizaines d'entre elles travaillent sur tout, de l'amélioration des conditions dans les prisons à la baisse du taux d'analphabétisme extrêmement élevé ». *Id.*

88. US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, « *Morocco* », 11 mars 2008, www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2007/100602.htm.

89. Hayden, Tom, (2007), *Ending the War in Iraq*, New York: Akashic Books, p 214.

90. Bayat, *Making Islam Democratic*, p 199.

91. *Id.*

92. *Id.*, p 198 : « Les démocraties imposés comme aux Philippines et en Corée avaient sombré dans la dictature avant les années 1970 ».

93. « Décompte des corps en Irak : Les morts civils documentés provenant de la violence ». www.iraqbodycount.org/database/.

94. Wright, *Dreams and Shadows*, p 416.

95. *Id.*

96. *Id.*, p 417. Voir la déclaration de l'analyste politique Syrien Sami Moubeyed.

97. Wittes, *Freedom's Unsteady March*, p 73.

98. *Id.*



Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges, édité par Edigheji, Omano. Human Science Research Council Press, 2010, 326 pp., \$43.31.

Evaluating Climate Change and Development, Série sur le développement de la Banque mondiale, vol. 8, édité par van den Berg, Rob D. et Osvaldo, Feinstein. Transaction Publishers, 2009, 438 pp., \$49.95.

La récente éruption volcanique d'Islande a interdit le vol de nombreux avions civils dans toute l'Europe, montrant l'importance du changement climatique dans notre vie quotidienne. À l'heure actuelle, de nombreux états africains célèbrent le 50^e anniversaire de leur indépendance. Ces deux sujets, changement climatique et état du développement – apparaissent comme des sujets urgents et politiquement sérieux.

Des efforts du Protocole de Kyoto, des détenteurs du Prix Nobel, Al Gore et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ainsi que de la conférence de Copenhague de 2009, entre autres, le monde réalise petit à petit l'effet d'une atmosphère appauvrie sur les êtres humains. D'un autre côté, alors que de nombreux états africains célèbrent le 50^e anniversaire de leur indépendance – en particulier 17 pays francophones qui ont obtenu leur indépendance en 1960 – le problème de bonne gouvernance est au centre des préoccupations puisque la plupart de ces états n'ont pas répondu de façon positive aux besoins et aux aspirations de leurs citoyens.

Le concept de développement sert à lier le livre de Rob D. van den Berg et Osvaldo Feinstein, *Evaluating Climate Change and Development et Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges*, d'Omano Edigheji. Le débat sur le développement, bien qu'assez tiède, ne peut pas être ignoré. Plusieurs problèmes traditionnels et pourtant pertinents comme le VIH/SIDA, la malaria, la sécurité, les aliments, la réforme du commerce et la malnutrition appaurent sur la liste de la conférence de Copenhague. Donc, sur ces problèmes, on peut au moins parler d'un vrai consensus sur l'évaluation du changement

climatique et la création d'un état démocratique développementaliste.

Les relations entre les pays en voie de développement, les états démocratiques et le changement climatique posent des questions qui soulignent le débat intense, ayant surtout lieu parmi les parties de la Convention-cadre sur le changement climatique, Nations Unies ou à la Conférence du Commonwealth ou de la Francophonie. Il est devenu de plus en plus évident que les pays en voie de développement devront supporter des coûts importants pour réparer les dommages causés par les problèmes environnementaux internationaux, problèmes qui ont leur source dans les pays développés. En outre, le problème de la faiblesse des états a ses origines dans le système de gouvernance légué par les anciens maîtres coloniaux à leurs colonies.

Un consensus est en train de se développer que l'utilisation du modèle occidental de l'état-nation, fondation du système international actuel, pose de nombreux problèmes. Bien qu'il ait ses origines dans le contexte spécifique sociohistorique européen, le modèle est largement appliqué dans les anciennes colonies ou dans les pays post-coloniaux d'Afrique avec l'assistance ou sous l'influence de la communauté internationale.

Les modèles courants de construction d'un état supposent qu'on puisse établir la légitimité de l'état et éviter son effondrement grâce à l'intervention internationale combinée avec une présence militaire, une énorme quantité d'assistance et des élections démocratiques. La réalité, cependant, nous amène à questionner l'efficacité de ces mesures, au moins de la façon dont elles ont été mises en œuvre. Le besoin de repenser les fondations de l'état est donc impératif. La collection d'essais d'Edigheji traite de problèmes comme la réforme de la construction de l'état, le modèle de l'état et sa transformation dans la répartition de services de qualité au peuple. Loin de se baser sur le concept de l'état de Max Weber, *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges* essaye de tourner la question vers les attentes et les besoins de la population comme fondation de la transformation de l'état.

Les pays africains ont affirmé et continueront d'affirmer que des standards environnementaux plus élevés, en particulier ceux concernant l'effet de serre, les mettent dans l'impossibilité de se

développer au même niveau que le monde développé. Donc, pour faire progresser leur développement et créer des effets positifs environnementaux globaux, ils auront besoin de compensation pour les coûts additionnels. Le deuxième mode de raisonnement découle des conséquences du changement climatique et demande aux pays de s'y adapter.

Quant à l'émergence d'un état démocratique, certains commentateurs maintiennent que le monde développé, particulièrement les puissances coloniales, ont donné une forme de quasi-indépendance à leurs colonies tout en gardant le vrai pouvoir. La globalisation sans la base technologique et scientifique de l'Afrique limite la participation du continent au commerce mondial. Le concept d'état n'est alors qu'une façade. Les termes du commerce ne sont pas décidés en Afrique, mais ailleurs. Le coût des matières premières et des produits finis est décidé par les puissances industrielles. Il est évident que le concept existant de la construction de l'état a pris la mauvaise voie.

Pour remédier à cette conjoncture, certains demandent que soit élaboré un état démocratique développementaliste en Afrique et que les pays africains soient encouragés à prendre des mesures appropriées pour réduire l'impact du changement climatique en adoptant une approche de développement stratégique axée sur le peuple. Une politique d'inclusion, pas d'exclusion, devrait avoir la priorité¹.

En tenant compte de l'échec de l'état à fournir le développement ou les services de qualité à la population, les associations communautaires qui coopèrent avec les citoyens pour combler le vide laissé par le gouvernement sont devenues florissantes au cours de ces dernières décennies. Ces associations pensent que la participation a une plus grande chance que la gouvernance représentative d'assurer l'efficacité et l'efficience dans le développement ; d'encourager la transparence et la viabilité du développement, de donner le pouvoir aux gens et de briser les chaînes de la dépendance, d'encourager la responsabilité et la sensibilité aux besoins locaux et de réduire les vastes inégalités entre le petit nombre d'individus membres de l'élite et les nombreux pauvres qui souffrent en silence.

État démocratique et développementaliste

Les auteurs qui ont contribué à *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potenti-*

als and Challenges pointent vers le fait central qu'un état développementaliste en Afrique du Sud, à la différence des états développementalistes du XXe siècle en Asie Orientale, doit se baser sur les principes de gouvernance démocratique dont le modèle est les états développementalistes scandinaves. En outre, le programme de développement national et sa politique doivent mettre l'accent sur la transformation sociale dans le cadre de la politique sociale. C'est-à-dire qu'un état développementaliste en Afrique doit être démocratique et doit promouvoir la cohésion sociale et l'inclusion. Lors des années 1990, l'âge d'or de la démocratisation en Afrique, le processus a atteint ce que l'on a appelé la « troisième vague » qui a pénétré la politique du continent. Une forte pression internationale a donné lieu à des protestations populaires contre une structure de régime centralisé *statique* et dictatorial, provoquant un changement novateur d'un système monolithique en un système multipartite dans tout le continent. En 1997, au moins 48 états d'Afrique subsaharienne avaient embrassé des élections multipartites².

Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges contient 14 articles divisés en cinq parties. L'article d'introduction d'Omano Edigheji donne le ton et le cadre conceptuel. Il soutient que l'état développementaliste doit avoir la capacité d'être un leader. Il doit définir un programme national commun et mobiliser tous les secteurs de la société pour participer à la mise en œuvre de ce programme.

Edigheji pose la question de savoir si un état développementaliste peut prendre racine en Afrique du Sud du fait de sa démocratie constitutionnelle, supposant que démocratie et développement sont incompatibles. Est-ce que cela explique pourquoi les *tigres asiatiques* ont fait des progrès sous ce que l'on peut appeler des régimes dictatoriaux comme à Singapour, en Malaisie, en Corée du Sud et à Taiwan ? Alors pourquoi les régimes autoritaires et centralisés d'Afrique n'ont pas tenté ce genre de développement comme les pays d'Asie orientale ? Certains pays étant à égalité dans les années 1960 avec de nombreux pays africains en termes de produit national brut. Où en sont ces pays maintenant par comparaison avec les pays africains ? Il est clair que quelque chose empêche les pays africains d'atteindre le statut industriel.

La première partie, « *Conceptual Issues and Historical Experiences* » comprend cinq essais, la plus grande partie des contributions. Dans « *Constructing the 21st Century Developmental State: Potentialities and Pitfalls* » Peter B. Evans offre trois fondations théoriques pour l'émergence d'un état

développementaliste démocratique, à savoir une nouvelle théorie de la croissance, des approches institutionnelles et la théorie de capacité et la capacité d'expansion. Notant la convergence de ces trois tendances de théorie du développement, Evans propose que « l'amélioration des capacités humaines soit d'objectif central des états développementalistes du XXI^e siècle ». Développer le capital humain : non seulement améliore le bien-être des citoyens, mais établit aussi une fondation pour l'inclusion sociale et une croissance économique soutenue. Il conclut que l'amélioration du capital humain est à la fois un moyen et un but, par contraste avec un principe du néolibéralisme qui ne conçoit l'investissement en capital humain qu'en termes économiques étroits.

L'article de Thandika Mkandawire, « *From Maladjusted States to Democratic Developmental States in Africa* » propose des façons utiles de créer des états développementalistes sur le continent. Il se base sur la thèse centrale que les états africains sont mal adaptés depuis les années 1960 en termes de réduction de l'état et l'effondrement de l'investissement public en capital physique et humain. Il soulève des questions importantes sur les états développementalistes dans le contexte de la démocratie, contrastant avec Evans et Edigheji qui maintiennent que la démocratie est incompatible avec le développement. Mais Mkandawire soutient que construire des états développementalistes démocratiques en Afrique demande originalité et intelligence. Il indique, par exemple, que du fait du manque de conditions préalables fixes pour l'emprunt pendant l'établissement d'un état développementaliste, ce processus pourrait procéder par essais et erreurs.

Dans « *How to 'Do' a Developmental State: Political, Organisational, and Human Resource Requirements for the Developmental State* » Ha-Joon Chang soutient que l'Afrique du Sud a le potentiel de bâtir un état développementaliste, étant donné l'existence d'importants conglomerats dans le domaine des minéraux et de l'énergie et le manque de contrôle de l'état sur les banques, à la différence des états développementalistes classiques du XX^e siècle. Il recommande l'établissement d'une « Banque du développement » et d'autres banques spécialisées pour surmonter le manque de contrôle de l'état.

L'essai d'Eun Mee Kim, « *Limits of the Authoritarian Developmental State of South Korea* », corrobore la gouvernance autoritaire du général Park Chung Hee qui a lancé l'État développementaliste de Corée du Sud, tout comme les états développementalistes d'Asie orientale sous gouvernement autoritaire.

Dans « *Foiling the Resource Curse: Wealth, Equality, Oil and the Norwegian State* » Jonathan W. Moses se concentre sur le contexte politique et institutionnel ainsi que sur les instruments politiques utilisés par l'État norvégien pour gérer ses ressources en pétrole et les revenus qui en proviennent au bénéfice de ses citoyens. Le cas de la Norvège est intéressant quand on le compare à des pays producteurs de pétrole comme le Gabon, le Nigéria, le Cameroun et l'Angola. Bien que le Gabon et le Nigéria commencèrent à exporter du pétrole bien avant la découverte de pétrole en Norvège, la vie de ces peuples n'a pas changée ; la Norvège, par contre, a maintenant une base économique solide en Europe. Pourquoi ? Moses parle de deux choses fondamentales – leadership visionnaire et rôle de la société civile en prenant en main le développement. D'autres parties concernées participent aussi à l'élaboration de la politique.

Il montre qu'avec des arrangements institutionnels et organisationnels corrects, les états développementalistes dans des pays riches en minéraux peuvent éviter à la fois la « malédiction des ressources » et la « maladie hollandaise » et que l'on peut tirer des leçons utiles d'états développementalistes comme ceux d'Asie orientale. Les partis hégémoniques centralisés avec leadership focalisé peuvent faire une différence importante en Afrique. Le changement demande un leadership visionnaire et une vibrante société civile.

Deuxième partie, « *Policy-Making and Economic Governance in South Africa* » contient trois articles. « *The Effect of a Mainstream Approach to Economic and Corporate Governance on Development in South Africa* » par Seeraj Mohamed examine le régime de gouvernance économique d'Afrique et son impact sur la capacité d'un pays de bâtir un état développementaliste. L'auteur soutient que la politique économique a été largement menée par le besoin de maximiser la valeur pour les actionnaires et que les agences de notation plutôt que les citoyens déterminent la crédibilité des politiques, inhibant les efforts de construction d'un état développementaliste démocratique.

Dans « *Can South Africa Be a Developmental State?* » Ben Fine voit la financiarisation comme une expression à la fois d'une orientation politique post-1994 et comme l'un des principaux problèmes auquel le pays doit faire face pour devenir un état développementaliste. La contribution d'Anthony Butler « *Consolidation First: Institutional Reform Priorities in the Creation of a Developmental State in South Africa* » offre une perspective différente, une vue sceptique sur la capacité de l'Afrique du Sud de créer un état développementaliste. Il pose des questions souvent

omises dans l'établissement d'un tel état, plus précisément, l'enchaînement des réformes institutionnelles et politiques, particulièrement la question de ce qui devrait être fait en premier. Butler avertit les décideurs de ne pas utiliser l'excuse de citer la difficulté de construire un état développementaliste, avec ses arrangements institutionnels et orientations politiques, pour éviter de prendre les décisions politiques nécessaires.

Troisième partie, « *South Africa's Macroeconomic and Industrial Policy Landscapes* » comprend « *Towards an Appropriate Macroeconomic Policy for a Democratic Developmental State in South Africa* » de Kenneth Creamer et « *Competition Policy, Competitive Rivalry and a Developmental State in South Africa* » de Simon Roberts. Creamer soutient que l'état développementaliste démocratique en Afrique du Sud a la responsabilité principale de transformer la structure d'opportunités en élargissant l'accès aux services de base et à l'infrastructure physique. Roberts parle de la politique compétitive et du rôle de l'industrialisation et de la concurrence globale dans le contexte d'états développementalistes. Mettant l'accent sur la diversité dans la politique de la concurrence, même parmi les états d'Asie orientale, il soutient que la concurrence dans le développement industriel et la politique joue un rôle important pour assurer la formation de l'état développementaliste.

Dans la quatrième partie, « *Social Policy and its Institutional Underpinnings in South Africa: What Hope for a Developmental State?* », Karl von Holdt examine la politique sociale et ses étayages institutionnels dans son article « *The South African Post-Apartheid Bureaucracy: Inner Workings, Contradictory Rationales and the Developmental State* », pointant vers une mauvaise organisation et un mauvais processus, expliquant en grande partie la mauvaise condition du service santé en Afrique du Sud. Son analyse montre que le problème s'étend à d'autres secteurs de répartitions de services et donc gêne l'émergence d'un état développementaliste. Holdt propose comme solution de restaurer la logique Weberienne dans les services publics.

« *Intermediate Skills Development in South Africa: Understanding the Context, Responding to the Challenge* », la contribution de Salim Akoojee conseille l'agressivité dans le développement du capital humain. Le système de gouvernance a contribué à un manque généralisé de talents, exacerbant le caractère dysfonctionnel du système éducatif d'Afrique du Sud dans l'ère post-apartheid. En conséquence, le développement du capital humain est central à l'amélioration de la capacité et à l'industrialisation, et finalement, à la prospérité nationale.

« *The Agrarian Question and the Developmental State in Southern Africa* » de Sam Moyo, le seul article de la cinquième partie, « *Agrarian Reform* », note que l'agriculture, sur laquelle la plupart des politiques transitionnelles dépendent, a besoin de réforme structurelle. On voit la signification de ce domaine, qui ne devrait pas être sous-estimé dans la formation de l'état développementaliste pour assurer la sécurité de l'alimentation, améliorer le niveau d'emploi, réduire la pauvreté, adresser les inégalités et transformer les forces productives au sein de l'Afrique du Sud. Moyo montre que l'agriculture joue un rôle clef dans la transformation des problèmes économiques, sociaux et politiques ainsi que dans la réduction de la vulnérabilité aux caprices des marchés mondiaux.

Menace à l'environnement et à la sécurité humaine

Les contributeurs à *Evaluating Climate Change and Development* ont présenté leurs articles à la Conférence Internationale sur l'évaluation du changement climatique et le développement à l'invitation du gouvernement égyptien et de la Bibliotheca Alexandrina en mai 2008. Ils insistent sur le fait que l'éthique demeure la dimension manquante dans le débat sur le climat. Les inégalités et les injustices qui peuvent se produire globalement du fait du changement climatique demandent que les leaders mondiaux examinent soigneusement les dimensions morales et éthiques de ce phénomène. Spécifiquement, les effets du réchauffement planétaire posent un danger sérieux à la sécurité du globe et aux moyens d'existence des hommes.

Première partie, « *Climate Change, Development, and Evaluation* » contient des essais par Ismail Serageldin, Robert Picciotto, et Joyeeta Gupta sur « *Food, Feed, Fuel, and Climate Change: Challenges, Threats, and Possible Actions* », « *Evaluating Climate Change and Development* » et « *Climate Change, Development, and Evaluation: Can Flexibility Mechanisms Promote Sustainable Development?* », respectivement.

« *Evaluation Techniques for Disaster* » par Claudine Voyadzis et Bastian de Laat, l'un des cinq articles de la deuxième partie, « *Challenges and Lessons Learned from Evaluations* » traite du rôle de la Banque mondiale dans la fourniture aux autorités nationales et locales de fonds pour la reconstruction des zones affectées et le développement de moyens pour la prévention et l'atténuation de désastres naturels ou écologiques.

La troisième partie examine « *Mitigation of Climate Change* » en six essais, y compris « *Contributing to Global Benefits or Supporting Local Sustainable Development: Evidence from a Global Evaluation of UNDP's Program* » par Howard M. Stewart, Juha I. Uitto, et Michael P. Wells et « *The Impact of BACIP Energy-Efficient Products on Domestic Fuel Savings in Northern Pakistan* » par Nahida Khudadad et Qayum Ali Shah.

Les cinq articles de la quatrième partie « *Adaptation to Climate Change* » évaluent la situation et identifient les écarts dans l'évaluation de l'adaptation aux interventions du changement climatique. Noter en particulier la contribution de Merylyn McKenzie et d'autres sur « *Evaluation of Adaptation to Climate Change from a Development Perspective* ».

Des essais comme « *Making Adaptation Work for the Vulnerable: An Approach for Assessing Community-Based Interventions* » par Balgis Osman-Elasha et d'autres, un des six dans la cinquième partie, « *Vulnerability, Risks, and Climate Change* » explore une gamme d'outils et d'approches pour situer et évaluer les rapports mutuels dans les systèmes humains complexes et les écosystèmes qui sont particulièrement prônes aux effets du changement climatique. Les contributeurs examinent aussi la capacité locale et nationale pour mieux préparer, surveiller, et évaluer les effets du changement climatique.

Finalement, à la sixième partie, « *The Road Ahead* » Rob D. van den Berg et Margaret A. Spearman présentent une synthèse de tous les articles du livre dans leur essai, « *The Future of Evaluating Climate Change and Development* » discutant les problèmes auxquels les pays en voie de développement font face dans la réduction des émissions. Les auteurs indiquent que, ironiquement, les pays en voie de développement, particulièrement en Afrique, qui émettent le moins de gaz de serre sont ceux qui subiront en fait le plus grand coût dans le traitement des effets du changement climatique.

En outre, le fait que le changement climatique aura des effets sévères et inégaux dans de nombreuses parties du monde demande une prise de conscience dans les décisions politiques. D'après Rajendra K. Pachauri, président du Comité intergouvernemental sur le changement climatique, « Nous devons penser à un niveau beaucoup plus élevé. Et je pense que c'est là que l'éthique apparaît de façon si critique comme la dimension qui manque à ce débat³. » Un appel aux leaders mondiaux rédigé par la Communauté Internationale Baha'i déclare que la « recherche de la justice climatique n'est pas une compétition pour des ressources limitées, mais une partie d'un processus qui se déroule vers un plus grand degré d'unité parmi

les nations alors qu'elles s'efforcent de construire une civilisation viable, juste et pacifique⁴. » Il faut quelque chose de plus, une bonne gouvernance.

Conclusion

Construire un état développementaliste en Afrique du Sud ou dans toute autre partie du monde en voie de développement et évaluer le changement climatique et le développement fait jouer les questions éthiques et morales qui se trouvent à la racine des problèmes ; questions de justice et d'équité qui détermineront la survie des cultures et des écosystèmes pour les générations présentes et futures.

Les deux livres revus ici posent des questions sur la tolérance, l'inclusion, le système de gouvernance, l'influence du capitalisme et les effets de la globalisation. Le message qu'ils communiquent est que les leaders et les sociétés doivent se vouer elles-mêmes à la poursuite d'une gouvernance démocratique et à l'évaluation des effets du changement climatique, guidés par des considérations éthiques et morales. Accomplir ceci inspirera la confiance des individus, des communautés, des institutions, des nations et du monde pour entraîner les politiques humaines et appropriées qui assurent la gouvernance démocratique et l'environnement nécessaire à l'édification de civilisations viables.

La question de la politique de la force, militaire ou civile, doit être ajustée pour se concentrer sur une coexistence harmonieuse avec la nature. Les auteurs qui ont contribué aux deux livres préconisent une nouvelle dimension et une utilisation du pouvoir qui démontrent la confiance, la justice, la solidarité et une vision de prospérité pour les populations les plus vulnérables. Directement ou indirectement, ils demandent instamment de nouveaux leaders politiques qui montreront courage et moralité alors qu'ils articulent la vision et assurent la fondation d'un accord complet et juridiquement contraignant pour assurer la coexistence pacifique entre les peuples, le développement et un environnement viable. Comme mentionné au début de cette revue, la récente éruption volcanique en Islande nous a donné une idée de notre vulnérabilité et une raison pour coopérer pour notre avantage mutuel.

Les deux livres, *Evaluating Climate Change and Development* et *Constructing a Democratic Developmental State in South Africa: Potentials and Challenges* plairont à un large groupe représentatif du public lecteur, y compris étudiants, décideurs politiques et membres d'organisations non gouvernementales,

communautés de donateurs, organismes internationaux et gouvernements dans les démocraties établies et les politiques transitionnelles. Nous devons donc non seulement lire ces livres, mais aussi, encore plus important, utiliser de façon active et constructive leurs diverses recommandations. *Mise en œuvre* est le mot clé. La fin du système d'*apartheid* et l'émergence d'un gouvernement d'unité nationale devraient être une leçon valable pour les pays africains.

Qu'un concept d'un état développementaliste provienne d'Afrique ou non, la gouvernance, le changement climatique et le développement fournissent des zones de changement constructif sous l'ombrelle de la justice et du respect de la vie humaine. Ces livres projettent un message d'utilisation « du pouvoir de convaincre » pour traiter nos dilemmes sous-jacents et, de ce fait, atteindre un objectif d'équité et de justice. Les deux sont une lecture essentielle pour ceux qui veulent comprendre les solutions aux problèmes nationaux, régionaux et mondiaux.

John W. Forje
Yaoundé, Cameroon

Notes

1. Voir Forje, John W. (2009), « *Here The People Rule: Political Transition and Challenges for Democratic Consolidation in Africa* », New York: Nova Science Publishers.

2. Berman, Sheri (1997), « Civil Society and Political Institutionalisation », *American Behavioral Scientist* 40, no. 5, pp 562-74 ; Bratton, Michael « Second Elections in Africa » in *Democratization in Africa: Progress and Retreat*, ed. Diamond, Larry et Plattner, Marc F. (1999), Baltimore: John Hopkins University Press, pp 18-33 ; Diamond, Larry (mars 1997), « Is the Third Wave of Democratization Over? An Empirical Assessment », *Working Paper* no. 236, mars 1997, <http://kellogg.nd.edu/publications/working-papers/WPS/236.pdf> ; et Chabal, Patrick (1998), « A Few Considerations on Democracy in Africa », *International Affairs* 74, no. 2, pp 289-303.

3. « Ethics Are 'Missing Dimension' in *Climate Debate*, Says IPCC Head », Bahá'í World News Service, 23 septembre 2009, <http://news.bahai.org/story/729>.

4. *Id.*

America and Europe After 9/11 and Iraq: The Great Divide, Revised and Updated Edition (2008) par Sarwar Kashmeri, Potomac Books, Inc., 176 p. \$16,95.

Chaque période d'élections nationales voit s'épanouir une nouvelle série de recommandations de politiques s'adressant au futur gouvernement,

de même qu'un gouvernement sortant tend à produire une riche moisson de livres-vérité et de mémoires. L'influence qu'exercent ces publications est en grande partie une question de distribution et d'opportunité. Il convient de juger l'ouvrage de Kashmeri publié en 2008 (mise à jour de l'édition de 2007) en se basant principalement sur les circonstances de l'époque à laquelle il fut écrit. Même si une partie de son contenu a été rendue dépassée par des développements ultérieurs, le cœur de son argumentation concernant la crise dans les rapports transatlantiques contient toujours un grain essentiel de vérité. Le mauvais état des relations politiques qui se développa rapidement entre les États-Unis et l'Europe à propos de l'invasion américaine de l'Irak ne fut pas simplement le résultat des actions entreprises par le gouvernement Bush mais naquit plutôt de problèmes généraux plus profonds qui ne seront probablement pas résolus par un simple changement de personnel. Les efforts visant à améliorer et à rendre plus efficaces les rapports transatlantiques, écrit l'auteur, exigent que des changements majeurs soient apportés aux politiques et méthodes (principalement américaines).

Ingénieur et informaticien de formation et conseiller en communications stratégiques de profession auprès d'entreprises internationales, Kashmeri traite le sujet en grande partie dans la perspective des affaires. C'est son expérience de conseiller d'entreprises ainsi que sa participation à de nombreux colloques rassemblant des chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires et représentants des médias américains et européens qui ont donné forme à ses vues concernant les relations entre l'Europe et les États-Unis. En particulier, le rôle consultatif qu'il joua auprès d'entreprises américaines à propos des changements créés par l'introduction de l'euro semble s'être révélé un moment déterminant dans sa prise de conscience du fossé croissant entre les alliés des deux côtés de l'Atlantique. Il fit ressortir l'incapacité de l'Amérique à comprendre « les dimensions politiques et économiques de l'Europe intégrée » et les « intérêts politiques et économiques indépendants » qui en résultèrent (p. xii). En bref, les États-Unis n'ont pas pris l'Europe suffisamment au sérieux, compte tenu de sa puissance et de son influence accrues.

Les critiques de Kashmeri s'adressent principalement à la « vision [néoconservatrice/transformationaliste] qui domine aujourd'hui la politique des États-Unis » (p. 37), qui n'accorde que peu de crédit aux alliances traditionnelles ou aux institutions internationales (telles que l'ONU), préférant plutôt faire cavalier seul pour encourager la propagation planétaire de la démocratie. Il oppose

cette vision à celle des conservateurs traditionalistes (dont beaucoup furent ses interlocuteurs lors de la préparation de l'ouvrage : James Baker, Brent Scowcroft, Caspar Weinberger, ainsi que George H.W. Bush lui-même) qui, aux dires de Kashmeri, « collaborent avec ... amis et alliés au sein des organisations internationales » (p. 37). Kashmeri suggère que les politiques poursuivies sous Bush fils cristallisèrent l'inattention et l'indifférence à long terme de l'Amérique envers les développements qui prennent place en Europe, voire même sa résistance à ceux-ci, qui étaient dues en partie à une tendance à voir l'Europe à travers un prisme à orientation distinctivement britannique « rapports spéciaux ». Il encourage les responsables politiques américains à rechercher plus de compromis et une coopération plus étroite avec l'Europe entière afin de faire face comme il convient aux défis planétaires que l'Amérique ne peut relever seule.

Kashmeri attire l'attention sur des déclarations de néoconservateurs selon lesquelles une Union européenne florissante n'est pas dans l'intérêt bien compris des États-Unis et affirme que les néoconservateurs « préconisent une politique américaine qui encourage activement la discorde parmi les états membres de l'Union européenne pour affaiblir celle-ci » (p. 98). Il n'apporte toutefois aucune preuve explicite qu'un aspect majeur quelconque de la politique américaine découla de ce point de vue. Bien que les Européens croient manifestement que c'est le cas, ce qui en soi constitue un problème pour les responsables politiques américains, l'auteur ne prouve pas de manière convaincante que cela est beaucoup plus qu'un produit de l'imagination des Européens. Ce qui est plus important, l'insistance sur le point selon lequel les États-Unis devraient considérer l'Europe comme une entité plutôt que traiter avec ses états membres individuellement ignore le fait que l'Europe n'est pas encore unifiée mais continue jusqu'à un certain point à souffrir de désaccords internes et de faiblesses structurelles. Kashmeri tend à ignorer les points faibles du camp européen (en particulier dans le domaine de la sécurité) et se concentre au contraire presque exclusivement sur ce que les États-Unis doivent faire pour améliorer la situation.

Bien que son diagnostic de l'état des relations transatlantiques soit exact, les solutions qu'il préconise pour améliorer ces relations sont plutôt générales et palliatives. Il identifie un aspect clé lorsqu'il fait remarquer qu'une source sous-jacente des problèmes affectant les rapports euro-américains réside dans les perceptions différentes de la « guerre contre le terrorisme » des deux côtés de l'Atlantique et que, ce qui est encore plus fondamental, ces per-

ceptions dérivent à leur tour d'attitudes divergentes vis-à-vis de la guerre en général (p. 43). Il a également raison de suggérer qu'un nouveau consensus à propos du recours à la force doit être formulé. Ce qu'il propose pour forger ce consensus, c'est-à-dire la « démilitarisation » de l'OTAN et la transformation de celui-ci en « forum transatlantique » destiné à élaborer des « règles d'engagement et de comportement », suggère toutefois un découplage des relations militaires entre les États-Unis et l'Europe dans l'espoir que « dans l'avenir peut-être, un nouveau rôle militaire pour l'OTAN pourrait apparaître » (p. 110-111). On se demande comment un consensus abstrait quelconque est sensé réussir s'il ne conduit pas à de nouvelles structures ou ne détermine pas des actions concrètes. Il en est de même lorsqu'il propose que le « problème irakien » soit « internationalisé » (pp. 107-108) : bien que cette suggestion soit louable dans l'abstrait, il s'est révélé difficile de lui trouver preneur dans la réalité.

Dans la mesure où l'essentiel du raisonnement de Kashmeri critique les circonstances telles qu'elles existaient au milieu de la décennie et est à son tour déterminé par celles-ci, on se demande en quoi des événements plus récents, en particulier le départ de la scène politique des néoconservateurs et l'avènement d'un Congrès et d'une Maison Blanche contrôlés par les Démocrates, pourraient modifier ses suggestions. En revanche, le néoconservatisme, en tant qu'expression d'un désir irrésistible chez les Américains de « garantir les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité », reste une disposition naturelle fondamentale de la culture politique américaine qui, en tant que telle, continuera probablement à inspirer la politique américaine d'une façon ou d'une autre. Les États-Unis devront, en fin de compte, déterminer le degré auquel une Europe qui ne compte plus sur l'Amérique pour montrer la voie mais remet activement en question ce rôle (p. 21) partage les valeurs qui sont à la base de la façon dont l'Amérique voit sa place dans le monde.

Michael Prince, PhD
Munich, Allemagne

Cultural Contestation in Ethnic Conflict (2007) par Marc Howard Ross. Cambridge University Press, 384 p., \$34,99.

Rien ne fait les grands titres comme un conflit ethnique. La guerre civile du Sri Lanka, la dislocation de l'ancienne Yougoslavie, les mouvements indépendantistes tibétain et ouïgour en Chine, les divisions entre Chiites et Sunnites en Irak sous

occupation américaine, les émeutes musulmanes en France, les luttes électorales à base tribale au Kenya et le conflit persistant entre Palestiniens et Israéliens ne sont que quelques uns des événements qui firent la une au cours des années récentes. L'omniprésence des conflits ethniques et leur longévité conduisent souvent de nombreux consommateurs d'informations à croire que certains peuples « sont tout simplement incapables de coexister », imputant peut-être de tels conflits à des différences intrinsèques aux groupes respectifs basées sur un passé mythique, tel que l'histoire de Jacob et Ismaël qui sous-tend une large part de la conversation courante sur le conflit judéo-arabe. Malheureusement, rares sont ceux qui, dans les médias, semblent s'intéresser aux vrais problèmes derrière les conflits ethniques ou offrent des solutions réelles.

Marc Howard Ross, un spécialiste renommé de la gestion des conflits, examine dans son dernier ouvrage, *Cultural Contestation in Ethnic Conflict*, la façon dont la culture façonne les intérêts des groupes ethniques concurrents et dont la paix pourrait être obtenue par élargissement des justifications psychoculturelles afin d'y incorporer d'autres points de vue. Il commence par examiner la dynamique de l'affirmation identitaire, notant que les expressions culturelles peuvent, en tant que réflecteurs de la vision du monde d'un groupe, jouer un rôle causal dans un conflit tout en servant à exacerber ou empêcher un conflit, suivant l'exclusivité ou l'inclusion des justifications. Celles-ci sont importantes précisément parce qu'elles constituent les histoires sur lesquelles se fonde l'établissement d'un sens d'identité communautaire et révèlent ainsi la façon dont les peuples interprètent les conflits auxquels ils participent, ce que Ross appelle la *dynamique psychoculturelle*, c'est-à-dire comme « des événements polarisants relatifs à des revendications, menaces et/ou droits de nature culturelle non négociables, qui deviennent importants à cause de ce qui les lie aux justifications identitaires et aux métaphores à la base de l'identité d'un groupe » (p. 25). Citant le rôle essentiel joué par l'expression culturelle dans des événements ritualisés tels que les fêtes et les pèlerinages, Ross note que, de même qu'un rite peut contribuer à perpétuer des justifications exclusivistes, il peut également aider des groupes en conflit à « refaçonner ou redéfinir les aspects symboliques et émotionnels du conflit de façon à permettre aux parties d'aller au-delà de la signature d'accords et d'élaborer les institutions et pratiques nécessaires afin d'éviter de futures confrontations » (p. 86).

L'auteur fait suivre les trois premiers chapitres, qui présentent un aperçu des théories de Ross quant au rôle que joue une justification dans un conflit et sa gestion, de sept chapitres offrant des études de cas concises qui décrivent en détail la façon dont cette dynamique opère dans l'ensemble du monde, dans des cas où un conflit a été activement calmé et où il persiste. Le premier cas qu'il examine se concentre sur les défilés de Loyalistes en Irlande du Nord. Ross oppose les défilés protestants à Portadown et à Derry. Il démontre que ceux qui se déroulèrent dans cette dernière ville sont devenus une célébration communautaire plus inclusive à laquelle participent aussi bien des protestants que des catholiques. Ceci grâce à un élargissement de la justification centrale du défilé alors que ceux qui ont lieu dans la première ville restent focalisés sur la résistance politique. Il analyse ensuite le statut de la Catalogne en tant qu'État indépendant et linguistiquement unique au sein de l'Espagne. Il énumère les diverses politiques du gouvernement central espagnol qui ont limité le risque de conflit ethnique, bien que la langue serve de foyer à une résistance violente dans d'autres pays du monde tels que le Sri Lanka.

Le sujet de l'exploration archéologique menée sur le Mont du Temple à Jérusalem sert pour Ross de microcosme du conflit entre Israël et les Palestiniens, illustrant la façon dont chaque camp « utilise sélectivement les références historiques pour soutenir sa position dans l'élaboration d'une argumentation non linéaire. L'échec à terme est beaucoup plus en évidence que la continuité » (p. 187). Dans des chapitres qui pourraient aisément être juxtaposés, Ross analyse l'interdiction faite aux étudiantes musulmanes de porter le hijab en France. À la lumière des diverses justifications républicaines qui sous-tendent l'identité nationale française. Il examine plus loin les controverses entourant le déploiement en public du drapeau confédéré, avec toutes ses implications séparatistes et racistes, dans le contexte des relations raciales et de la conception très différente de l'identité nationale à l'œuvre aux États-Unis. Pour terminer, deux chapitres sont consacrés aux questions de contestation culturelle en Afrique du Sud. Le premier focalisé sur la réinterprétation des sites les plus anciens symbolisant l'héritage de la classe dominante blanche dont ils servaient les justifications. Le deuxième détaille la création de nouveaux sites offrant une présentation de l'expérience noire dans le pays. L'ouvrage est illustré de nombreuses photos et cartes, et comporte deux tableaux multipages très utiles qui présentent les événements les plus

enracinés dans les explications du conflit d'Irlande du Nord et de celui entre Israël et les Palestiniens.

« Les analyses politiques tendent à ignorer, écarter ou insuffisamment théoriser le rôle que jouent l'identité et le cadre émotionnel dans les conflits à long terme », écrit Ross en conclusion (p. 312). Il est de fait que la plupart en conclusion tendent à présenter les explications culturelles données depuis longtemps comme de simples façades, c'est-à-dire des procédés malhonnêtes d'affectation politique destinés à assurer un avantage politique à quelques privilégiés, ou comme des indicateurs d'irrationalité pour des cultures trop rétrogrades pour consacrer du temps et des efforts à se soucier des « réelles » questions que représentent la science économique et le pouvoir. De telles simplifications ne servent qu'à saper la tentative de peindre un portrait stratégique élargi des conflits ethniques qui se déroulent dans le monde en général et par conséquent à limiter les possibilités de transformer des zones de discordance en régions véritablement pacifiques. C'est dans ce domaine que des spécialistes tels que Marc Howard Ross servent une noble cause. Les arguments clés de *Cultural Contestation in Ethnic Conflict* s'appuient sur les nombreuses années que Ross a consacrées à la gestion des conflits et sur les recherches qu'il a menées dans le monde entier. Dans cet ouvrage, il offre plus que de simples songeries d'universitaire, c'est-à-dire des conseils pratiques sur la façon d'arriver à la paix et à la stabilité stratégique. Quant à ceux qui ignoreraient ce qu'il a à offrir, ils le feraient non seulement à leur propre péril mais au nôtre à tous.

Guy Lancaster, PhD
Arkansas State University

The U.S. Nuclear Arsenal: A History of Weapons and Delivery Systems Since 1945 (2009) par Norman Polmar. Naval Institute Press, 296 p., \$49.95.

L'ouvrage offre une analyse utile des armes nucléaires terrestres, navales et aériennes déployées par les États-Unis entre la fin de la deuxième guerre mondiale et aujourd'hui. Les auteurs, Norman Polmar et Robert S. Norris, font tous deux autorité sur le sujet, le premier ayant écrit sur le développement des armes nucléaires pour la Marine américaine, le ministère de l'Énergie, l'agence de la Défense pour les projets de recherche avancés et l'agence Nucléaire de la Défense, alors que le second est le chargé de recherche senior au National Resources Defense Council. Le premier chapitre offre un aperçu historique complet, alors

que les sept qui le suivent se concentrent sur les ogives nucléaires, les avions stratégiques, les avions tactiques, les missiles stratégiques, les missiles tactiques et roquettes, l'artillerie et les armes anti-sous-marines. Le texte est abondamment illustré, avec de nombreuses photographies noir et blanc. On trouve également un glossaire utile des abréviations et acronymes, des annexes sur les stocks américains d'armes nucléaires, les effets de ces armes et un tableau divisé en colonnes relatives aux ICBM, MSBS et bombardiers indiquant les nombres de lanceurs et d'ogives par année entre 1945 et 2008. Les sources primaires sont citées dans tout ce volume, qui comporte une section *Recommended Reading* (lectures recommandées) très utile.

Bien qu'abondamment illustré, cet ouvrage n'est pas un livre d'images. Le chapitre initial constitue une bonne analyse de l'évolution des systèmes d'armes nucléaires des États-Unis et de leur doctrine d'emploi, expliquant leur développement et leur déploiement par l'armée de Terre et le corps des Marines ainsi que par l'armée de l'Air et la Marine. Bien que l'optique soit stratégique, les applications tactiques de la puissance nucléaire sont également examinées, comme par exemple le Davy Crockett, conçu pour donner aux chefs de bataillons une capacité de frappe nucléaire sur le champ de bataille. Comme l'expliquent les auteurs, il y avait en fait deux Davy Crockett (cannons sans recul tous les deux) : le M28 de 120 mm et le M29 de 155 mm, dont chacun utilisait le projectile M388 à tête W54. Les chapitres consacrés aux avions indiquent clairement que la plupart des avions de l'armée de l'Air, de la Marine et du corps des Marines étaient dotés d'une capacité nucléaire ainsi que les vénérables porte-avions de la classe Essex datant de la deuxième guerre mondiale avaient une capacité nucléaire dans leurs rôles aussi bien d'attaque que de guerre anti-sous-marine. Polmar et Norris font bien comprendre que toutes les Armes incorporèrent les armes nucléaires à leur doctrine de conduite de la guerre aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique pendant toute la guerre froide.

Il se pourrait que les lecteurs appartenant à l'armée de l'Air trouvent à redire à certaines opinions exprimées par les auteurs. Ils soutiennent que la *triade* nucléaire était un « terme inventé par l'U.S. Air Force pour justifier la nécessité de trois forces offensives stratégiques américaines », employé publiquement pour la première fois par le chef d'état-major de l'armée de l'Air, le général John D. Ryan en 1970 pour « aider à expliquer la persistance du *besoin* d'un bombardier stratégique piloté » (p. 20). Ils déclarent plus loin que « trois facteurs

« militaient contre les bombardiers pilotés », y compris la vulnérabilité des bases du SAC aux attaques de MSBS (missiles mer-sol balistiques stratégiques) soviétiques. L'« illusion d'un argument majeur de l'armée de l'Air en faveur des bombardiers pilotés, à savoir qu'ils pouvaient être rappelés » et l'efficacité des missiles sol-air soviétiques au Viêt-Nam et au Moyen-Orient, qui « conduisit de nombreux hauts fonctionnaires et adversaires des bombardiers à soutenir que le vaste réseau moderne de défense aérienne des Soviétiques rendait les bombardiers stratégiques dépassés. » (p. 30). Il est clair que Polmar et Norris doutent également de la valeur de la flotte d'ICBM de l'armée de l'Air :

Un des facteurs déterminant l'efficacité des ICBM américains *Minuteman-Titan* était la question de leur fiabilité. Des trois composantes de la Triade, les ICBM basés à terre furent la seule force à ne pas être soumise à des essais approfondis. Les bombardiers décollaient régulièrement, accomplissaient des missions en vol et larguaient des bombes ; avant que ne soient signés des accords interdisant les essais, des bombardiers larguèrent des armes nucléaires (et des fausses bombes) lors d'essais à l'échelle du système. De même, les sous-marins tirèrent régulièrement des missiles balistiques désarmés – sans ogive – à destination de polygones d'essai et, le 6 mai 1962, l'*USS Ethan Allen* (SSBN 608) procéda au tir d'un missile Polaris A-1 à une distance de presque 1200 milles nautiques dans le Pacifique, qui se termina par une explosion nucléaire. Ce fut le seul essai à l'échelle du système d'un missile balistique intercontinental, missile balistique de portée intermédiaire ou missile mer-sol balistique stratégique à ogive nucléaire depuis un « silo opérationnel ». (p. 16)

Les auteurs poursuivent :

Aucun ICBM à ogive nucléaire n'a été lancé d'un silo opérationnel. Les équipages de silos tirèrent périodiquement divers ICBM depuis les installations d'essai de la base aérienne Vandenberg en Californie et depuis Cap Kennedy en Floride dans des conditions bien définies mais même des efforts périodiques de lancement d'un ICBM désarmé avec charge réduite de carburant depuis un silo opérationnel ont échoué et le Congrès a refusé d'approuver les tirs d'essai à la portée maximum depuis un silo opérationnel au cours desquels un missile même désarmé survolerait des zones urbaines. (p. 16)

Ces passages laissent des questions sans réponse. Comme le note cet ouvrage : « Le premier

Minuteman IA fut placé en état d'alerte à la base aérienne Malmstrom, dans le Montana, le 27 octobre 1962, au milieu de la crise des missiles de Cuba. » (p. 171). Bien que le *Minuteman III* actuel soit constamment modernisé, il est enterré dans des silos isolés construits il y a presque un demi-siècle dans des régions affectées par des conditions météorologiques extrêmement défavorables. Ils sont peut-être surveillés en permanence par des équipages disciplinés, entretenus par du personnel de maintenance sérieux et gardés par des forces de sécurité zélées mais combien de ces systèmes d'armes peuvent-ils réellement accomplir comme prévu leur mission dans le cadre de plans d'opérations stratégiques intégrées (*Strategic Integrated Operations Plans* - SIOPS) complexes ?

Compte tenu de l'effort en cours visant à restaurer la focalisation de la mission nucléaire qui s'est dégradée depuis la fin de la guerre froide et de l'attachement déclaré du gouvernement Obama au désarmement, la publication de *The U.S. Nuclear Arsenal* est certainement opportune. Même si certains lecteurs peuvent trouver certaines parties de l'ouvrage déconcertantes, Norman Polmar et Robert S. Norris offrent une perspective bien informée qui mérite d'être prise sérieusement en considération.

Frank Kalesnik, PhD

Malmstrom AFB

Forgotten Continent: The Battle for Latin America's Soul (2007) par Michael Reid. Yale University Press (<http://www.yale.edu/yup>), P.O. Box 209040, New Haven, Connecticut 06520-9040 USA, 400 pages, \$30,00 (relié), ISBN 0300116160.

Michael Reid, responsable de la rubrique *Americas* du magazine *The Economist*, est l'auteur d'une analyse exceptionnellement opportune des résultats sociaux et économiques obtenus par l'Amérique latine au cours des dix dernières années. Le fait que *Yale University Press* l'ait publié constitue une recommandation sans équivoque de l'ouvrage, qui ne déçoit pas le lecteur. Le titre reflète la thèse essentielle : en dépit de son potentiel énorme en termes de ressources naturelles et de talent humain, l'Amérique latine, jadis la région la plus évoluée du monde en voie de développement, a été oubliée et dépassée par d'autres régions de celui-ci par suite de son incapacité à réaliser des progrès suffisants pour améliorer les conditions de vie de sa population. La frustration et le fait que quelque 40 pour cent de la population vivent en état de pauvreté ont eu pour conséquence un at-

trait croissant de la force politique du populisme pour le sous-prolétariat dans un certain nombre de pays, en particulier le Venezuela, l'Argentine, la Bolivie et l'Équateur. Le populisme, qui prend de nombreuses formes, de gauche comme de droite, tente de démarginaliser ceux qui sont impuissants et de redistribuer rapidement la richesse. Anti-démocratique, il concentre le pouvoir politique dans l'exécutif et son passé suggère qu'il échouera une fois de plus. Malgré ce passé, la démocratie survit et, ce qui est étonnant, s'est enracinée plus profondément en Amérique latine. Reid souligne constamment ce fait dans cet ouvrage au rythme rapide.

Le Venezuela offre un exemple de l'attrait du populisme. S'appuyant sur de vastes revenus pétroliers, le *Chavismo* (une forme de populisme à laquelle le président Hugo Chávez a donné son nom) a atteint un haut niveau de soutien parmi les Vénézuéliens par suite de l'incapacité des précédents gouvernements de canaliser la richesse vers l'amélioration des conditions de vie du vaste sous-prolétariat. Même si le *Chavismo* a peut-être déjà atteint son apogée, les conditions socioéconomiques persistantes et déprimantes de pauvreté et d'exclusion sociale menacent la légitimité de la démocratie dans un certain nombre de pays. C'est sur ce point que Reid excelle, exploitant ses impressionnants dons d'observation en tant que journaliste pour faire des comparaisons et tirer des conclusions s'appliquant à divers pays, grands et petits. Il possède une énergie illimitée et un sens étonnant du reportage qui lui permet de découvrir une signification profonde dans des scènes qui définissent la condition humaine indiscutable qui règne dans les villes et les villages. Ses reportages le mettent également au contact des échelons supérieurs des établissements d'enseignement supérieur, des médias, des institutions gouvernementales et de la diplomatie.

Reid manifeste une grande passion pour l'Amérique latine et il est évident qu'il admire la région et sa population. Il est simultanément conscient de l'impact énorme de l'histoire, s'efforçant constamment de lier le présent au passé. Il est également un analyste percutant des indicateurs sociaux et économiques, tels que les modes d'investissement et de croissance, écrivant dans un style accessible aux profanes. Il utilise sa plume talentueuse et pleine de vitalité pour analyser froidement les sources du problème, la nature des efforts de réforme et ce qu'il appelle « La résistance opiniâtre des démocraties imparfaites » (le titre du chapitre 11). Il attribue l'échec de l'Amérique latine à des systèmes étatiques fragiles et inefficaces, c'est-à-dire

à l'incapacité des ministères de toucher la population qu'ils sont supposés servir en lui apportant la sécurité, la justice et l'enseignement, ainsi qu'en encourageant des économies vigoureuses qui emploient de façon rentable le nombre maximum de personnes.

D'après Reid, la faiblesse de l'état ne représente toutefois qu'une partie de la vérité. Les dirigeants nationaux de la dernière génération se lancèrent dans une série de réformes néolibérales embrassées par le « consensus washingtonien » (p. 6) (mises en avant par des centres de recherche et des établissements de crédit multinationaux) visant à supprimer les barrières tarifaires aux échanges et aux investissements, ainsi qu'à forcer l'état à privatiser les entreprises. Les progrès ne purent toutefois pas être maintenus parce que les gouvernements ne mirent pas en place d'autres réformes ni des mesures de protection des plus vulnérables, qui libéreraient leur créativité et leur richesse. En conséquence, une réaction brutale contre le néolibéralisme crée actuellement des tensions entre les partisans de l'économie de marché et ceux d'un rôle accru du gouvernement central dans la direction de l'économie ainsi que de programmes de redistribution de la richesse, sans compter la terrifiante insécurité qui règne dans la rue. En fait, la violence criminelle soustrait presque 25 pour cent du produit intérieur brut chaque année.

J'éprouve de la sympathie pour ce style d'écriture. Reid écrit bien, avec un style attachant qui fait la conquête du lecteur. Il est certain que certaines simplifications défont la crédibilité. On peut relever, par exemple, l'affirmation selon laquelle « L'Église catholique, qui avait béni l'injustice en Amérique latine depuis qu'un moine dominicain avait pris part à la capture et au meurtre de l'Inca Atahualpa, eut une crise de conscience » au vingtième siècle (pp. 97-98). Reid a toutefois saisi l'essence du dilemme social, économique et politique latino-américain. La seule déception que cause l'ouvrage est le fait qu'il ne suggère aucune politique de rechange. *Forgotten Continent* enrichit néanmoins une collection croissante d'écrits sur ce qui a mal tourné et ce qu'il convient de faire en Amérique latine.

Gabriel Marcella, PhD

Carlisle Barracks, Pennsylvania

Democracy and War at NATO: The Secretary General and Military Action after the Cold War (2006) par Ryan C. Hendrickson. University of Missouri Press, <http://www.umsystem.edu/upress>, 2910 LeMone Boulevard, Columbia, Missouri 65201,

184 pages, \$34,95 (relié), ISBN 0826216641;
\$16,95 (broché), ISBN 0826216358.

Les recherches menées sur la transformation dans l'après-guerre froide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) analysent superficiellement le poste de secrétaire général et minimisent implicitement la signification des opérations militaires de l'OTAN dans l'après-guerre froide. Reconnaisant l'absence remarquable d'ouvrages consacrés par les spécialistes aux secrétaires généraux de l'OTAN pendant cette période, Ryan Hendrickson examine leur impact variable sur l'alliance, particulièrement en ce qui concerne l'emploi de la force. Seuls les secrétaires généraux qui dirigèrent l'organisation après la guerre froide supervisèrent l'emploi par l'OTAN de la force militaire.

Utilisant un cadre analytique qu'il attribue à Michael G. Schechter, l'auteur examine les quatre premiers des cinq secrétaires généraux de l'après-guerre froide et les rôles qu'ils jouèrent pour orienter l'alliance vers l'action militaire. Hendrickson émet l'hypothèse que l'instrument militaire de l'OTAN reste utile et que les secrétaires généraux qui ont servi depuis la fin de la guerre froide ont affecté de manière significative la politique de l'OTAN, l'unité transnationale de celle-ci et son emploi de la force militaire.

Après un aperçu historique concis mais important de la création du poste de secrétaire général, l'auteur consacre le reste des chapitres à une analyse comparative par la méthode des cas des quatre premiers occupants de ce poste après la guerre froide. Bien qu'ils soient différents (produisant ainsi des comparaisons imparfaites), les cas examinés sont suffisamment applicables pour permettre à l'auteur d'atteindre son objectif. Chaque chapitre se focalise sur le rôle joué par chaque secrétaire général dans la prise en considération de l'option d'emploi de la force (par ex., Manfred Wörner : Bosnie ; Willy Claës : *Operation Deliberate Force* contre les Serbes bosniaques ; Javier Solana : bombardement de la Serbie dans le cadre de *Operation Allied Force* ; Lord George Robertson : mesures de défense prises après le 11 septembre 2001 pour assurer la protection de la Turquie). Des entretiens en tête à tête avec des diplomates et responsables clés de l'OTAN, s'ajoutant au recours à des ouvrages spécialisés, fournissent une base solide à l'analyse comparative.

Chacun des chapitres consacrés aux secrétaires généraux commence par le processus, c'est-à-dire l'attitude géopolitique affectée dans les coulisses et l'établissement du consensus qui conduisit à leur élection. L'auteur passe ensuite à la description de

la façon dont leurs antécédents professionnels et leur origine façonnèrent leur approche de la direction de l'OTAN. Cette toile de fond rend à elle seule la lecture de l'ouvrage intéressante.

L'un des nombreux aperçus fascinants que l'on trouve dans l'ouvrage apparaît dans le chapitre consacré au secrétaire général Javier Solana. Malgré sa vigoureuse opposition à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN en 1982 et à la présence de bases militaires américaines dans son pays, cet Espagnol dirigea plus tard l'expansion de l'OTAN parmi les états de l'ancien Bloc de l'est. Concluant que le fondement juridique était suffisant sans une approbation des Nations Unies, il recommanda et supervisa la réaction militaire de l'OTAN aux actes d'agression du président yougoslave (serbe) Slobodan Milosevic contre les Albanais du Kosovo. Solana s'assura en outre agressivement du soutien des états membres au plan opérationnel de choix des objectifs et des moyens de traitement du général Wesley Clark, commandant suprême des Forces alliées en Europe (SACEUR), qui aboutit à la capitulation des forces serbes au Kosovo.

Dans tous les cas, l'analyse comparative d'Hendrickson appuie sa théorie. Bien que le poste de secrétaire général ait officiellement une autorité limitée dans l'alliance, chaque dirigeant utilisa un assortiment de tactiques diplomatiques et d'outils d'alliance pour influencer les principales décisions politiques et militaires de l'OTAN. Les conclusions de l'auteur démontrent clairement que les personnalités et styles diplomatiques différents des secrétaires généraux semblèrent donner d'aussi bons résultats pour promouvoir un consensus en fonction des circonstances. Ses conclusions font en outre ressortir l'importance pour le SACEUR et le secrétaire général d'avoir vis-à-vis de l'alliance des perspectives idéologiques comparables.

Hendrickson conclut cet excellent ouvrage par une récapitulation de ses conclusions, offre une évaluation comparative de l'efficacité des dirigeants de la diplomatie à l'OTAN ainsi que des recommandations en matière de politique ayant pour objet de réduire les tensions transnationales qui entourent les services du secrétaire général. Il insiste particulièrement sur les difficultés politiques extraordinaires auxquelles seront confrontés les services du secrétaire général pour promouvoir « un consensus si la préférence américaine pour les coalitions de pays disposés à agir » plutôt que pour les opérations militaires soutenues par l'OTAN reste la norme.

Cet ouvrage riche et pourtant concis est très convivial. *Democracy and War at NATO* s'adresse tout particulièrement aux lecteurs qui s'intéressent à la

politique étrangère américaine ainsi qu'à l'histoire et à la politique de l'OTAN dans l'après-guerre froide, à ceux qui sont destinés à travailler directement ou indirectement avec l'OTAN, ainsi qu'aux chercheurs et étudiants en science politique et en relations internationales.

David A. Anderson, PhD
Lieutenant colonel (ER), USMC
Fort Leavenworth, Kansas

The Torture Debate in America (Le débat sur la torture en Amérique), sous la direction de Karen J. Greenberg (Cambridge University Press, 2006), 432 pages, \$18,99

Karen J. Greenberg est directrice exécutive du centre sur le droit et la sécurité de la faculté de droit de New York University et a codirigé la publication de *The Torture Papers: The Road to Abu Ghraib* (Les dossiers sur la torture : la route d'Abou Ghraïb), un autre ouvrage publié récemment sur le même sujet. Elle est également éditrice de *Al Qaeda Now* et de la *NYU Review of Law and Security*. L'objectif de Greenberg, tel qu'il est déclaré dans l'introduction de cette compilation, est de faciliter les débats sur la question afin de sensibiliser l'opinion publique et de faciliter un examen au grand jour de la politique américaine en matière de torture. Son but altruiste est de faire en sorte que cette politique ait son origine dans une population bien informée. Plutôt que de juger la politique américaine actuelle en matière de torture, les collaborateurs à ce volume rapportent les faits et offrent des options de politique en accord avec le droit et la morale nationaux et internationaux.

Dans le contexte de combattants illégaux restant emprisonnés à la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba, et des guerres qui couvent en Afghanistan et en Irak, Greenberg a abordé intelligemment la question pertinente de savoir si les États-Unis devraient autoriser leur personnel militaire à torturer des prisonniers pour leur arracher des renseignements. Une série d'essais lui permet de rassembler divers spécialistes appartenant à différentes disciplines pour examiner les questions associées à la torture. Une courte introduction est suivie de la transcription d'une table ronde qui se déroula à la faculté de droit de New York University et à laquelle participèrent plusieurs des spécialistes dont les articles figurent dans l'ouvrage, ainsi qu'un officier du corps des assesseurs auprès des tribunaux militaires ayant récemment défendu des détenus de Guantanamo.

Les auteurs opposent la récente politique américaine tolérant la torture aux idéaux démocratiques américains. Tout en reconnaissant le besoin de renseignement en temps opportun, ils démontrent en quoi les arguments couramment présentés en faveur de la torture servent également d'arguments opposant la politique américaine. La plupart des partisans de la torture la considèrent comme un moindre mal quand elle est utilisée pour sauver des vies. Compte tenu de la durée de captivité des prisonniers, plusieurs auteurs soutiennent que ceux-ci n'ont plus accès au type de renseignement qui pourrait justifier la torture. Même si des arguments pouvaient être présentés en faveur de la torture, plusieurs des auteurs soutiennent que toute politique autorisant la torture contredit fondamentalement les idéaux américains de dignité humaine. Certains auteurs suggèrent même qu'une politique américaine autorisant la torture pourrait nuire aux intérêts à long terme des États-Unis si leurs ennemis leur rendent la pareille.

Après avoir traité la question de savoir si la torture est compatible avec la démocratie, les essais passent en revue le droit et les conventions internationaux régissant la torture. Les auteurs évitent de se prononcer et offrent des options lorsqu'il semble n'y en avoir aucune. Après un examen approfondi du droit international se rapportant à la torture, les auteurs étudient les arguments moraux contre la torture, la dernière section s'efforçant d'entrevoir l'avenir afin de prédire toute ramification pour les États-Unis, compte tenu des récents conflits. Bien que le droit international prohibe la torture, elle reste une option pour la grande majorité des acteurs non étatiques qui n'ont pas signé ces conventions internationales.

Dans l'ensemble de l'ouvrage, les auteurs font allusion à la facilité avec laquelle la politique américaine actuelle en matière de torture peut donner lieu à des abus et aux circonstances fâcheuses dans lesquelles les États-Unis estiment qu'ils doivent recourir à la torture. N'ayant pas reçu une formation de droit international, j'ai apprécié l'approche choisie par Greenberg pour présenter les précédents régissant le traitement des détenus en droits nationaux et internationaux. Elle donne les détails biographiques pertinents pour chacun des collaborateurs au début de l'ouvrage et les sources originales essentielles à la fin.

Lieutenant colonel Steven M. Beasley, USAF
School of Advanced Air and Space Studies

U.S. Competitiveness in Science and Technology (La compétitivité des États-Unis en matière de

science et de technologie), par Titus Galama et James Hosek. The RAND Corporation, 2008, 152 p., \$32,00.

Avec la minutie clinique qui caractérise les autres ouvrages de la RAND Corporation, *US Competitiveness in Science and Technology* examine en profondeur les questions concernant l'avenir de la capacité scientifique et technique de l'Amérique. À la base, le rapport explore les facteurs affectant la compétitivité des États-Unis en matière de science et de technologie (S et T) à l'échelle aussi bien internationale que nationale.

Vu dans une perspective planétaire, le rapport compare les données historiques sur le développement scientifique et technique américain à des données analogues relatives à d'autres pays technologiquement avancés (Russie, Inde, Chine, Japon, Corée du Sud et Union européenne). Galama et Hosek examinent des facteurs tels que les endroits où se rendent les étudiants internationaux pour obtenir des diplômes scientifiques et techniques, les pays qu'ils choisissent pour y mettre en pratique ces diplômes une fois obtenus et les pays les plus prédisposés à encourager la recherche et la publication, après quoi ils tirent des conclusions favorables concernant la capacité concurrentielle internationale de notre pays en matière de développement technologique. Galama et Hosek explorent en outre la question de savoir si les États-Unis pourront rester suffisamment compétitifs pour attirer et conserver une main d'œuvre internationale de qualité dans les secteurs de la science et de la technologie.

Tournant leur analyse vers l'intérieur, les auteurs examinent également la question de savoir si les États-Unis en font assez sur le plan national pour maintenir leur rôle de sol fertile produisant des scientifiques et des ingénieurs en abondance. En arrivant à leurs conclusions, ils analysent les investissements privés et publics américains en recherche et développement, la viabilité du système éducatif américain quant à la production de diplômés passionnés par des carrières dans la science et la technologie, ainsi que le marché du travail et le potentiel de carrières pour les scientifiques et les ingénieurs aux États-Unis. Ici aussi, ils se montrent optimistes quant aux perspectives de maintien de tendances favorables en matière de science et de technologie aux États-Unis.

Cette monographie est extrêmement bien documentée et les assertions concernant l'état de santé scientifique et technique des États-Unis sont solidement étayées. Les auteurs décomposent chaque problème général de recherche en

problèmes plus focalisés qu'ils analysent à l'aide des données disponibles. Les comparaisons couvrent généralement les 50 dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. Pour qui lit le rapport dans son intégralité, ce qui n'est pas une mince affaire compte tenu de l'abondance des données présentées d'un bout à l'autre du rapport, le résultat est un ensemble de bonnes nouvelles. Galama and Hosek s'appuient sur des données quantitatives pour étayer leurs conclusions d'après lesquelles les États-Unis n'ont pas connu de déclin dans les domaines de la science et de la technologie, que ce soit dans une perspective historique ou par comparaison avec d'autres pays contemporains à orientation technologique. Ils confirment leurs assertions en étudiant l'infrastructure, le système éducatif et la main-d'œuvre des États-Unis, qu'ils identifient comme les éléments de base du leadership scientifique et technologique. Dans chaque cas, leur estimation objective est que les rumeurs de fin du leadership scientifique et technologique américain sont grandement exagérées.

Galama et Hosek font toutefois suivre cette estimation d'un avertissement de bon sens. Ils ne manquent pas de faire remarquer que leur recherche identifie des tendances de croissance dans de nombreux autres pays à vocation technologique. Sans des niveaux soutenus de croissance et d'assistance pour tous les facteurs du leadership scientifique et technologique dans les secteurs public et privé aux États-Unis, les conditions favorables dont nous bénéficions actuellement pourraient s'évaporer.

Je recommande ce rapport comme référence commode sur le sujet de la compétitivité scientifique des États-Unis à quiconque souhaite disposer ou a besoin de la surabondance de données détaillées qu'il contient pour répondre à chaque question sur la recherche. Pour tous les autres qui comptent couramment sur, ou influencent le développement d'une solide main d'œuvre scientifique et technologique américaine, le dernier chapitre (Analyse et recommandations) mérite à lui seul la lecture.

Commandant Nick Martin, USAF
University of Colorado, Colorado Springs

Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam (Le Pakistan en première ligne : aux prises avec l'Islam militant), par Zahid Hussain. Columbia University Press (<http://www.columbia.edu/cu/cup>), 61 West 62nd Street, New York, New York 10023 USA, 2007, 232 pages, \$24,95 (relié), ISBN 978-0-231-14224-3; \$18,95 (broché), ISBN 978-0-231-14225-0.

S'il y a, parmi les lecteurs de *Air and Space Power Journal*, un aviateur militaire qui a besoin de se faire convaincre du caractère complexe et dangereux de la politique étrangère des États-Unis dans le monde islamique, ce caractère peut lui apparaître clairement dans « *Fronline Pakistan* ». Il sera difficile aux lecteurs habitués à l'anglais d'en saisir la signification parce qu'il connaissent mal les lieux et les personnalités du Pakistan mais le labyrinthe de la politique et de la religion dans une région proche de l'anarchie persuadera pratiquement n'importe qui du dilemme auquel sont partout confrontés les autorités.

Il semble que Zahid Hussain ait les qualifications nécessaires pour nous présenter un tableau de la situation. Journaliste dont les articles sont publiés dans le *Times* de Londres, *Newsweek* et le *Wall Street Journal*, il écrit dans un style agréable. Il est clair qu'Hussain est un spécialiste de la région et qu'il a eu accès à certaines sources difficiles à localiser. Il organise son ouvrage en chapitres axés sur l'actualité en ordre plus moins chronologique. Le paysage politique est encombré d'intérêts militaires, religieux, assoiffés de pouvoir ou engagés dans le trafic de technologie nucléaire et de drogues à l'origine de problèmes pratiquement insolubles pour l'ancien président Pervez Moucharraf, qui s'efforça de survivre au milieu de nombreux groupes nationaux hostiles les uns aux autres et des pressions de la politique internationale.

Je crains que le lecteur qui cherche un tableau cohérent de ce qui se passe au Pakistan et en Afghanistan ne soit condamné à la frustration. Les deux pays ont pendant longtemps semblé ingouvernables, en partie à cause du fait que les gouvernements centraux n'ont pu exercer que des pouvoirs très limités sur les intérêts régionaux et locaux. Je suppose que l'idée principale exprimée dans l'ouvrage est que les choses risquent de plûôt mal se présenter pour les États-Unis car le Pakistan a été un allié important pendant la guerre planétaire contre le terrorisme mais cela résulte dans une large mesure du fait que le président Moucharraf prit parti pour les États-Unis contre la volonté populaire dans son propre pays. Selon Hussain, une telle situation ne peut se prolonger indéfiniment et je suppose qu'il pense que la seule solution possible est de permettre l'instauration d'une véritable démocratie au Pakistan. Toutefois, compte tenu de la puissance des seigneurs de la guerre locaux et du pouvoir croissant exercé par l'Islam extrémiste, cela tiendrait du miracle. Moucharraf était en outre confronté à un sérieux problème de prolifération nucléaire. Le Pakistan joignit à la suite de l'Inde le groupe prestigieux des états nucléaires mais il n'a pas su garder un

contrôle suffisant de ses secrets nucléaires et sa population a été impliquée dans une prolifération nucléaire clandestine grave. Comme si cela ne suffisait pas, Moucharraf était en outre totalement dépendant de la loyauté des forces armées, une situation quelque peu précaire dans la mesure où ces dernières ont des affinités avec certains des groupes islamiques extrémistes, qui sont hostiles à un gouvernement laïque.

Hussain laisse de côté le caractère des groupes « libéraux » pakistanais partisans de la laïcité mais il semble qu'ils soient totalement opposés à l'Islam extrémiste et au gouvernement militaire. Comme si cela ne suffisait pas, il existe avec l'Inde un problème chronique à propos du Cachemire que Moucharraf a pu contenir jusqu'à un certain point mais cette situation est parfaitement capable de dégénérer en désastre pour les dirigeants pakistanais, et pour les États-Unis. Dans la mesure où la campagne que nous menons en Afghanistan contre ce qui reste des Taliban et d'Al Qaïda est hautement dépendante de nos rapports avec le gouvernement pakistanais, cela annonce des problèmes.

Rares sont les Américains qui connaissent grand-chose à propos du Pakistan et de la région qui l'entoure et ce n'est certainement pas cet ouvrage qui fera instantanément de quiconque un spécialiste du sujet. Il est toutefois agréable à lire et servira d'introduction utile aux problèmes de la région. Je recommande par conséquent de le placer relativement haut sur la liste de lectures d'un aviateur militaire.

David R. Mets, PhD

Maxwell AFB, Alabama

Alliance Management and Maintenance: Restructuring NATO for the 21st Century (Gestion et maintien de l'alliance : restructurer l'OTAN pour le 21e siècle) par John R. Deni. Ashgate Publishing, 2007, 122 p., \$99,95.

John Deni, conseiller politique des forces armées américaines en Europe et chargé de cours à l'université de Heidelberg, examine la façon dont les réalités de l'établissement des corps de déploiement rapide de l'OTAN (*NATO Rapid Deployable Corps – NRDC*) donnent un aperçu des théories plus larges de gestion de l'alliance et d'élaboration de la doctrine dans cette monographie compacte mais chère. Deni offre un excellent aperçu général des ouvrages traitant de ce sujet en termes de science politique et de relations internationales, une explication détaillée de la méthode, de la chronologie et de la raison de l'établissement par

l'OTAN de ses NRDC, ainsi qu'une analyse pénétrante de la façon dont les marchandages au sein de l'alliance résultèrent en compromis qui donnèrent des résultats loin d'être optimaux. Même si cette conclusion ne surprendra pas vraiment ceux qui ont servi au cœur de l'OTAN ni les historiens qui ont analysé des alliances en temps de guerre et de paix, le point fort de cette monographie est la description détaillée et solide par un initié du processus de transformation des concepts de l'OTAN en structures et doctrine d'emploi de forces.

La monographie consiste en huit chapitres, l'introduction et les deux chapitres qui la suivent établissant le cadre théorique de l'étude. Deni observe qu'une grande partie des ouvrages consacrés aux alliances se focalisent sur leur formation et leur dissolution, en accordant une bien moindre attention à la dynamique du maintien de l'alliance. En mettant l'accent sur les négociations au sein de l'alliance et les tractations qui prolongent les alliances existantes, *Alliance Management and Maintenance* offre une perspective théorique différente. Le cœur de la monographie consiste en trois chapitres examinant le développement des NRDC, qui sont la réaction de l'alliance aux menaces changeantes, et l'impact des marchandages politiques. C'est ici que Deni est dans son élément, donnant des exemples précis de la façon dont la prise en compte des intérêts nationaux eut pour résultat la désignation de six corps comme « forces à haut niveau de préparation » (*high readiness forces* - HRF) en dépit des bilans des structures de forces qui n'en demandaient que trois. L'avant-dernier chapitre se penche sur la réaction de l'alliance au terrorisme, donnant un bref aperçu de 15 pages des initiatives de l'OTAN qui semble bizarrement sans rapport avec les chapitres sur la structure des forces et les marchandages politiques qui le précèdent. La conclusion résume l'étude et fait ressortir sa valeur au niveau théorique élargi, notant que les explications simples basées sur les menaces du comportement de l'alliance ne tiennent pas compte du changement d'organisation de l'OTAN au vingt-et-unième siècle.

Sérieuse et bien documentée, cette monographie reste étroitement focalisée sur l'OTAN, ne faisant aucune mention de projets parallèles tels que la force de réaction rapide de l'Union européenne. Pourtant, pour la plupart des membres de l'OTAN, le processus de marchandage et de négociation qui maintient les alliances se déroule à deux niveaux : au sein de l'OTAN et dans le cadre de la politique de défense et de sécurité européenne de l'UE. En se concentrant exclusivement sur le premier niveau, cette monographie présente un tableau in-

complet de la complexité multidimensionnelle de la sécurité européenne. *Alliance Management and Maintenance* offre toutefois des perspectives et une analyse qui séduiront aussi bien les universitaires que les praticiens de la sécurité et de l'art de gouverner. L'analyse que fait Deni de diverses propositions théoriques de comportement de l'alliance sera utile aux universitaires, bien que son examen truffé d'acronymes des NRDC, des HRF(L) et du MTIWG (corps de déploiement rapide de l'OTAN, forces à haut niveau de préparation et groupe de travail militaire sur les questions relatives à l'Alliance en période de transition respectivement) risque de se révéler intimidant pour le profane. Pour ceux qui ont travaillé à l'OTAN ou pourraient le faire à l'avenir, la description que fait Deni de la façon dont les marchandages se concluent et dont les compromis facilitent la mise en application sera la plus utile. Combinant un cadre théorique clair et un examen bien documenté des réalités de la gestion de l'alliance au sein de l'OTAN, cette monographie illustre ce que la science politique a de mieux à offrir.

Douglas Peifer, PhD

Air War College

Wolfpack Warriors : The Story of World War II's Most Successful Fighter Outfit par Roger Freeman. Casemate Publishers and Book Distributors, LLC (<http://www.casematepublishing.com>), 2114 Darby Road, Havertown, Pennsylvanie- 19083, 2004, 256 pages, \$37,95 (cartonnée).

Dans les ciels de l'Europe déchiré par la guerre, le 56^e groupe de combat de l'Amérique entra presque quotidiennement en lutte contre la *Luftwaffe* d'Hermann Goering pour la course à la supériorité aérienne, avant l'invasion planifiée du continent par les Alliés. *Wolfpack Warriors*, nom sous lequel il devint célèbre, fut partie intégrante de la domination sur les pilotes de chasse de l'Allemagne nazie. Volant sur les moins brillants *Thunderbolt* P-47, ces pilotes américains combattirent la *Luftwaffe* depuis le début de l'offensive aérienne contre l'Allemagne jusqu'au dernier jour de la guerre. Leur histoire, racontée dans – encore un autre – superbe livre de l'auteur Roger Freeman, apportera certainement beaucoup à l'étude de la campagne aérienne des Alliés sur l'Europe pendant la seconde guerre mondiale. *Wolfpack Warriors* est sans doute l'un des ouvrages les plus intéressants de cet auteur de plus de 50 livres sur la seconde guerre mondiale.

L'auteur a consulté plus de 150 vétérans pendant ses recherches pour ce livre et passé 14 ans à compiler l'histoire du 56^e groupe de combat. Pour rendre son livre plus vivant et donner au lecteur une meilleure idée de ce qu'était la vie à l'intérieur du groupe, il cite abondamment des hommes ayant appartenu à l'unité. Il ne fait pas que citer les pilotes ; il cite également les chefs d'équipage, les officiers de maintenance, le personnel de service et les commandants de l'unité. Ces récits des personnages de premier plan – plus que n'importe quel autre aspect du livre –, animent les peurs, les craintes, les victoires, et les échecs de ces hommes. Freeman donne au lecteur l'impression de se trouver dans le cockpit avec l'un des pilotes ou dans une caserne, en train de se détendre pendant un quelconque moment passé à terre. De ce point de vue, il manque au livre des citations de pilotes allemands ayant combattu contre le 56^e, qui auraient pu le rendre encore plus intéressant.

Heureusement pour nous, *Wolfpack Warriors* est bien plus qu'un « instantané » de ce groupe de combat. Plus important, l'auteur prend le temps d'examiner l'unité depuis sa conception et son élaboration en temps de paix, pendant son déploiement outre mer, au cours de ses années de combat et pour finir, à sa dissolution après la guerre. Il passe également en revue le détail des difficultés initiales auxquelles a dû faire face l'unité avec ses *Thunderbolt* P-47, l'utilisation de réservoirs largables pour augmenter la portée de l'avion et les expériences angoissantes des missions d'attaque au sol. A la fin du livre, le lecteur s'identifie vraiment aux hommes de l'unité.

Je n'ai jamais aimé les récits de combat de force à force, bien qu'il soit plaisant de lire tout ce qui concerne la seconde guerre mondiale. Apprendre uniquement que le bataillon X avait engagé le bataillon Y ne m'a jamais beaucoup intéressé en soi. Mais il est fascinant de lire ce qui se rapporte aux personnalités qui sont derrière ces événements. Les hommes qui ont pris les décisions, combattu dans les batailles ou engagé d'autres pilotes ont toujours éveillé la curiosité. Dans *Wolfpack Warriors*, le lecteur n'est pas déçu en ce domaine. Un certain nombre des plus grands noms de l'aviation américaine se détachent de cette unité. Des hommes comme Hub Zemke, Dave Schilling, Francis « Gabby » Gabreski, Walker « Bud » Mahurin, et Robert Johnson, pour n'en citer que quelques uns, auront toujours quelque chose à voir avec l'excellence au combat aérien. Gabreski et Johnson, par exemple sont en tête des As américains en Europe, avec 28 victoires aériennes chacun.

Beaucoup de lecteurs trouveront sûrement intéressantes plusieurs des activités également mises en relief dans le livre. Dans la course à la destruction de l'aviation ennemie, Freeman examine la pratique qui consiste à créditer le pilote de victoires au sol aussi bien que de victoires aériennes et les problèmes que cela souleva plus tard dans la guerre quant à la détermination de ce que l'on devait attribuer réellement aux pilotes pris individuellement. En Afrique du Nord, les Allemands n'étaient pas formidables pour identifier un avion et les Américains ne firent pas beaucoup mieux. Dans une mission en particulier, un pilote du 56^e pressé d'abattre le premier avion du groupe, rentra à la base pour s'apercevoir, après examen du film de son tir, qu'il avait accidentellement détruit un *Spitfire* britannique.

Dans l'ensemble, *Wolfpack Warriors* est un livre passionnant qui peut être fier de présenter 32 pages d'excellentes photographies. Lire l'histoire d'une unité, qui consacre autant de temps à examiner les hommes qui ont fait sa gloire, est formidable et le lecteur arrivera sans peine à imaginer les gens que l'on décrit. Il est dommage que le produit final ne présente pas de plans, de tableaux ou d'annexes représentant les aspects les plus importants du 56^e groupe de combat ou leur lien avec les autres unités de chasse de la 8^e force aérienne. Au cas où l'auteur réédite le livre dans quelques années, peut-être les ajoutera-t-il à sa nouvelle édition.

Si j'avais une remarque à faire à propos de ce livre, ce serait sur le titre. Le titre suivant serait plus approprié *Wolfpack Warriors: The Story of World War II's Most Successful American Fighter Outfit* (Les Combattants de la « Meute des Loups » : l'histoire de la plus performante des équipes de chasse américaines pendant la seconde guerre mondiale). Au cours de la guerre, le 56^e groupe de combat détruisit 664 avions allemands. En Afrique du Nord seulement, le groupe de combat allemand JG 27 détruisit 776 avions alliés entre avril 1941 et décembre 1942. De même, JG 26 sur le front de l'ouest détruisit quelques 2.700 avions et l'on estime que JG 52 sur le front russe détruisit pratiquement 10.000 appareils ennemis. Les six pilotes les plus performants du JG 52 détruisirent à eux deux 1.580 appareils. D'autres unités britanniques, russes ou même japonaises pourraient aussi avoir eu plus de « victoires » que le 56^e. Bien qu'il soit possible que *Wolfpack Warriors* ait été la meilleure unité de combat américaine, si le succès d'une unité se mesure au nombre de victoires aériennes, comme l'auteur le laisse entendre, le 56^e ne fut alors certainement pas le meilleur sur toute la durée du conflit.

Mis à part ces faits, le livre est à conseiller. Roger Freeman a fait un superbe travail en nous faisant connaître l'histoire de l'une des unités de combat américaines les plus reconnues et décorées. Le livre est bien écrit et capte facilement l'attention du lecteur. Bien que l'incroyable livre de Donald Caldwell, *JG 26 : Top Guns of the Luftwaffe* soit le modèle des unités de l'aviation de combat et que *Wolfpack Warriors* n'atteigne pas ce niveau, le lecteur

ne sera pas du tout déçu par le travail de Freeman. Si vous vous intéressez à la guerre aérienne en Europe et aux contributions d'une véritable « unité d'élite », *Wolfpack Warriors* sera parfaitement à sa place dans votre bibliothèque.

Lieutenant colonel Robert Tate, USAFR
Maxwell AFB, Alabama

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp